

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

L'IMMIGRATION
DE LA
MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE ITALIENNE
EN GASCOGNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE BORDEAUX

le samedi 28 janvier 1928, à 4 heures du soir,

PAR

Henry PEYRET

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES

BORDEAUX
IMPRIMERIE DE L'UNIVERSITÉ
Y. CADORET

17, RUE POQUELIN-MOLIÈRE, 17

1928

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

L'IMMIGRATION

DE LA

MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE ITALIENNE EN GASCOGNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE BORDEAUX

le samedi 28 janvier 1928, à 4 heures du soir,

PAR

Henry PEYRET

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES

BORDEAUX
IMPRIMERIE DE L'UNIVERSITÉ
Y. CADORET

17, RUE POQUELIN-MOLIÈRE, 17

1928

FACULTE DE DROIT DE L'UNIVERSITE DE BORDEAUX

PROFESSEURS HONORAIRES :

MM. SAUVAIRE-JOURDAN,  I.; BARDE,  I.; LESCURE,  A., ;
DE BOECK,  I.; NOAILLES.

MM. DUGUIT, O.  I., *Doyen*, professeur de *Droit constitutionnel et administratif*.

BENZACAR,  I., professeur de *Economie politique*.

FERRON,  I., *Assesseur du Doyen*, professeur de *Droit commercial*.

FERRADOU,  I., professeur de *Histoire du droit* et chargé d'un cours de *Histoire du droit* (Doctorat).

MARIA,  I., professeur de *Droit romain*.

MARGAT,  I., professeur de *Droit civil* et chargé d'un cours de *Droit international privé* (Licence).

BONNECASE,  I., professeur de *Droit civil* et chargé d'un cours de *Droit maritime* (3^e année).

PALMADE,  A.,  I., professeur de *Droit civil*.

VIZIOZ,  A., professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours de *Droit civil comparé* (Doctorat).

BONNARD,  I.,  I., professeur de *Droit administratif* et chargé d'un cours de *Droit constitutionnel* (Doctorat).

POPLAWSKI,  A., professeur de *Droit criminel* et chargé d'un cours de *Législation industrielle*.

BOYÉ,  I., professeur de *Droit romain*.

MOUNIER,  A., professeur de *Économie politique*, chargé d'un cours de *Histoire des doctrines économiques* (Doctorat).

BIBIÉ,  I.,  I., professeur de *Droit international public*.

RÉGLADE, professeur sans chaire, chargé des cours de *Droit international public* (Licence et Doctorat).

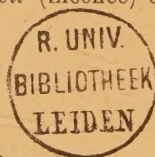
GARRIGOU-LAGRANGE, agrégé, chargé d'un cours de *Législation financière* (3^e année), d'un cours de *Économie politique* (Doctorat) et d'un cours de *Législation coloniale* (3^e année).

LABORDE-LACOSTE,  A., professeur à la Faculté de droit d'Aix, chargé d'un cours de *Droit civil* (Licence) et des cours de *Droit civil* (Capacité).

M. BEAUDUN,  I., *Secrétaire*.

M^{me} COSTES, *Secrétaire adjointe*.

M. SALINGARDES,  I., *Bibliothécaire*.



COMMISSION DE LA THÈSE

MM. MOUNIER, professeur	Président.
BONNARD, professeur	
GARRIGOU-LAGRANGE, agrégé	} Suffragants.

L'IMMIGRATION

DE

LA MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE ITALIENNE

EN GASCOGNE

INTRODUCTION

LE MILIEU ECONOMIQUE; LE MANQUE DE MAIN-D'ŒUVRE ET LES AUTRES CIRCONSTANCES QUI ONT FAVORISE L'IMMIGRATION ITALIENNE DANS LE SUD-OUEST.

Paul Leroy-Beaulieu écrivait en 1896 dans son *Traité théorique et pratique d'économie politique* : « C'est une des plus grandes lacunes de la généralité des ouvrages économiques contemporains que de rester indifférents aux questions d'émigration et de colonisation. » De nos jours les facilités de communication, les moyens de transport perfectionnés ont intensifié les mouvements humains comme ceux des marchandises. L'homme, surtout le travailleur dont le lendemain est

incertain, se déplace à la recherche d'une situation meilleure. Il se forme ainsi des courants migratoires qui bouleversent les conditions économiques, sociales et politiques des pays de provenance et des pays de destination. Fréquemment, en particulier pour la France, terre accueillante entre toutes, ces mouvements soulèvent de nouveaux problèmes, des difficultés toujours croissantes qui, selon le vœu de P. Leroy-Beaulieu, font aujourd'hui l'objet de nombreuses études.

Nous nous proposons d'étudier, dans ce travail, un phénomène d'immigration qui s'est déroulé dans une contrée que nous connaissons mieux pour y avoir vécu : la Gascogne. Sous ce terme nous englobons le Toulousain, l'Agenais, la Lomagne, l'Armagnac, en un mot toute la plaine qui s'étend du Périgord et du Quercy jusqu'au Lannemezan ⁽¹⁾. Sans accident géologique, ce vaste polygone est occupé en entier par la vallée de la Garonne et de ses affluents.

Le fleuve, par courbes sinueuses, coule dans un val large, peu profond et rocailleux.

Sur les terrasses bordant ses rives, des villages se sont construits, des villes comme Agen et Toulouse ont grandi, mais en recul du fleuve car « l'homme ne s'avance que timidement jusqu'au bord de telles rivières » ⁽²⁾. Ses inondations dues à la fonte exceptionnelle

(1) Le terme de Gascogne est peut-être inexact, mais nous l'avons adopté parce que le Gers fut le centre du mouvement d'immigration et qu'il faisait partie en entier de l'ancienne Gascogne.

(2) Vidal de La Blache, *La France*, Paris, p. 331.

des neiges, ou aux pluies torrentielles prolongées, sont fréquentes et terribles. Elles menacent maisons et cultures. Le paysan les redoute, car maintes fois elles ont anéanti les efforts d'une année et causé bien des ruines.

Ses nombreux affluents ne présentent pas sur les deux rives les mêmes caractéristiques. A droite, ce sont de grands cours d'eau disséminés sur tout son parcours, descendant tantôt des Pyrénées, comme l'Ariège, tantôt du Massif Central comme le Tarn et le Lot.

A gauche, au contraire, de maigres rivières presque à sec l'été, mais dangereuses au printemps et à l'automne par leurs crues soudaines. Seule la Baïse, canal de la Gascogne, présente quelque importance.

Par son sol fertile et bien arrosé, par son climat chaud grâce à la latitude, mais suffisamment humide par la proximité de l'Océan dont l'action n'est gênée par aucun relief, la plaine de la Garonne est essentiellement une région agricole.

Le sous-sol est pauvre. Quelques industries liées à l'agriculture et transformant ses produits : bois, paille, raisins, fruits, connaissent cependant la prospérité.

Pas de grandes villes non plus, sauf Toulouse, dont l'admirable situation commerciale, point de liaison entre les ports de l'Océan et ceux de la Méditerranée, a fait la fortune. Elle compte actuellement 175.000 habitants et son importance ne cesse de s'accroître. Les autres chefs-lieux de département sont de petites vil-

les tranquilles, sans grand mouvement commercial. Les troupes et les fonctionnaires y forment la partie la plus active de la population. Ici, au contraire, chaque recensement accuse la diminution de leur vitalité. Agen, cité riante, où le souvenir de Jasmin est resté vivace, ne compte que 23.000 âmes. Montauban, jadis célèbre pendant les guerres de religion et foyer encore actif de protestantisme, atteint 25.000 habitants. Enfin Auch, plus déshérité que les autres par sa position défavorable loin des grandes routes commerciales, n'est plus qu'une ville morte de 10.000 habitants.

Deux particularités caractérisent, au point de vue économique, ces régions agricoles. D'une part, la polyculture, d'autre part, le régime de moyenne et de petite propriété (3).

Certaines régions de la France, la Beauce par exemple, possèdent une fertilité comparable à celle de la Gascogne, mais nulle part on ne récolte une variété plus grande de produits. « Nous obtenons de tout en grattant notre terre », écrivait, dans son dialecte patois, l'auteur de *Los papillotos*, corroborant cette parole d'un autre Agenais, le docteur Labat : « Terre bénie,

(3) Nous confondrons volontairement la moyenne et petite propriété avec moyenne et petite exploitation, quoiqu'on puisse très bien concevoir la grande propriété avec la petite exploitation, si la propriété est divisée en unités indépendantes; de même la petite propriété peut exister avec la grande exploitation s'il y a culture en commun au moyen d'une coopérative, mais ce n'est pas le cas en Gascogne.

aux produits si variés qu'elle peut donner à l'homme tout ce qu'il faut pour que sa vie soit bonne et douce. » La vallée de la Garonne ressemble à un immense jardin où les toits de brique ajoutent une note rouge aux couleurs verdoyantes des moissons.

Cette polyculture présente peut-être l'inconvénient d'être un obstacle aux améliorations des pays de grandes cultures, mais elle a certainement l'avantage d'assurer le paysan contre une misère certaine, car la maladie ou l'orage n'atteignent pas tous les produits en même temps.

Cette polyculture provient en grande partie de la diversité des terrains. On trouve en Gascogne des « alluvions », terres riches et fertiles, déposées par les fleuves; elles sont propices à la culture des fruits et des légumes. On y rencontre aussi des « boubènes », sortes de marnes argileuses excellentes pour le blé, le maïs, l'élevage; enfin des calcaires et des graviers qui aidés par un climat chaud et humide permettent au raisin de venir à maturité.

Si, dans chaque ferme ou « borde », on cultive du blé, du maïs pour les volailles et les porcs, de l'avoine et des fourrages pour les animaux de trait et de croît, chaque région possède une spécialité, favorisée en général par le terrain et la situation géographique. Elle est cultivée avec intensité; souvent même elle fait la richesse et la réputation de la contrée.

Dans l'Armagnac, les plateaux calcaires « où nombre

de vieux donjons se dressent encore çà et là, sur les hauteurs, et rappellent les guerres incessantes du moyen âge »⁽⁴⁾, sont les terres de prédilection de la vigne. Le vin blanc, « le piquepoul », comme on l'appelle là-bas, fournit une eau-de-vie dont la réputation n'est plus à faire.

Ailleurs, près de Nérac, ce sont les bois, car les landes de Gascogne semblent se prolonger vers cette partie du Lot-et-Garonne. Dans la vallée propre de la Garonne, les fruits, les primeurs, les raisins de chasselas, la prune surtout, qui, fourrée, a fait le succès du « pruneau d'Agen », s'exportent sur une vaste échelle. Enfin le Lot-et-Garonne est un grand producteur de tabac⁽⁵⁾.

Le second caractère de la Gascogne économique, la prépondérance de la petite et moyenne propriété, coïncidant avec la petite et moyenne exploitation, est fortement accentué. Les grands domaines se font de plus en plus rares. On trouve bien encore, groupés autour de châteaux forts restaurés, 400 ou 500 hectares appartenant au même propriétaire, mais l'exploitation directe n'existe pas. Si le maître est encore là, fait peu fréquent aujourd'hui, il se réserve une certaine étendue de terrains que des domestiques à ses gages cultivent. Le reste est livré à des métayers. Malgré certaines appa-

(4) Elisée Reclus, *Géographie universelle, La France*, p. 153.

(5) En 1924, la région de Tonneins produisait 17.868 quintaux, employant plus de 800 personnes.

rences, le morcellement en fait autant de petites unités indépendantes et autonomes. Leur superficie varie en moyenne de 20 à 40 hectares ⁽⁶⁾.

Quoi d'étonnant, d'ailleurs, à cette situation ? Elle est presque fatale dans nos régions. La variété des terres et leur disposition permet de grouper facilement, dans un espace assez restreint, une exploitation relativement complète et équilibrée, qui donnera au cultivateur l'essentiel pour vivre.

Il faut surtout tenir compte, à notre avis, d'un élément psychologique : le désir pour le paysan de posséder la terre qu'il cultive, la maison où ses ancêtres ont vécu et sont morts, où lui-même a passé sa jeunesse et qui lui sont chères par tant de souvenirs. Mais le paysan ne disposant pas de gros capitaux ne peut acheter que morceau par morceau; aussi doit-il se contenter d'un petit domaine que, d'ailleurs, le manque de main-d'œuvre ne permet pas d'agrandir.

A quel titre cultive-t-il la terre ? A ce propos encore nous retrouvons une grande diversité parmi les travailleurs agricoles. Au sommet, ceux qui ont déjà accédé à la propriété, ils forment la catégorie la plus nombreuse ⁽⁷⁾. Depuis la guerre surtout, leur nombre

(6) D'ailleurs la conception de la propriété au point de vue de son importance est toute relative. Dans les terres à blé de Sologne, une propriété de 40 hectares est classée parmi les petites. A Argenteuil, au contraire, une telle propriété serait un grand domaine, certaines exploitations ne dépassant pas 5 à 6 ares.

(7) L'enquête faite par le ministre de l'Agriculture, en 1892, men-

a augmenté. Tous évidemment n'ont pas un grand domaine, mais chacun possède une maison, quelques champs qu'ils cultivent avec leur famille. Si leurs revenus sont insuffisants, ils aident les voisins au moment des travaux pressants et se procurent ainsi un complément de salaires.

A l'extrémité opposée, au bas de l'échelle sociale, il faut placer les travailleurs isolés, bons à tout faire, s'engageant où il y a de l'ouvrage, tantôt à la journée, tantôt au mois, le plus souvent à l'année. Ce sont en général des jeunes gens que le service militaire n'a pas encore pris. Très recherchée, cette catégorie de salariés se fait de jour en jour plus rare. Dès qu'ils sont mariés, ils se placent comme « maîtres valets » avec leur famille. Ils jouissent alors d'une certaine part à la direction sans en avoir la responsabilité. Leur rémunération en argent est fixe avec la nourriture et le logement assurés.

En général, cependant, le propriétaire qui ne cultive pas lui-même préfère prendre un métayer. Le métayage est un contrat d'association, une collaboration entre le travail et le capital qui, *a priori*, devrait donner de bons résultats. Le métayer prête ses bras, le propriétaire fournit les matériaux, et on partage les bénéfices. Ce mode d'exploitation est très en honneur chez nos paysans.

tionne que, pour le Gers, 46,8 p. 100 des travailleurs sont propriétaires, pour le Lot-et-Garonne 46,8 p. 100, le Tarn-et-Garonne, 51,8 p. 100, la Haute-Garonne, 38,9 p. 100.

Quant au fermage, il est assez peu usité. Peut-être la culture de la vigne, vu les aléas qu'elle présente, ne permet-elle pas ce genre d'exploitation. Plutôt que d'être fermier, le paysan préfère devenir propriétaire (8).

*
* *

A ces caractéristiques économiques s'en ajoute une autre malheureusement fâcheuse pour notre Sud-Ouest : la dépopulation cause chaque année des vides parmi les travailleurs de la terre.

Cette région qui, par son sol fertile et sa situation privilégiée, devrait être une contrée heureuse, souffre d'un mal qui, sans lui être spécial, y sévit avec une intensité toute particulière.

La Gascogne est, elle aussi, une terre qui meurt. Ce paysan au caractère fier, « fier de son bien qu'il accroît souvent plus qu'il ne peut, fier de son clocher qu'il veut plus haut que celui de son voisin, fier de sa blouse pour peu qu'on lui oppose la redingote (9) » voit insensiblement sa race disparaître. Les célèbres cadets qui portèrent si haut la gloire de leur petite patrie n'ont presque plus de descendants et beaucoup de ceux qui eurent l'honneur de naître sur le sol de

(8) Cependant, depuis quelques années, on constate des affermages plus fréquents de propriétés. Pendant la guerre, les prix des denrées augmentèrent dans des proportions telles que certains métayers préférèrent payer un fermage fixe et garder pour eux le bénéfice total des ventes.

(9) F. Laudet, *Souvenirs d'hier*, p. 113.

Gascogne, qui pourraient y rendre de signalés services, s'en vont, les uns après les autres, vers la ville « tentaculaire », idéal chimérique et lointain.

Combien est pénible un voyage dans ces régions ! Visitez cette vallée de la Garonne et vous pourrez alors mesurer exactement la dévastation et les ruines dont le manque d'enfants et d'agriculteurs a été la cause. Quand on parcourt ces campagnes aux tons changeants, la première impression décèle la richesse et l'abondance, mais, pour l'observateur averti, des notes discordantes, des ombres inquiétantes apparaissent soudain dans ce riant tableau.

Ici, c'est un champ où des traces de labour sont encore visibles et que la lande a envahi de nouveau. Plus loin, une maison, faites de torchis et de briques, d'aspect lamentable, que la moindre tempête balaiera, semble-t-il, et qui cependant a survécu aux nombreuses générations qu'elle abrita. L'herbe a envahi le petit jardin qui la clôturait. Les murs craquelés laissent voir des lézardes, signes trop évidents de décrépitude. Les volets sont clos, l'âtre éteint. Le dernier descendant d'une forte lignée de paysans mourut sans que personne ait ranimé la flamme. Ils sont, hélas ! trop nombreux en Gascogne les foyers « où la lampe n'allume plus son étoile à la fenêtre, point de feu tranquille qui dit le repos, la causerie auprès de l'âtre et le baiser après le sommeil » (10).

(10) J. de Pesquidoux, *Sur la glèbe*, p. 200.

Traversez un village, on le dirait abandonné.

Dans ses rues désertes c'est le silence puissant des ruines, l'impression navrante des solitudes. L'école, elle aussi et surtout, dénote le peu de vitalité de la race. Certaines ne comptent plus d'élèves, la majorité en reçoit quelques-uns à peine. Ce sont les derniers survivants de cette race. Mais ceux-ci eux-mêmes accepteront-ils plus tard leur situation d'agriculteurs ?

Nos petites villes de Gascogne ne prennent de l'animation que les jours de foire ou de marché ! Le paysan aime la foire, il y vient de loin, traite ses affaires, achète ses provisions pour la semaine, discute surtout. Ce jour-là nos coquettes cités semblent renaître de leur léthargie, mais leur réveil est de courte durée.

Consultons maintenant les statistiques ; nous pourrions mesurer exactement l'étendue du mal qui sévit en Gascogne.

Avant la Révolution, les départements du Sud-Ouest figuraient parmi les plus prolifiques de France. Forte natalité, exode rural réduit, telles étaient leurs caractéristiques ; aussi trouvait-on fréquemment des familles de 8 et 10 enfants et la moyenne générale était supérieure à celle de la France.

Au début du ^{xix}^e siècle, la situation semble inchangée. La natalité toujours exubérante, le licenciement des armées de l'Empire donnèrent beaucoup de bras à l'agriculture. La situation restait florissante.

Mais à partir de 1840 un fléchissement très net se

fit sentir. Les recensements successifs qui, jusqu'à cette époque, avaient accusé pour tous les départements une augmentation sensible du nombre des habitants, témoignent d'une décroissance qui, tous les cinq ans, allait grandir. Et depuis cette époque la courbe démographique de ces départements décroît insensiblement, sans paliers, à peine accélérée par les morts des deux guerres. Le phénomène n'est pas d'ailleurs spécial à la Gascogne. L'alarme de dépopulation retentit dans toutes les campagnes françaises (11).

Mais nulle part la population n'a baissé avec autant de rapidité qu'en Gascogne.

En moins d'un siècle, les 4 départements ont perdu 400.000 habitants. Que ce mouvement de régression continue avec la même intensité dans l'avenir, et le pays sera désert avant un siècle et demi.

Le recensement de 1926, dont les premiers renseignements sont connus, signale une augmentation dans

(11) De 1872 à 1921, l'Aube, l'Yonne, la Haute-Marne, la Haute-Saône, la Côte-d'Or, ont perdu 300.000 habitants. Le Calvados, l'Orne, la Manche et l'Eure perdent 400.000 habitants en l'espace de quarante ans. Dans le Sancerrois, la main-d'œuvre a diminué de moitié. On ne trouve plus de jeunes gens. Dès leur service fini, ils restent à la ville. Crise de main-d'œuvre féminine aussi; aucune jeune fille ne veut être servante, quels que soient les émoluments qu'on lui donne.

Même cri d'alarme dans l'Est. « Les villages de l'Est meurent peu à peu. Leur agonie est encore plus ou moins lente suivant les régions. Il existe même quelques coins qui résistent encore, mais ils se restreignent chaque jour davantage. Telle est la poignante réalité. » P. Caziot, *Journée industrielle*, 9 janvier, 13-14 janvier, 22 janvier, 2 février 1924, *En pleine crise agricole*.

le chiffre de la population par rapport à 1921. Phénomène assez extraordinaire et qui mérite d'être signalé.

La Haute-Garonne a gagné 6.923 habitants, le Gers 2.013, le Lot-et-Garonne 6.637, le Tarn-et-Garonne 4.632. Peut-on espérer un réveil de ces populations ? Il est permis d'en douter. L'augmentation provient surtout de l'élément étranger, mais les populations indigènes semblent rester stationnaires.

En se plaçant à un autre point de vue, les statistiques divisent encore la population en deux catégories : population urbaine et population rurale. La distinction est basée sur l'importance des communes. Les agglomérations de moins de 2.000 habitants abritent la population rurale ; les autres sont classées comme urbaines. On ne peut obtenir ainsi que des résultats approximatifs, surtout pour nos régions. Parmi la population urbaine il y a bon nombre de paysans, de journaliers, de petits propriétaires, quittant le matin leur maison pour aller aux champs, d'ordinaire à proximité.

La moindre petite ville contient des fonctionnaires, des médecins, des notaires, des commerçants qui ne sont pas intéressés directement à l'agriculture.

Pour la France entière et les autres pays du monde, on constate que la population rurale décroît à chaque recensement au profit de la population urbaine. C'est ce qu'on appelle l'exode vers les villes ⁽¹²⁾.

(12) En 1846, 75,6 p. 100 de la population étaient formés de ruraux, le reste de citadins. De nos jours les proportions s'équili-

Dans nos départements gascons, nous constatons un phénomène un peu différent. Non seulement la population rurale diminue, mais encore la population urbaine, comme le témoigne le tableau suivant :

DÉPARTEMENTS	POPULATION en 1911		POPULATION en 1921		DIFFÉRENCE DE POPULATION	
	URBAINE	RURALE	URBAINE	RURALE	URBAINE	RURALE
Haute-Garonne ..	181.245	250.882	195.598	228.984	+ 14.353	— 21.898
Ger:	34.699	117.295	24.794	169.612	— 9.905	— 17.683
Lot et-Garonne..	67.301	200.783	55.377	184.595	— 11.924	— 16.188
Tarn-et-Garonne.	59.603	126.534	49.591	109.968	— 10.612	— 16.566

L'augmentation de la population urbaine de la Haute-Garonne n'infirme nullement notre démonstration, car Toulouse, à elle seule, a gagné 23.000 habitants entre ces deux dates. L'augmentation totale n'ayant été que de 14.000 individus environ, les autres agglomérations ont perdu la différence, soit : 11.000 âmes.

Ce parallélisme dans la diminution de la population « urbaine » et « rurale » pourrait être un guide certain si nous voulions déterminer les causes de ce manque de main-d'œuvre. Le dépeuplement des campagnes gasconnes ne vient pas seulement de l'exode vers les villes. La dénatalité cause des ravages beaucoup plus

brent. De son côté, P. Caziot estimait que la population active masculine avait diminué sensiblement depuis 1881, passant de 48,8 p. 100 à 33,5 p. 100 au bénéfice des salariés du commerce, de l'industrie et des chemins de fer, dont la proportion serait passée de 38,4 à 53,3 p. 100. Ce changement faisait très justement dire à cet éminent technicien qu'il y avait une crise agraire sans qu'il y eût de crise agricole.

considérables : « Elle étend sur le pays, suivant l'expression du docteur Labat, une ombre discrète de tristesse, la tristesse des hameaux dont tous les toits n'ont plus leurs petites fumées aux approches du soir, la mélancolie des choses finissantes. »⁽¹³⁾.

Quelles qu'en soient les causes, cette diminution constante de la population atteint directement l'agriculture et l'entraîne dans sa chute.

La famille devenant moins prolifique, le paysan a tendance à abandonner les cultures qui exigent beaucoup de main-d'œuvre, pour se consacrer à celles qui viennent avec peu de soins. On supprime d'abord les céréales qui demandent des labours fréquents et profonds et qui ne rapportent pas de grands bénéfices : le blé par exemple, dont la production baisse chaque

(13) Le taux de natalité pour les départements gascons ne dépasse guère 13 à 14 enfants par an et mille habitants. Inférieur au taux moyen de la France entière qui a oscillé autour de 18 p. 1.000, il reste un des plus faibles d'Europe.

Voici d'ailleurs un tableau approximatif qui donne une idée exacte du rôle que jouent la dénatalité et l'exode vers les villes dans ce mouvement de dépopulation.

DÉPARTEMENTS	POPULATION RECENSÉE en 1826	EXCÉDENT — DÉCÈS	POPULATION en 1911 d'après les excédents	POPULATION EFFECTIVE d'après le recensement	EXCÉDENTS	
					Immi- gration	Emi- gration
Haute-Garonne . .	407.016	6.700	400.316	432.126	31.810	25.676
Gers.....	307.601	60.000	247.601	221.994		
Lot-et-Garonne..	336.886	88.537	248.349	238.089	19.750	
Tarn-et-Garonne.	241.581	37.454	204.132	182.537		21.595

V. Résultats statistiques des divers recensements publiés par le ministère de l'Intérieur. V. également *Journal de la Société de statistique de Paris*, et *Bulletin de la Statistique générale*.

année et ne laisse pas d'inspirer des inquiétudes. De 1913 à 1925 les terres labourables ont subi une diminution sensible dans leur superficie (14) :

	1913	1925
Haute-Garonne,	374.720	365.360
Gers.	367.530	334.180
Lot-et-Garonne.	276.220	234.780
Tarn-et-Garonne,	224.160	205.190

De son côté, un auteur a calculé que, pour le Lot-et-Garonne en particulier, on peut estimer à 500 par an le nombre des laboureurs qui ont disparu depuis cinquante ans. En supposant qu'annuellement chacun d'eux n'eût fait que quatre-vingts jours pleins de labour, la perte de travail s'est accrue chaque année de quarante mille jours, soit en cinquante ans deux millions de jours de labours. Si une journée de labour représente le $1/7^e$ d'un hectare, 285.000 hectares environ n'ont pas été labourés, soit la superficie des terres en culture dans le département. Elles reçoivent donc une façon de moins qu'en 1850, et encore ce labour est-il presque toujours celui de l'été, le plus utile dans nos terrains de perméabilité moyenne (15).

Le paysan se tourne alors vers l'élevage plus rémunérateur et sans grands aléas (16). Dans nos régions

(14) *Statistique agricole annuelle*, années 1919 et 1925.

(15) *Le Lot-et-Garonne économique*, Comité régional d'action économique, 1919, p. 88.

(16) P. Caziot fait la même constatation pour la France entière :

tout propriétaire est devenu un maquignon; le Gascon affectionne ce genre de trafic qui lui permet d'aller aux foires, d'exercer sa faconde et de tromper son voisin; d'ailleurs, les races bovines « gasconne » et « garonnaise », de conformation plutôt grande, possèdent de remarquables aptitudes au travail et sont très estimées.

Le régime du fils unique devenant insensiblement la règle générale, la famille se réduit à sa plus simple expression. Le paysan fait tous ses efforts pour suffire à sa tâche. Il se surmène, s'épuise parfois, ne quittant les champs de l'aurore au crépuscule, labourant encore à la lueur d'une lanterne accrochée à l'âge de sa charrue. Il fait appel à tous les expédients et la machine fut pour lui un auxiliaire précieux. Aujourd'hui, elle remplace, dans une certaine mesure, « tous les bras manquants, vieux, disparus, hommes faits en nombre insuffisant, jeunes gens qui désertent la glèbe, enfants qui ne naissent plus » (17).

Insensiblement le brabant, creusant plus profond et facile à manier, la faucheuse remplaçant la faux préhistorique, la faneuse et le râteau mécanique, la batteuse dont on entend le ronflement continu dans les

« Nous revenons insensiblement vers le régime pastoral. Les pacages et les prairies prennent insensiblement la place des terres labourables. On cultive plus de viande, mais moins de blé ou de betterave à sucre. » *Journée industrielle*, 16 avril 1924, *Conséquences économiques de la crise agricole*.

(17) J. de Pesquidoux, *Le livre de raison*. Constitution de dot.

campagnes à la saison du dépiquage, plus récemment la moissonneuse-lieuse qui fauche les andains, les forme en gerbe et les lie automatiquement, le tracteur aux multiples socs, la semeuse mécanique supprimant le long apprentissage du semeur, se sont introduits dans les campagnes gasconnes.

Mais les machines ne peuvent suppléer complètement à l'intelligence qui dirige et au bras qui conduit. Aussi, dans bien des cas, l'agriculteur dut-il laisser des champs en friche, d'abord les plus éloignés ou ceux dont le terrain était de qualité mauvaise; bientôt la maladie ou les infirmités obligeaient le paysan à restreindre encore le cercle de son activité : personne ne pouvait continuer son œuvre, le fils unique étant mort ou l'ayant déjà quitté pour la ville voisine.

La question se posait avec plus de gravité encore pour ceux qui ne cultivaient pas eux-mêmes. La main-d'œuvre restante se faisait plus chère, plus exigeante aussi, car, pour une offre, plusieurs demandes se présentaient. Un domestique voulait être bien payé, avoir une nourriture soignée, de la viande souvent aux repas. Il se réservait les jours de foire ou de marché, le dimanche aussi, pour courir les fêtes et ne rentrer que le lundi, fatigué des veilles épuisantes. Le rendement en pâtissait. Même dans ces conditions, il était difficile de se procurer de la main-d'œuvre, aussi beaucoup de propriétaires ou d'héritiers de paysans laissaient-ils leurs champs sans cultures. La lande rempla-

çait insensiblement la jachère et les mauvaises herbes gagnaient chaque année.

Tout naturellement, conséquence inévitable de cet état de choses, la propriété perdit énormément de sa valeur. Le prix moyen de l'hectare a subi une forte baisse en Gascogne depuis 1880 ⁽¹⁸⁾. En voici quelques exemples. Dans le Quercy, une métairie de 27 hectares d'excellente qualité, valant 56.000 francs en 1873, n'est payée que 18.000 en 1913. Dans l'Armagnac, à Nogaro, 59 hectares achetés 104.000 francs en 1874, sont estimés 36.000 francs en 1913. A Montauban, une propriété de 44 hectares payée 66.000 francs en 1898, se vend 16.000 francs en 1907. Enfin, dans le Lot-et-Garonne, 19 hectares sont payés 25.150 francs en 1910, alors qu'en 1887 ils étaient estimés 63.000 francs ⁽¹⁹⁾. Les exemples de ce genre foisonnent en Gascogne. Tel est le triste bilan du manque de main-d'œuvre !

De vastes espaces fertiles naturellement restent inoccupés, la terre se vend à des prix dérisoires, la vie y est relativement facile et agréable. Quelle merveilleuse

(18) La crise de main-d'œuvre n'a pas été peut-être la seule cause de cette baisse. Il faut y joindre aussi la crise agricole et la crise viticole. Mais leur influence fut moindre, car, avant la guerre, les vignobles avaient été reconstitués, les produits se vendaient mieux; malgré cela, la valeur de la propriété baissait encore.

(19) M. Méline fait la même constatation pour la France entière. La valeur globale de la propriété foncière a baissé de 40 à 50 p. 100. V. *Le retour à la terre*, p. 105.

Les exemples que nous avons choisis sont tirés des articles que fit paraître M. P. Caziot dans la *Journée industrielle*, de janvier à août 1924.

ressource pour les spéculateurs, pour les explorateurs d'horizons nouveaux, pour ceux principalement que la misère et la faim chassent de leur pays natal ! La Gascogne devait être nécessairement le théâtre d'une immigration.

*
**

Déjà, avant la grande guerre, de nombreux Espagnols vinrent s'installer dans nos régions, mais, essentiellement instables, ils repartaient chez eux, aussi facilement qu'ils étaient venus. D'ailleurs bons à tout faire, ils n'avaient en général aucune connaissance technique de l'agriculture et ne convenaient qu'aux travaux grossiers.

La guerre de 1914-1918 creusa des vides encore plus profonds dans la population active des agriculteurs gascons. La mort a fauché impitoyablement dans nos masses paysannes : les listes, hélas ! trop longues de ceux qui tombèrent au champ d'honneur, inscrites en lettres d'or sur les monuments de nos villages en sont un témoignage éloquent. Et puis, que de malades, de mutilés incapables de tout travail, devenus même une charge pour leurs proches !

En 1920-1921 une circonstance heureuse put être envisagée comme un palliatif à la question du manque de main-d'œuvre.

La Bretagne, à population très dense, 150 habitants au kilomètre carré dans certaines contrées, ne peut

nourrir tous ses enfants. Les uns émigrent à Paris, d'autres dans l'Artois ou la Beauce, beaucoup enfin partent définitivement pour le Canada où le gouvernement local leur offre toutes facilités de placement.

Après l'armistice surtout, nombre de paysans enrichis achetèrent la terre qu'ils cultivaient, agrandirent leur bien et, chaque fois, c'était un fermier de plus sans travail. La situation parut assez inquiétante pour que le ministère de l'Agriculture fût averti. Le Gouvernement devait s'efforcer à ce que ces travailleurs en surnombre chez eux descendissent dans les régions où le manque de main-d'œuvre se faisait cruellement sentir.

En 1921, lors de la discussion du budget de l'agriculture, M. Inizan, député du Finistère, précisa la gravité de la question⁽²⁰⁾. Il signalait surtout le danger qu'il y avait à laisser partir au Canada « ces familles nombreuses qui peuvent rendre à la France qui meurt vigueur et santé ».

Ce discours eut un grand retentissement; on pensa aussitôt aux régions dépeuplées du Sud-Ouest. Des essais furent faits en Dordogne, le mouvement réussit entièrement⁽²¹⁾.

Dès que les premiers résultats signalèrent le succès

(20) V. *Journal officiel*, Chambre des députés, Débats parlementaires, séance du 1^{er} février 1921.

(21) V. *Bulletin quotidien d'études et d'informations économiques*, vendredi 13 juillet 1927, *La colonisation bretonne en Périgord*.

des efforts tentés, on essaya de pratiquer la même politique dans le Lot-et-Garonne, le Tarn-et-Garonne et surtout le Gers. Dans ce dernier département, « l'Office départemental de la main-d'œuvre agricole » fut chargé du recrutement. M. Brancher, alors directeur du Service de la main-d'œuvre agricole à Paris, vint à Auch pour diriger les premiers efforts. En septembre 1921, une délégation composée de 4 chefs de famille exploitants en Bretagne et de 3 pilotes dont un prêtre, visitèrent des propriétés. Cette délégation se déclara enchantée et les quatre agriculteurs présents traitèrent directement avec des propriétaires dont ils devinrent les métayers. Pour les dédommager des frais de déplacement on décida d'accorder à tout métayer breton qui voudrait visiter les domaines en Gascogne une indemnité de déplacement fixée à 150 francs⁽²²⁾ et ceux qui viendraient s'installer avec un bail régulier toucheraient une prime de 500 francs pour leur déménagement. Des particuliers furent tout d'abord chargés du recrutement en Bretagne au compte de l'Office départemental. Ces intermédiaires, trop près de leurs intérêts personnels, ne donnèrent pas satisfaction. Le bureau départemental se mit alors en rapport avec l'Office agricole du Morbihan et l'Office central du Finistère.

(22) Cette politique avait déjà été pratiquée de la même façon en Dordogne, mais l'indemnité de déplacement n'était que de 100 francs parce que la distance est plus courte.

Seules quelques affaires furent traitées. En 1921-1922, 24 familles bretonnes s'installent dans le Gers; dans les autres départements, le mouvement n'atteignit même pas cette ampleur. L'échec de la politique de colonisation intérieure en Gascogne était certain. Quelles en furent les causes ? Elles restent indéterminées et nous n'avons pas à nous appesantir. Il ne faudrait pas cependant n'invoquer que des raisons économiques. Certes, l'état lamentable des maisons en Gascogne, obstacle qui se dresse devant tout mouvement d'immigration, la différence de cultures et de climat, agirent contre le succès de cette colonisation. Nous restons persuadé cependant que cet échec est dû principalement à des raisons d'ordre social et même moral. Le Breton est arriéré; où qu'il aille, il garde son costume, ses mœurs, ses traditions; il aime vivre en commun, avec des compatriotes qui ont reçu une éducation semblable. En Gascogne on ne put les grouper; les quelques Bretons qui vinrent souffrirent de leur isolement, et ne s'assimilèrent qu'à la longue aux populations indigènes. On ne cite que des cas très rares de mariages entre Bretons et Gascons ⁽²³⁾.

La seconde raison et peut-être la plus importante, fut la question de religion. Le Breton possède des sentiments religieux fortement ancrés, l'indigène, au con-

(23) Leur réussite en Dordogne vient de ce fait que précisément on a pu les grouper en paroisses. Il y a un pardon à Périgueux.

traire, est essentiellement indifférent; il était à craindre qu'entraîné par l'exemple, le Breton ne perdît rapidement sa foi. Il en serait résulté une baisse dans la prolificité de ces familles, une diminution de la valeur morale de l'individu. Devant ces conséquences probables d'une telle immigration, les dirigeants bretons ont préféré s'abstenir. Le mouvement, n'étant plus soutenu ni encouragé, devait fatalement périr.

Ce que des Français n'avaient pu faire, des étrangers allaient l'accomplir. L'Italie, dans les années qui suivirent la grande guerre, se trouva dans des conditions semblables à celle de la Bretagne. Notre sœur latine souffre d'un déséquilibre fâcheux entre sa situation démographique très prospère et sa situation économique insuffisante, déséquilibre déjà ancien et dont la principale conséquence est d'obliger l'indigène à émigrer (24).

Dès l'armistice conclu, l'« hémorragie démographi-

(24) Sur un territoire d'une superficie de 312.000 kilomètres carrés, les 3/5^e environ de celle de la France, vivent 42.000.000 d'habitants, population légèrement supérieure à la nôtre et qui sans cesse continue à croître. Le taux de natalité atteignait récemment encore 30 par an et pour 1.000 habitants. Chaque année on constate un fort excédent des naissances sur les décès. En 1922, d'après M. Colleti, le chiffre global des indigènes aurait augmenté de 450.000 individus.

D'un autre côté, l'Italie doit importer de grosses quantités de blé, quoiqu'elle soit un pays agricole. Son industrie, d'autre part, manquant de matières premières, ne se développe qu'avec peine et ne peut absorber, du moins pour le moment, les excédents de main-d'œuvre.

V. E. Lemonon, *L'Italie d'après-guerre*, Paris, Alcan, 1922.

que » devint plus que jamais une nécessité pour l'Italie, mais les pays qui jusqu'à l'heure avaient accueilli favorablement le travailleur italien, fermaient leurs frontières et les débouchés habituels de l'émigration italienne disparaissaient un à un.

En Europe un fort contingent d'Italiens se dirigeait vers l'Allemagne, de préférence en Bavière ou en Rhénanie, où le climat et les conditions économiques se rapprochaient davantage des leurs. Cultivateurs chez eux, ils accomplissaient à l'étranger toutes sortes de travaux, en général les plus grossiers : terrassements, maçonnerie.

Déjà avant la guerre, cette main-d'œuvre n'était pas bien vue des Allemands. « Ils trouvent gênante cette invasion de main-d'œuvre à bon marché, fort utile dans certaines régions où manquent les ouvriers, mais néfaste là où ils ne manquent pas. Ils reprochent, en outre, aux Italiens de ne pas rester dans le pays, de ne pas se laisser gagner à la « deutsche Kultur » et d'envoyer leurs économies en Italie. » (25).

Après la victoire des alliés le mouvement n'a pu reprendre, car les Allemands n'auraient pas accepté d'embaucher des ennemis de la veille.

La Lombardie, la Vénétie et le Piémont offraient aussi un grand nombre d'émigrés à la Suisse. Ici, on

(25) R. Le Conte, *Etude sur l'émigration italienne*, thèse Paris, 1908.

les recevait mieux qu'en Allemagne; les mariages et les naturalisations étaient fréquents. Ils s'occupaient d'agriculture et du percement des tunnels. Mais la Suisse est un petit pays; elle ne peut être qu'un maigre débouché aux courants migratoires, d'autant plus que, dans certaines régions il y a déjà pléthore d'ouvriers agricoles.

L'Italien se dirigeait aussi vers l'ancienne Autriche-Hongrie. Cette immigration était même cause d'un phénomène curieux : l'étranger chassait l'indigène qui, à son tour, devait émigrer en Allemagne pour trouver du travail. Le Traité de Saint-Germain a morcelé l'ancien royaume. L'Autriche actuelle, petit pays de 6.000.000 d'habitants dont la capitale en absorbe le tiers, n'est plus une terre d'immigration.

En Amérique, terre de prédilection du colon italien, une même évolution s'est produite.

Au début surtout, dans la deuxième partie du XIX^e siècle, les Italiens émigraient de préférence vers les Etats-Unis, pays de l'or et des rêves. Le mouvement prit une ampleur telle qu'en 1914 on comptait plus de 1.200.000 Italiens aux Etats-Unis et chaque année leur nombre s'accroissait d'un contingent de 200.000 individus. Ils y faisaient de véritables colonies, principalement en Californie, au Colorado et au Texas.

Les Italiens étaient parmi le flot toujours plus nombreux des émigrants qui débarquaient en Amérique, ceux qui jouissaient le moins des faveurs de l'indi-

gène. Ils étaient pauvres et prolifiques, ce qui ne constitue pas évidemment un titre de recommandation.

Quelques mesures prises au commencement du xx^e siècle étaient déjà le prélude d'une politique de restriction. Deux lois, l'une de 1903, l'autre de 1907, établissent des taxes à l'entrée des immigrants.

En 1921, une loi de restriction sévère fut ébauchée; après de longues discussions, elle devait aboutir le 1^{er} juillet 1924. Le contingent annuel admis à pénétrer aux Etats-Unis ne pourra dépasser 2 p. 100 du nombre total des émigrés de chaque nationalité recensés en 1890. 3.889 Italiens exactement peuvent seuls, d'après cette loi, franchir la frontière des Etats-Unis. Pratiquement le continent de l'Amérique du Nord venait de se fermer à l'émigré italien.

L'Argentine elle-même ne tente peut-être plus l'Italien comme autrefois. Si l'immigration reste encore forte, on constate cependant un certain fléchissement. Le solde actif du mouvement total qui était de 1.540.000 personnes pour la période comprise entre 1904 et 1913 (soit une moyenne annuelle de 154.000), est tombée pour la période de 1914-1926 à 319.000 (soit une moyenne annuelle de 26.000 individus)⁽²⁶⁾.

Les causes de cette diminution ont certainement une origine économique; on favorise trop l'élevage au détriment de l'agriculture. Il y a surtout les crises agri-

(26) *Chronique des migrations*, B. I. T., n^o de novembre 1926.

coles, celles qui proviennent de la sécheresse, d'invasions de sauterelles et d'épizooties et qui entraînent un chômage important.

En 1926 il atteignit 300.000 individus. Aussi est-ce seulement aux périodes de prospérité que l'immigration atteint des chiffres élevés.

Les crises empêchent aussi les émigrants italiens de partir pour le Brésil. D'ailleurs l'Italien n'y a émigré que contraint et forcé, malgré les efforts du gouvernement brésilien pour l'y attirer. Les modes d'exploitation du sol ne permettent pas au colon italien de faire fortune. Il ne sera jamais qu'un ouvrier dans ces domaines immenses, où le métayage est presque inconnu. Le peu d'espoir d'accéder à la propriété, le travail pénible, les salaires bas, le logement et la nourriture défectueux, sans compter les fièvres paludéennes qui existent à l'état endémique dans certains districts, détournent l'émigrant de ces contrées.

Il ne restait donc plus que la France à offrir aux Italiens asile et travail. Déjà avant guerre, ils venaient nombreux. Dans les départements frontières ils formaient une colonie dont Marseille était le centre. Ils s'occupaient de la culture des olives, des fleurs, dans les Alpes-Maritimes et le Var, des travaux de terrassements, dessèchements de marais, constructions de canaux ou des exploitations agricoles dans le département des Bouches-du-Rhône. Certains remontaient jusqu'en Bourgogne et même Paris. La majorité

de ces étrangers n'émigrait que temporairement⁽²⁷⁾.

Beaucoup d'Italiens travaillaient aussi en Meurthe-et-Moselle et dans le bassin de Longwy. Pendant la guerre ils nous rendirent de grands services pour la fabrication du matériel nécessaire aux armées.

Dès l'armistice, le courant redoubla. Dans l'industrie, le commerce, les petits métiers, on trouvait des Italiens dont le nombre croissait d'une façon vertigineuse avec les années. Mais leurs provinces de prédilection ne pouvaient leur offrir que temporairement des places. D'un autre côté l'industrie ne tentait pas énormément les familles nombreuses. Il eût été difficile de vivre dans une grande ville avec le maigre salaire d'un chef de famille, d'autant plus qu'à cette époque, 1920-1921, l'industrie subissait une crise grave. Les mœurs, l'atavisme de ces paysans ne les préparaient pas de sitôt à un tel changement. Secrètement, ils préféraient l'agriculture. Aussi, dès que les premiers échos sur la situation des terres gasconnes parvinrent aux Italiens, les plus intrépides se décidèrent, entraînant bientôt des parents et des amis. Le mouvement était amorcé; il devait prendre par la suite un développement inattendu et réussir entièrement.

Nous nous proposons d'étudier dans cet essai les

(27) Voir Blanchard, *La main-d'œuvre étrangère dans l'agriculture française*, 1913, p. 180 et suiv.

diverses modalités de cette immigration. Nous suivrons ces étrangers dans les diverses manifestations de leur activité juridique et surtout économique, nous attachant à bien décrire leur installation, les premiers résultats qu'ils ont obtenus et principalement ce qu'on peut espérer de leur venue.

Au cours de notre documentation nous avons éprouvé de nombreuses difficultés. Le sujet était récent, la bibliographie sérieuse et scientifique peu fournie. Nous dûmes enquêter plusieurs fois sur place, visiter les principaux foyers de cette immigration : Toulouse, Agen et Auch principalement, consulter les personnalités les plus à même de nous fournir des renseignements : consuls italiens, préfets, directeurs des bureaux de placement, prêtres italiens et français, ingénieurs agronomes, directeurs des services agricoles, professeurs d'agriculture, gros propriétaires employant cette main-d'œuvre, travailleurs eux-mêmes.

Nous avons reçu partout le meilleur accueil et nous prions toutes ces personnalités de vouloir bien accepter ici l'hommage de notre gratitude et de notre reconnaissance.

Malheureusement, les opinions recueillies étaient souvent contradictoires. Nous avons essayé de faire un choix, nous attachant principalement à décrire la tournure générale qu'a prise et que prendra le mouvement sans trop nous appesantir sur les détails.

Nous ne saurions terminer sans accorder une men-

tion spéciale à la petite brochure sur *L'Immigration Italienne dans le Sud-Ouest de la France*, que M. R. de Boyer-Montégut, avocat à la Cour d'appel de Toulouse, fit paraître en 1926 aux *Editions Spes*, à Paris. Par sa bibliographie précise et documentée, elle fut pour notre travail un auxiliaire précieux et bien souvent un guide.

CHAPITRE PREMIER

LE RECRUTEMENT DE LA COLONIE

Historique. — Organes de recrutement. — Importance
actuelle du mouvement.

Les Italiens, qui ont constitué le contingent d'immigration en Gascogne, sont venus du Frioul, de la Vénétie — près des 3/5^e de l'ensemble, — de la Lombardie, de l'Emilie, enfin du Piémont, en un mot de l'Italie du Nord, de cette région la plus active et la plus industrielle du pays, de celle qui fait la richesse économique de notre sœur latine. Les 9/10^{es} au moins du chiffre global des immigrants proviennent de ces régions. L'Italien du Sud est la grande exception. On peut même dire sans crainte d'erreur que Florence constitue au midi la limite inférieure de ce mouvement. Nous ne pouvons que nous féliciter de cet état de choses, l'agriculteur du Nord fournissant un travail de qualité bien supérieure à celle de l'Italien du Sud.

Cette immigration est essentiellement formée d'agriculteurs. Ils ont quitté la terre italienne pour cultiver la terre gasconne. On retrouve, parmi eux,

comme chez nous, des métayers, des fermiers, des domestiques, maîtres-valets ou ouvriers et enfin des propriétaires exploitants et non exploitants.

On pourrait encore, se plaçant à un autre point de vue, diviser cette immigration en deux classes.

Les uns, propriétaires en totalité, ne sont que des spéculateurs. Ils avaient de l'argent, la terre dans nos régions coûtait peu. Chez eux, dans la plaine du Pô, l'hectare atteint 25 et 30.000 francs, parfois même davantage. Ils crurent faire un bon placement et achetèrent sans compter, le plus souvent de grands domaines. Hâtons-nous d'ajouter qu'ils ne forment qu'une minorité, au maximum 1/5^e du contingent total.

Les autres, la grande majorité par conséquent, vivent de leur travail. Ils ont espéré trouver sur la terre de Gascogne une situation matérielle et morale supérieure à celle qu'ils possédaient chez eux. Ils étaient pauvres là-bas, sans gagne-pain, obligés de quitter leur patrie. Ceux-ci ont abandonné leurs villages et leurs parents pour accomplir ce qu'avec beaucoup de justesse on a dénommé « l'émigration de la faim ». Nous les suivrons facilement dans le Sud-Ouest, parce que, sans grandes capacités professionnelles ni capitaux, ils doivent nécessairement obéir à certaines lois économiques, suivre certains courants qui les dominent et les entraînent.

§ 1. — Historique du mouvement.

L'arrivée des premiers Italiens en Gascogne coïncide à peu près avec l'avènement du fascisme en Italie. Les précisions manquent pour les débuts; on ne peut déterminer qu'avec peine l'origine du mouvement et les régions précises où les immigrants commencèrent à s'installer, car une organisation rigoureuse ne fut pas à la base du recrutement.

Il est admis cependant que les premiers colons vinrent se fixer aux environs de Castelsarrasin au commencement de 1922. On cite souvent leurs noms; ils appartiennent d'ailleurs à cette immigration. Ce sont Gabriele Girodo et Benedetto Massola, Piémontais originaires de Cunéo.

Ils avaient appris par des annonces de journaux la situation des terres gasconnes, les fermes abandonnées, la fertilité naturelle du sol, le prix peu élevé de l'hectare. Ils vinrent; la contrée leur ayant plu, ils firent dans leur pays un appel auquel les compatriotes ont répondu; de nombreuses familles suivirent leur exemple, à tel point qu'en 1925 on comptait dans l'arrondissement de Castelsarrasin 144 familles comprenant 870 personnes.

Ces deux Italiens ont joué le rôle de conseiller auprès de leurs compatriotes. Ils les mirent en garde contre les erreurs qu'ils auraient pu commettre, ignorant qu'ils étaient des usages de nos contrées. « Ils visitaient les fermes avec eux, discutaient les conditions,

assistaient leurs compatriotes au moment de la conclusion et de la signature des contrats. Ils agissaient comme conseils en s'éclairant eux-mêmes sur nos usages et sur notre législation auprès de personnes compétentes » (1-2).

Ce mouvement restait individuel. Les émigrants munis d'un passeport devaient pourvoir à tous les frais de déplacement et d'installation.

En même temps, un peu plus tard peut-être, fin 1922, se créait un autre centre d'attraction des Italiens, sous la vigoureuse impulsion du « bureau départemental de main-d'œuvre agricole » dans le département du Gers. Quelques Italiens étaient déjà installés dans différents villages du Gers. Ils étaient venus d'après les indications d'une annonce parue dans un journal de Savoie et dirigés par un Italien qui écrivit au bureau d'Auch. Ils formaient un total de 8 familles originaires de Vénétie, et avaient été placés en arc de cercle dans plusieurs villages du département. M. Schoefer, président du bureau, eut l'idée que ce mouvement intensifié pourrait rendre de grands services à la Gascogne. Il connaissait l'Italie pour y avoir séjourné près de vingt ans. Agriculteur dans le Sud-Ouest, il s'occupait d'une entreprise de pyrites en Toscane, et en même temps était intéressé aux affaires de la Banque franco-italienne pour l'Amérique du Sud.

(1-2) C. Forgues, *Enquête sur la situation de la main-d'œuvre agricole italienne*, *Express du Midi*, dimanche 2 mai 1923.

Il alla trouver l'attaché royal italien d'émigration à Paris. Il lui exposa la situation démographique de la Gascogne : les Suisses, les Polonais, les Belges, etc., n'ont pas donné toute satisfaction, mais les Italiens réussiront, car le climat et la langue ne constitueront pas des obstacles sérieux à leur succès. D'autre part, les familles nombreuses trouveront chez nous de vastes espaces pour exercer leur activité.

Toutes ces raisons convinquirent l'attaché royal d'Italie. D'ailleurs, pour montrer les bonnes intentions de la France, M. Schaefer assura que les travailleurs voulant visiter le pays toucheraient une indemnité de 150 francs et que les familles ayant conclu un bail régulier avec un propriétaire seraient dédommagées de leurs frais de déménagement jusqu'à concurrence de 500 francs. Sur un rapport favorable de son attaché, le Commissariat général d'émigration résolut de favoriser la venue de paysans italiens en Gascogne. On parla même de la création d'une « Compagnie d'exploitation agricole » qui s'occuperait en Italie de l'émigration des agriculteurs dans le département du Gers (3).

Quelques mois plus tard un groupement important venait s'installer à Blanquefort dans le département du Gers.

Ces deux noyaux, Tarn-et-Garonne et Gers, de-

(3) V. *l'Emigrazione agricola italiana in Francia*, publication du Commissariat général d'émigration, p. 7 et suiv.

vaient permettre au mouvement de s'étendre, de gagner sur les départements voisins. Dès 1923, on signale des Italiens dans la Haute-Garonne et le Lot-et-Garonne.

L'importance toujours croissante de cette immigration nécessitait une certaine organisation. Le recrutement livré à lui-même présentait des inconvénients très graves et pour les Italiens et pour notre agriculture. Ne connaissant rien de nos régions, en proie à des agents d'affaires d'honnêteté douteuse, acceptant des conditions de métayage parfois dérisoires, ces étrangers souffraient de leur isolement. Notre agriculture aussi en pâtit du fait que nombre d'émigrants qui désiraient venir ne pouvaient, faute d'argent et de renseignements précis, se mettre en route.

Les agriculteurs français se syndiquèrent alors et créèrent à Toulouse le Comité régional de la main-d'œuvre agricole, dont l'action doit englober tous les départements du Sud-Ouest. Il forma dans son sein un bureau de recrutement pour l'agriculture, bureau qui, pour l'instant, doit s'occuper de l'immigration italienne.

Le mouvement prit surtout de l'ampleur en 1924. Ce fut presque un véritable emballement, à tel point que beaucoup de Français craignirent un envahissement de l'étranger. Les premiers débarqués écrivaient à leurs parents et amis restés au village natal des lettres parfois enthousiastes. Ils leur racontaient la vie

facile que l'on mène dans nos régions, la valeur minime des terres — on trouve des propriétés à raison de 1.000 à 2.000 francs l'hectare, avec une maison d'habitation, — l'accueil chaleureux qui les attendait. Ils les invitaient à venir, qu'ils s'associeraient, vivraient en commun, et ne supporteraient pas les déboires de l'exil. Quelle impression ces descriptions devaient-elles faire sur une population pauvre, à l'étroit sur un lopin de terre dont la valeur à l'hectare atteint 30.000 francs et même davantage, et qui paye des impôts écrasants ? Les autres, là-bas, ne demandaient qu'à partir, le cœur rempli d'illusions.

Il y eut aussi une raison plus économique à cette augmentation croissante du nombre des arrivées. L'immigration redoubla surtout d'intensité au cours du second semestre de 1924, pendant l'année 1925 et au commencement de 1926. C'est la période où les Etats-Unis appliquent leur politique sévère de restrictions; leurs frontières se ferment, le contingent d'émigration italien doit se diriger ailleurs; beaucoup de travailleurs choisirent la Gascogne.

Le cadre économique de cette immigration s'élargit sans cesse. Les Italiens, localisés au début sur certains points, se dispersent dans tous les villages du Gers, du Lot-et-Garonne, de la Haute-Garonne et du Tarn-et-Garonne. Ils gagnent même les départements limitrophes : Landes, Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées, Gironde, Tarn et Ariège, principalement dans les

régions où les conditions économiques ne diffèrent pas sensiblement de celles des quatre départements précités.

Dès le mois de juillet 1926, le mouvement a atteint le maximum de son intensité. L'installation semble définitive ou presque.

On constatera ensuite un fléchissement très net dans l'importance des arrivées. L'enthousiasme du début paraît se refroidir. Ceux qui n'ont pas réussi sont devenus, en Italie, de zélés détracteurs de la cause française. Ils montrent la Gascogne sous un aspect erroné; ils essayent de peindre à leurs compatriotes les déboires qui les attendent. Des travailleurs qui seraient venus hésitent. D'un autre côté, le Gouvernement italien ne tient plus à ce qu'une main-d'œuvre aussi précieuse aille féconder un sol étranger; il soulève des difficultés, essaye de diriger ailleurs, sur des terres italiennes, le trop-plein de la population. La France elle-même, craignant le chômage, ferme ses frontières, au risque de nuire à l'agriculture. Toutes ces causes semblent tarir les sources de l'immigration, dont les arrivées se feront insensiblement de plus en plus rares.

§ 2. — Organismes chargés du recrutement.

Au cours de cette évolution, des organismes tant français qu'italiens ont joué un rôle de tout premier plan et contribuèrent, dans une large mesure, au succès de cette immigration.

Le-recrutement de la main-d'œuvre agricole italienne est complexe. Quoique la loi du 13 novembre 1919 ait posé le principe de la liberté d'émigration, les mouvements migratoires ont des répercussions trop profondes sur l'économie nationale pour que l'Italie s'en désintéresse. Elle entend conserver le monopole du recrutement à l'intérieur de ses frontières⁽⁴⁾, s'opposer nettement à l'émigration clandestine⁽⁵⁾ par la création de surveillants et d'inspecteurs, donner à ses futurs émigrants des connaissances générales et techniques qui pourront leur être utiles à l'extérieur, par l'institution de cours⁽⁶⁾; enfin elle ne veut pas que son travailleur national parte à la dérive; elle ne lui délivrera le passeport que sur présentation d'un contrat de travail lui assurant à l'étranger une situation équivalente à celle du travailleur indigène de même catégorie, équivalence certifiée par le visa du consul du lieu de résidence future. L'organe exécutif de cette politique fut le Commissariat général de l'émigration, devenu aujourd'hui la Direction générale des Italiens à l'étranger⁽⁷⁾.

D'autre part, des difficultés peuvent surgir du côté

(4) Avec une autorisation spéciale des autorités italiennes on peut charger un Italien de recruter sur les lieux.

(5) V. *Chronique mensuelle des migrations*, B. I. T., Une nouvelle orientation de la politique d'émigration, mai 1927, p. 226.

(6) V. *Chronique mensuelle des migrations*, B. I. T., juillet 1926.

(7) Son organisation a été changée pour des raisons politiques au mois de mai 1927. V. *Chronique mensuelle des migrations*, juin 1927.

français. La recherche d'ouvriers italiens disponibles, l'établissement des conditions de travail admissibles par les autorités italiennes embarrassent les propriétaires français à la recherche de main-d'œuvre. Des bureaux de placement, des syndicats agricoles se sont créés ou réorganisés pour servir d'intermédiaires entre l'ancien commissariat et les agriculteurs gascons.

1° DIRECTION GÉNÉRALE DES ITALIENS A L'ÉTRANGER. — C'est sous l'ancienne forme de Commissariat général que cet organisme a joué un rôle en Gascogne. Il nous faut étudier en détail l'action qu'il a exercée, car l'immigration italienne dans le Sud-Ouest s'effectua en entier pendant son existence et avec son concours journalier. « Négliger cet organisme, écrivait M. de Boyer-Montégut, serait laisser dans l'ombre le principal acteur et ne tenir aucun compte des effets primordiaux de l'intervention constante du Gouvernement italien, et n'acquérir qu'une vue incomplète d'un phénomène essentiellement international. » (8).

Le commissariat était autonome, mais rattaché cependant au ministère des Affaires étrangères (9).

(8) R. de Boyer-Montégut, *L'immigration italienne dans le Sud-Ouest*, p. 13.

(9) Il avait été créé en 1901, se composait d'un commissaire général et de deux commissaires. Il publiait des brochures et des revues, représentait le Gouvernement en matière d'émigration. Il préparait les accords internationaux sur l'émigration et le travail, et s'occupait également des services d'assistance et de protection de l'émigrant dans les pays étrangers et surveillait les institutions publiques et privées d'assistance.

En 1925, il édita une brochure spéciale, en supplément au *Bulletin mensuel de l'émigration*, intitulée *L'émigration agricole italienne en France*. Spécialement consacrée au Sud-Ouest, elle donnait des détails intéressants sur la situation démographique de la Gascogne, sur les premières difficultés auxquelles se heurtèrent ces émigrés et enfin sur les efforts que fit le commissariat pour les aplanir. Cette troisième partie est de beaucoup la plus instructive pour nous, car elle permet de se faire une idée exacte de l'importance que le Gouvernement italien attachait à ce mouvement d'immigration.

Le commissariat fit paraître, à plusieurs reprises, des circulaires, dont le but avoué était de prévenir les émigrés contre les déboires qui les attendaient en Gascogne. Le 28 juin 1923, le commissariat adresse une circulaire aux préfets des provinces d'où partait l'émigration agricole vers la France. Elle signalait que beaucoup d'Italiens achètent des terres dans le Sud-Ouest, mais qu'ils sont à la merci des spéculateurs. Les préfets doivent leur faire savoir qu'ils ont tout intérêt à se méfier et à prendre conseil au consulat de Toulouse avant de conclure les achats.

Quelques mois plus tard, en novembre 1923, le commissariat rappelle qu'il se réserve la liberté la plus complète dans l'examen des contrats de travail et qu'il peut réviser les modèles établis en plein accord avec le Gouvernement français, car l'Italie ne les a approu-

vés que par pure courtoisie. D'autre part, il rappelle que lui seul peut recruter des agriculteurs en Italie, et que les propriétaires désirant de la main-d'œuvre doivent verser 150 francs d'avance pour la visite des propriétés.

Un mois après, le 13 décembre, par une nouvelle circulaire adressée aux offices régionaux, le commissariat dénonce avec force le recrutement clandestin opéré par les familles déjà installées en France et qui échappe à tout contrôle du consulat italien. Ces intermédiaires seront passibles de sanctions.

La spéculation portant de plus en plus préjudice aux agriculteurs italiens, le commissariat adresse encore deux circulaires pour prévenir les autorités locales, l'une du 29 décembre 1923, envoyée aux préfets de Milan, Bologne, Parme, Pavie, Turin, Bergame, Trévise, Udine, etc. l'autre du 6 octobre 1924, adressée aux offices d'émigration, essayant de mettre en garde les émigrants contre les spéculateurs, les bureaux et cabinets qui offrent des terres à des prix exagérés.

Enfin, le bulletin du commissariat signale l'interpellation que fit le député Fontana à la Chambre italienne, le 29 novembre 1924, et la réponse du Gouvernement qui manifeste le désir de posséder une mainmise absolue pour le recrutement de cette main-d'œuvre agricole. La circulaire n° 65, C. G. E., en date du 2 décembre 1924, demande la suppression du recrutement nominatif. Mais l'opinion française s'émut :

c'était poser une condition inadmissible pour le recrutement des travailleurs italiens, car nous ne pouvions plus contrôler la qualité de la main-d'œuvre immigrée. Il y eut des négociations entre les chancelleries et l'affaire en resta là ⁽¹⁰⁾.

Le bulletin ne mentionne pas d'autres circulaires. Le commissariat n'a pas cependant cessé de montrer sa sollicitude envers l'émigrant. De nombreux décrets ont paru, mais il serait impossible de les mentionner séparément; tous ont pour but d'aider, de protéger l'agriculteur italien venu dans le Sud-Ouest, et d'améliorer sa situation parfois compromise.

2° LES BUREAUX DE PLACEMENT ET LES SYNDICATS FRANÇAIS. — Le recrutement organisé de la main-d'œuvre n'est pas aussi ancien qu'en Italie. Il date de la guerre. Il ne présente pas également la même unité, chaque ministère étant resté compétent pour les affaires qui normalement tombent dans ses attributions.

Le ministère de l'Agriculture est donc chargé du recrutement de la main-d'œuvre agricole et possède un service central à Paris; mais les organes décentralisés, bureaux de placement dans chaque département, ou contrôles de main-d'œuvre par région, dépendent du ministère du Travail et placent indistinctement dans l'agriculture, le commerce et l'industrie. En fait, dans

(10) Tous ces renseignements sont extraits de la brochure italienne *L'émigrazione agricola italiana in Francia*, p. 23 et suiv.

nos départements, leur activité se porte principalement sur l'agriculture. Dans le Gers, en particulier, 90 p. 100 de leurs placements concernent la main-d'œuvre agricole.

L'Etat a donc fait un effort pour le placement organisé des travailleurs. La loi du 2 février 1925, modifiant l'article 85 du livre I du Code de travail et de prévoyance sociale, prévoit en effet dans chaque département l'institution d'un Office départemental de placement dont les dépenses sont obligatoirement à la charge du budget départemental. L'office a pour but d'organiser et d'assurer le recrutement et le placement gratuit des travailleurs de toutes catégories. L'organisation intérieure sera déterminée par des arrêtés préfectoraux. D'après l'article 2 de la loi, une section agricole est obligatoire.

Ces offices ne jouèrent qu'un rôle secondaire dans le mouvement d'immigration italienne. Celui du Gers semble seul avoir fait quelques efforts. Il est dirigé par un vice-président du conseil de préfecture et contrôlé par une commission paritaire composée de 2 conseillers généraux, de 3 industriels ou négociants, de 3 ouvriers ou employés résidant tous à Auch et nommés par arrêté préfectoral.

Mais les crédits alloués sont faibles, la section agricole n'existe pas encore; d'ailleurs, d'une manière générale, le gros écueil de ces bureaux provient du fait que les employés ne sont pas des techniciens de l'agri-

culture. Cette tâche de recrutement est d'ordre essentiellement professionnel et ne peut être remplie que par des personnes compétentes. Il faut être au courant des cultures, de la valeur des terres, des modes de rémunération, des usages locaux; il faut aussi, dans beaucoup de cas, jouer le rôle de conciliateur. Or un fonctionnaire « recevant à heures et à jours fixes, derrière un guichet », n'est pas bien qualifié.

Au-dessus de ces bureaux départementaux, le contrôle régional de la main-d'œuvre, dont le siège est à Toulouse ⁽¹¹⁾, centralisait les opérations de tout le Sud-Ouest et était chargé de viser les contrats de travail des futurs immigrants.

Beaucoup plus important a été le rôle qu'ont joué, d'une part, l'Office agricole du département du Gers, avec son bureau de main-d'œuvre, d'autre part, le Comité régional de la main-d'œuvre agricole, à Toulouse.

Le *Bureau départemental de la main-d'œuvre agricole* ⁽¹²⁾ dépend de l'Office agricole composé de 3 membres élus par le conseil général et les associations agricoles, plus le directeur des services agricoles du département. Cette organisation n'est d'ailleurs pas définitive, car l'Office agricole, composé de membres du conseil général et des chambres d'agriculture, va devenir l'organe exécutif de ces dernières.

(11) 33, rue des Potiers.

(12) Dont le siège est 11, rue Guynemer, Auch.

Le bureau fut créé en 1921, grâce à l'activité de M. Brancher, alors directeur du service de main-d'œuvre agricole, à Paris. Il s'occupa d'abord de l'immigration bretonne, ensuite de l'immigration italienne. Dès que le mouvement fut amorcé, comme nous l'avons vu, le bureau se mit en rapport avec les Offices provinciaux de travail d'Udine et de Trévise et avec le Secrétariat del Popolo, d'Udine, car la plus grosse partie des immigrants dans le Gers venaient de Vénétie.

Son activité prit une réelle extension, comme le témoignent les chiffres suivants :

En 1922 il a placé 8 familles italiennes.

En 1923 il a placé 96 familles italiennes.

En 1924 il a placé 90 familles italiennes.

En 1925 il a placé 68 familles italiennes.

En 1926 il a placé 37 familles italiennes.

Il a réussi parce qu'il fut organisé intelligemment et formé exclusivement de personnes compétentes et serviables. Le secrétaire parle couramment la langue italienne, ce qui a favorisé les relations avec les Italiens. Si, en 1925 et 1926, son action a diminué, il faut en chercher la cause dans le fait que les immigrants préférèrent les départements voisins plus riches et que d'autres organismes s'occupent alors de placement et, en particulier, le Comité régional de la main-d'œuvre

agricole⁽¹³⁾, dont le rôle fut plus efficace parce que plus étendu.

Déjà, en 1914, un comité régional de main-d'œuvre agricole avait été créé dans le but de placer des familles françaises. Il avait rendu de grands services, mais ne put subsister. L'Etat venait, en effet, de créer un office national de main-d'œuvre agricole. Pour ne pas gêner son action, le comité régional fut dissous. Cependant les résultats qu'il aurait obtenus eussent été certainement plus importants que ceux de l'office national.

En 1923, la question revint à l'ordre du jour. Il y eut plusieurs réunions d'agriculteurs à Toulouse, où le problème de la main-d'œuvre fut mis à jour dans toute sa gravité. Dans l'une d'elles, tenue au mois de décembre 1923, on établit que l'agriculture avait perdu dans nos régions 50 p. 100 des travailleurs depuis 1881. Il fallait donc faire appel à la main-d'œuvre étrangère. On décida de créer un organisme régional qui faciliterait la tâche des propriétaires et enlèverait leurs appréhensions au sujet des étrangers. Ce fut le *Comité régional de la main-d'œuvre agricole du Sud-Ouest*.

Etabli sous forme de syndicat professionnel entre agriculteurs, il agit pour leur compte personnel ou pour le compte d'associations qu'il représente.

(13) Son siège est 9, rue Ozenne, à Toulouse, à la Maison de l'agriculture.

L'action de ce syndicat s'étend à 17 départements⁽¹⁴⁾.

Les sociétés d'agriculteurs, les bureaux départementaux de main-d'œuvre agricole, les offices départementaux agricoles pourront être membres de cette association.

Le syndicat, constitué pour une durée de dix ans, a pour objet : « D'intensifier par tous les moyens la production des terres de la région et, à cet effet, de faciliter notamment aux agriculteurs de la région l'exploitation de leur sol, en leur procurant des fermiers, des métayers, des maîtres-valets ou des domestiques, ou encore des ouvriers saisonniers, recrutés tant en France qu'à l'étranger. »

Il est administré par un conseil de 22 membres, dont un au moins pris dans chacun des départements adhérents.

Le bureau n'est pas gratuit. Le demandeur doit verser pour une famille de métayers ou de fermiers 200 à 250 francs suivant que le nombre des personnes capables de travailler est moindre ou supérieur à quatre; 200 francs également pour une famille de maître-valet de 5 personnes ou plus, capables de travailler; pour un domestique ou un ouvrier saisonnier, la redevance est de 20 francs.

(14) Ariège, Aude, Aveyron, Basses-Pyrénées, Charente, Charente-Inférieure, Dordogne, Gers, Gironde, Haute-Garonne, Hautes-Pyré-

Le comité, pour encourager les propriétaires, alloue une indemnité de 75 francs au demandeur qui veut faire visiter sa propriété.

Dès sa création le comité se montra très actif. Voici les résultats des trois premières années :

En 1924, il a placé 300 familles italiennes;

En 1925, il a placé 508 (15) familles italiennes,
5 familles polonaises, 150 ouvriers de diverses nationalités;

En 1926, il a placé 471 familles italiennes, 8 familles russes, 245 ouvriers de diverses nationalités.

Ce grand succès est dû aux initiatives heureuses de M. Couzinet, directeur honoraire du Crédit Foncier, dont le nom est très populaire en Italie, et de M. Andrieux, ingénieur agronome, directeur technique du comité, dont la haute compétence dans les questions de main-d'œuvre et le dévouement inlassable à cette association furent d'un appoint sérieux. Ils ont, en effet, compris qu'il fallait s'adapter au milieu. Des interprètes facilitent les rapports avec les Italiens. Un petit vocabulaire franco-italien a été édité pour les agriculteurs. Le Comité remplit toutes les formalités de recrutement,

nées, Landes, Lot, Lot-et-Garonne, Pyrénées-Orientales, Tarn, Tarn-et-Garonne.

(15) Dont 149 dans la Haute-Garonne, 15 dans le Gers, 23 dans le Lot-et-Garonne et 14 dans le Tarn-et-Garonne.

évitant aux employeurs des difficultés avec les administrations française et italienne. Il répondait à un besoin de l'agriculture gasconne, besoin qu'il a satisfait d'une façon parfaite; de là vient sa réussite.

§ 3. — Importance actuelle du mouvement.

Voilà certainement la question la plus difficile à résoudre dans ce mouvement d'immigration. Les avis sont partagés, les statistiques n'inspirent pas confiance, celles que les ministères français élaborent étant par trop incomplètes, les chiffres du commissariat italien paraissant trop élevés.

Au début, en effet, les rentrées furent mal contrôlées. Les statistiques ne portaient que les étrangers munis de la carte d'identité; or, ils ne formaient pas la catégorie la plus nombreuse, puisque les enfants au-dessous de 15 ans n'en avaient pas. D'autre part un bon nombre d'Italiens qui, régulièrement, auraient dû être immatriculés ne l'étaient pas. Aussi les premiers chiffres donnés par les préfectures doivent-ils être considérés comme inférieurs à la réalité. Le désaccord entre les chiffres du ministère de l'Agriculture et ceux du commissariat italien provenait donc en grande partie du fait que le contrôle en Italie était beaucoup plus sévère que chez nous.

Ce n'est qu'en 1925 que les différentes préfectures commencèrent à faire des enquêtes plus approfondies. A cette époque, les bruits les plus fantaisistes avaient

cours sur cette immigration italienne. On avait surtout tendance à exagérer l'importance du mouvement et l'on parlait couramment d'une véritable invasion de la Gascogne par ces Italiens. On essaya alors d'établir des statistiques plus précises. Les préfectures, du moins dans le Gers, firent faire deux enquêtes concomitantes par la mairie et par la gendarmerie; les chiffres augmentèrent sensiblement sur les précédents dans une proportion nettement accusée par les chiffres.

Il est certain, cependant, que les résultats ne peuvent être qu'approximatifs et très variables d'une enquête à l'autre. Ces étrangers, surtout les Italiens, ne restent pas à la même place. Ils vont d'un département à l'autre, quittent le Gers pour la Haute-Garonne ou le Lot-et-Garonne, où les terres sont meilleures, pour le Lot, l'Ariège, le Tarn même et les autres départements du Sud-Ouest.

Quoi qu'il en soit, on peut dire que, de 1921 à 1926, l'augmentation des étrangers constatée dans les quatre départements provient évidemment de la venue des Italiens, car le contingent fourni par les originaires des autres nationalités est minime. Or, voici quels sont les chiffres officiels :

Départements.	1921.	1926.	Augmentation.
Haute-Garonne	10.977	22.796	11.810
Gers	4.712	12.084	7.342
Lot-et-Garonne	5.238	15.520	10.282
Tarn-et-Garonne	1.435	6.942	5.807

L'augmentation totale serait donc pour les quatre départements de 35.000 environ, représentés par des Italiens. D'autre part, le ministère de l'Agriculture a publié les statistiques suivantes :

Italiens introduits dans l'agriculture :

En 1921, 4.682; en 1922, 7.704; en 1923, 10.542; en 1924, 15.274; en 1925, 13.263; en 1926, 11.317.

La grande majorité serait venue probablement dans le Sud-Ouest. En 1926 par exemple, le ministère indique que, sur les 11.317, 7.000 environ furent dirigés vers nos régions. Ces deux statistiques semblent donc correspondre. Cependant elles sont très critiquées.

Plusieurs personnes compétentes en la matière nous ont avoué ne pas se faire une idée exacte de l'importance du mouvement. Nous allons reproduire, à titre d'indication, quelques opinions fort divergentes et dont l'ensemble aboutirait à une mosaïque d'idées contradictoires.

M. Arisirota, l'agent consulaire résidant à Auch, estime que les chiffres officiels fournis par les préfectures sont complètement erronés. Il existe 3 ou 4 fois plus d'Italiens dans le Sud-Ouest que ne l'indiquent ces chiffres.

Le Gers serait le département central de cette immigration et compterait au moins 25.000 Italiens dans sa population. Les autres départements limitrophes posséderaient moins d'Italiens mais l'ensemble des 4 départements approcherait cependant de 100.000.

Ses critiques sont basées sur le fait que les préfectures auraient oublié beaucoup d'Italiens et que surtout de nombreux travailleurs, venus au compte de gros propriétaires, ne restent en France que pendant les gros travaux pour repartir ensuite dans leur pays. Les statistiques ne les mentionnent pas et cependant, à une certaine époque, ils grossissent la colonie du Sud-Ouest.

Ces chiffres peuvent faire impression, émanant surtout d'un personnage aussi autorisé, d'autant plus que M. Arisirota est en même temps directeur à Auch de la Banque Courtois, ce qui l'oblige à rester en contact beaucoup plus fréquemment avec les émigrés que ses collègues. Nous estimons cependant ces chiffres exagérés. D'ailleurs, d'autres personnalités italiennes se montrent moins catégoriques et en particulier Mgr Torricelli, directeur du secrétariat d'assistance à Agen. D'après son estimation, il y aurait 40 à 50.000 Italiens dans les quatre départements, qui se répartiraient dans les proportions suivantes : Lot-et-Garonne, 10 à 12.000; Gers, 10.000; Tarn-et-Garonne, 8.000; Haute-Garonne, 10 à 12.000; les autres seraient éparpillés dans les départements voisins : Landes, Hautes-Pyrénées, Ariège, etc.

A l'opposé, le contrôle de la main-d'œuvre, dont le siège est à Toulouse, considère que toutes ces opinions sont erronées, même celles des préfectures. D'après un contrôleur, il n'y aurait guère plus de 20.000 Ita-

liens dans la région considérée, chiffre qui se diviserait en parties à peu près égales entre les quatre départements. Cette opinion nous semble surfaite, les statistiques des préfectures ne pouvant être considérées comme exagérées.

Il est donc bien difficile d'avoir une opinion exacte. Nous croyons cependant que les chiffres de Mgr Torricelli sont les plus près de la réalité. Il y a environ 50.000 Italiens dans les quatre départements, 10 à 12.000 dans le Gers, 13 à 15.000 dans la Haute-Garonne, 12.000 dans le Lot-et-Garonne et 7 à 8.000 dans le Tarn-et-Garonne. L'importance du mouvement n'est donc pas telle que certains se sont plu à le dire. Elle ne dépasse guère des limites raisonnables

CHAPITRE II

L'ITALIEN IMMIGRANT DEVANT LA LOI FRANÇAISE ⁽¹⁾

L'agriculteur italien a reçu son contrat de travail soit par l'intermédiaire des autorités officielles italiennes, soit directement de l'employeur lorsque la demande est nominative et individuelle.

Si le contrat est régulier, on lui délivrera un passeport et, d'ores et déjà, il peut rejoindre sa nouvelle résidence.

Dans certains pays, aux Etats-Unis par exemple, l'immigrant est obligé de se soumettre à diverses formalités dès son arrivée à la frontière, principalement au point de vue sanitaire.

Pour le recrutement de la main-d'œuvre polonaise, la mission française est chargée de faire subir aux aspirants un examen professionnel et sanitaire très

(1) Ce chapitre II, tout de réglementation, nuit certainement à l'intérêt du récit. Beaucoup de mesures signalées ne s'appliquent pas uniquement à l'immigration agricole des Italiens dans le Sud-Ouest. Nous l'avons maintenu cependant pour délimiter exactement le cadre juridique dans lequel cette immigration s'est mue ou surtout se mouvra dans l'avenir.

sérieux, avant qu'ils aient le droit de se mettre en route.

Avec l'Italie, il n'en est pas de même. Le commissariat n'admettant pas l'ingérance de tiers pour le recrutement sur place, nous ne pouvons faire un choix au point de vue sanitaire et professionnel qu'à leur arrivée à la frontière. Mais l'organisation des bureaux chargés de cet examen est rudimentaire, à l'exception de celui de Modane.

Pratiquement, pour l'agriculture principalement, l'Italien se rend directement à l'endroit où il doit avoir sa résidence ultérieure. Ce n'est qu'après son arrivée qu'il se mettra en règle avec la loi française; quant à la visite sanitaire il n'aura pas à la subir.

Mais son statut juridique, du fait qu'il change de pays, va se transformer, au moins en partie. L'Italien tombe sous le coup de la loi française; nos règlements de police et de sûreté, en particulier, lui sont applicables. Ils l'obligent à certaines formalités auxquelles les conventions internationales elles-mêmes ne peuvent le soustraire.

§ 1. — Lois de police et de sûreté.

L'étranger qui voyage en touriste, visitant pendant quelques jours nos sites et nos paysages, n'est soumis à aucune formalité, s'il est muni d'un passeport. Celui qui vient, au contraire, en quête de travail, doit obligatoirement accepter le contrôle des autorités françaises et leur surveillance pendant tout son séjour.

Le contrôle des immigrés ne devint sévère et efficace que pendant la guerre ⁽¹⁾

En 1917, les autorités françaises établirent la carte d'identité. Le régime de liberté absolue venait de se terminer. Désormais, l'ouvrier sera soumis à un contrôle rigoureux, contrôle que, dans son principe général, l'immigration italienne en Gascogne dut subir.

Les décrets des 2 et 21 avril 1917 prévoient que tout étranger, âgé de plus de 15 ans, qui désire rester en France plus de quinze jours doit, dans les quarante-huit heures de son arrivée dans la localité où il va résider, demander au préfet une carte d'identité. Mais cette carte peut être refusée, à la différence de l'ancienne immatriculation qui était un droit.

Le principe de cette réglementation n'a pas changé depuis 1917; il n'en fut pas de même dans les détails. Ces variations elles-mêmes sont un témoignage certain que la politique de la France n'était pas bien définie au point de vue immigration et que les décrets s'annulant les uns les autres intervenaient selon les circonstances et l'état du marché du travail. Un décret du 18 novembre 1920 abroge ceux de 1917. Le 6 juin 1922,

(1) Quelques mesures avaient déjà été prises autrefois, mais elles restaient le plus souvent lettre morte. Tout d'abord le décret du 2 octobre 1888 obligeant l'étranger à faire une déclaration dans les quinze jours de son arrivée à la mairie de son domicile et à la renouveler à chaque changement de résidence. Ensuite la loi du 16 juillet 1912, modifiant celle du 8 août 1893, obligeant l'étranger qui veut exercer une profession à le déclarer au maire ou au commissaire de police dans les huit jours de son arrivée.

un autre décret modifie celui de 1920, édictant que la carte d'identité ne sera plus délivrée que par le commissaire de police ou par le maire du lieu de résidence.

Des autres décrets du 23 octobre 1924 et du 9 septembre 1925 simplifièrent le système de délivrance des cartes, système singulièrement renforcé un an après, par la loi du 11 août 1926.

Le 30 novembre 1926, un décret vient modifier certaines dispositions du décret du 9 septembre 1925. Enfin, la loi du 26 mars 1927 (art. 88 et 89) édicte de nouvelles dispositions, principalement au sujet de la taxe à payer. Ces mesures, d'après le texte même de la loi, ont un caractère définitif.

Actuellement, tout étranger âgé de plus de 15 ans qui désire résider en France plus de deux mois doit, dans les quarante-huit heures de son arrivée, se présenter au commissariat de police ou à la mairie de sa résidence et faire une demande de carte d'identité. On lui délivre obligatoirement un récépissé, mais la carte peut ne pas lui être accordée. En cas de refus, l'étranger doit quitter le territoire dans les huit jours.

Les mentions portées sur les cartes sont reproduites sur des fiches dont l'une reste à la préfecture du département de la résidence et dont l'autre est expédiée au ministère de l'Intérieur.

La durée de validité de cette carte est fixée à deux ans d'après l'article 19 de la loi de finances du 19 décembre 1926, confirmé par la loi du 26 mars 1927. L'ar-

ticle 10 du décret du 30 novembre 1926 avait réduit cette durée à un an, mais la disposition, comme nous venons de le voir, ne fut pas maintenue.

Beaucoup plus variable a été le taux de la taxe perçue à l'occasion de la délivrance ou du renouvellement de la carte. La loi du 29 juin 1917 fixait son montant à 5 francs. Depuis il fut doublé par la loi du 29 avril 1921 et porté par conséquent à 10 francs. Le nombre des étrangers augmentant sans cesse, on essaie d'en faire une ressource fiscale. La loi du 13 juillet 1925 fixe son taux à 68 francs, mais la loi du 3 août 1926 porte cette taxe à 375 francs par personne. La loi prévoyait cependant quelques dégrèvements et ramenait cette taxe à 40 francs, en particulier pour les travailleurs qui se trouveraient dans les cas suivants :

a) Si lors de la délivrance de la première carte l'ouvrier est porteur d'un sauf-conduit justifiant son passage dans un bureau d'immigration. Ce dégrèvement avait pour but d'obliger l'ouvrier à passer par un bureau où il serait soumis à un contrôle sanitaire avant d'arriver à destination.

b) Lors du renouvellement, si la première carte porte « travailleur agricole » ou « travailleur d'industrie ».

Cette augmentation toujours croissante portait préjudice à certaines catégories d'émigrants. L'évolution était nette. De simple redevance, le Gouvernement voulait en faire un véritable impôt, impôt qui allait grever lourdement le budget de beaucoup de familles ita-

liennes. Les petits propriétaires surtout furent atteints; il leur fallait payer parfois 3 ou 4.000 francs de taxe parce qu'ils ne rentraient pas dans la catégorie des « travailleurs ». Tous se plaignaient amèrement, les autorités françaises et italiennes protestèrent auprès du Gouvernement. La loi du 26 mars 1927 vint enfin corriger l'erreur commise et abaisser le taux de 375 francs à 100 francs (dont 85 francs pour l'Etat, 5 francs pour le département et 10 francs pour la commune) et à 20 francs (16, 1,50 et 2,50) pour les travailleurs.

Pour que le contrôle soit plus sévère, la loi fait une obligation à l'employeur de s'assurer que l'étranger possède une carte d'identité portant la mention « travailleur », et, si la carte est délivrée pour la première fois, qu'elle porte l'indication de la date du contrat de travail qui lui a permis de l'obtenir (art. 64 c, Code de travail, livre II) (2).

Il existe aussi un autre contrôle non moins important : celui de l'exécution régulière des contrats de travail par les étrangers. Jusqu'à l'année dernière, aucune disposition législative n'avait été prise à ce sujet. La loi récente du 11 août 1926 comble cette lacune.

Autrefois, en particulier dans l'agriculture, on se plaignait du peu de stabilité de la main-d'œuvre étrangère. Très souvent l'ouvrier désirant émigrer deman-

(2) Tout employeur doit également tenir un registre spécial et y inscrire dans les vingt-quatre heures le nom des étrangers. Dans l'agriculture la vérification en est confiée aux officiers de police judiciaire (art. 64 et 98).

avait un contrat de travail pour l'agriculture, certain de trouver une place. Il travaillait aux champs jusqu'à ce que l'industrie demandât de la main-d'œuvre, puis quittait le premier employeur pour l'usine.

En agriculture ce débauchage fréquent présentait de graves inconvénients. Tout contrat rompu était en général une perte de bras pour les campagnes. Le premier employeur subissait un préjudice énorme, perdant les frais engagés pour l'introduction du travailleur, restant parfois sans main-d'œuvre au moment de travaux pressants.

Aucun texte précis ne permettait cependant à l'employeur d'intenter une action en justice. La demande ne pouvait se baser que sur l'article 1382 du Code civil, accordant des dommages-intérêts de la part de l'ouvrier. Mais ceux-ci sont pauvres en général. Il aurait pu en résulter des mesures vexatoires qui eussent indisposé contre nous les gouvernements dont ces ouvriers étaient les ressortissants⁽³⁾. La jurisprudence avait suppléé à l'absence de texte législatif, mais d'une façon fort prudente.

Un arrêt de la Cour de cassation du 27 mai 1908 admet déjà le principe de la responsabilité pour un patron engageant sciemment des ouvriers déjà emba-

(3) Les protestations de la Pologne en sont un exemple, lorsque le ministère de l'Intérieur, le 23 juin 1923, prescrivit que tout ouvrier agricole étranger, trouvé en rupture de contrat, serait mis en demeure (sauf le cas de maladie ou de force majeure) de reprendre son emploi ou de quitter le territoire. V. Poirault, *op. cit.*, p. 148).

chés dans une autre entreprise. Un arrêt de la Cour de Besançon, du 13 novembre 1911, confirme le précédent.

Après la guerre, le Tribunal civil de Senlis, le 29 novembre 1922, condamna un cultivateur à 2.000 francs d'amende pour avoir débauché 3 ouvriers polonais recrutés par un de ses voisins.

Le 10 août 1923, le juge de paix de Sauveterre (Aveyron) rend un jugement confirmé par le Tribunal civil de Rodez, le 7 février 1924, condamnant à 200 francs de dommages-intérêts un cultivateur qui avait embauché une domestique polonaise venue au compte d'un de ses voisins.

Mais l'action de cette jurisprudence se montrait insuffisante. Certains auteurs estimaient à 18 p. 100 le nombre de ceux qui rompaient leur contrat de travail avant la date fixée pour son expiration. Il valait donc mieux établir une loi qui édictât des mesures plus sévères. Quelques propositions de loi, de MM. Niveau, Conte et Lesaché, Flandrin, n'aboutirent pas.

Le Gouvernement présente alors un projet. Il devait devenir la loi du 11 août 1926. Elle modifie les articles 64, 98 et 172 du livre II du Code de travail et de prévoyance sociale en vue d'assurer la protection du marché du travail national⁽⁴⁾.

L'article 64 *a* nouveau s'exprime ainsi : « Il est interdit d'occuper dans une autre profession le travail-

(4) *J. officiel*, 12 août 1926, p. 9171.

leur étranger auquel la carte d'identité prévue à l'article 64 aura été délivrée en vue de son emploi dans une profession déterminée. »

Il y a cependant des exceptions :

a) Si un an s'est écoulé depuis la délivrance de la carte;

b) S'il est porteur d'un certificat d'un office de placement qui devra tenir compte de l'état du marché du travail dans la profession considérée et de la qualification professionnelle dudit travailleur.

L'article 64 *b*, de son côté, interdit à tout employeur d'embaucher directement ou par un intermédiaire, un travailleur étranger introduit en France avant l'expiration du contrat de travail en vue duquel il a été introduit.

Dans certains cas l'article 64 *b* ne s'appliquera pas :

a) Si le contrat de travail avec le premier patron a été résolu d'un commun accord ou par décision de justice. Un certificat doit l'attester;

b) Si une année s'est écoulée depuis l'introduction du travailleur;

c) Si le travailleur est porteur d'une carte de présentation délivrée par un office public de placement, après enquête auprès du précédent employeur dont les droits vis-à-vis de l'ouvrier ou du nouvel employé sont réservés.

Tout patron qui aura contrevenu aux dispositions de l'article 66 *a* et 64 *b* sera puni d'une amende de 50 à

1.000 francs pour chaque infraction constatée. Cette action est indépendante des dommages-intérêts que peut demander le patron lésé.

§ 2. — Le statut juridique de l'immigrant.

Durant son séjour en France, l'ouvrier italien va exercer une activité dont les différentes manifestations seront le plus souvent réglementées par la loi. Mais une question se pose : Est-ce la loi française ou la loi italienne qui, en l'espèce, s'applique ?

Le statut personnel, tous les actes concernant l'état et la personne sont régis par la loi nationale, c'est-à-dire par le Code italien. Les modifications intervenant en effet dans le statut personnel n'intéressent pas notre pays, puisque l'immigrant ne fait pas encore partie de la grande famille nationale. Dans les autres manifestations de son activité, au contraire, la France est intéressée à ce que l'étranger agisse dans un sens plutôt que dans un autre ; elle a donc le droit de réglementer son activité. Diverses lois, à époques différentes, furent promulguées à cet effet. Disséminées dans nos différents codes et en particulier dans le Code civil et le Code de travail, elles forment le droit commun de l'émigré.

Cette législation archaïque est dure et sévère pour l'étranger, quoique la France jouisse d'une réputation d'hospitalité, souvenir peut-être de la conception ancienne qu'on se faisait de l'aubain ne jouissant que

des droits des gens et non de droits civils, frappé de taxes spéciales et incapable d'acquérir ou de transmettre à cause de mort.

Quoique la Révolution ait proclamé que « la France libre doit ouvrir son sein à tous les peuples de la terre, en les invitant à jouir sous un gouvernement libre des droits sacrés et inviolables de l'humanité » ⁽⁵⁾, le Code civil et les lois ultérieures firent à l'étranger une situation précaire, nettement inférieure à celle des nationaux.

Les forts courants d'immigration qui se sont produits récemment auraient tendance à augmenter encore la sévérité de la législation.

Mais, d'un autre côté, phénomène qui, de prime abord, semble contradictoire du premier, un droit international s'élabore tendant à uniformiser les conditions d'existence des travailleurs, quelle que soit leur nationalité. Basée sur des sentiments de justice et d'humanité, sa création malheureusement est lente, émaillée de difficultés.

Certains pays durent, par des conventions particulières, prévenir cette législation universelle. Ce furent les traités de travail. La France et l'Italie en ont conclu deux, l'un en 1904, l'autre en 1919. Ce dernier seul nous intéresse parce qu'il régit, sur beaucoup de points l'activité de l'agriculteur italien dans le Sud-Ouest.

(5) Décret du 6 août 1790, abolissant le droit d'aubaine et de détraction.

Il a été signé le 30 septembre 1919, et fait partie d'une série de trois dont les deux autres concernent la Pologne et la Tchéco-Slovaquie. Il n'a été rendu exécutoire que le 25 mai 1921 et entra en vigueur simultanément en France et en Italie le 31 du même mois. Le titre exact indique le but poursuivi : *Traité d'immigration et d'émigration, de travail, d'assurance et de prévoyance sociales*.

Ces traités, surtout le traité franco-italien, établissent une sorte de transaction entre les signataires. La France aurait voulu conserver une nuance sensible entre la situation de l'indigène et celle de l'émigré. L'Italie, au contraire, chercha à faire accorder à ses nationaux une situation aussi voisine que possible de l'égalité.

« Ce principe d'égalité domine d'ailleurs toute la matière. Il a son origine dans l'irrésistible tendance à l'uniformité de civilisation qui domine toute l'évolution humaine depuis le milieu du siècle dernier; il s'est affirmé, en particulier, avec la vulgarisation du dogme socialiste, l'unité de classe réclamant l'unité de condition. »⁽⁶⁾. Le traité consacre pleinement cette égalité : égalité des conditions de travail, égalité de salaire, égalité dans la protection et l'application des lois. C'est presque l'idéal que pouvaient souhaiter les

(6) J. Palewski, *Revue générale de droit international public*, janvier-février 1927. *L'immigration en France, depuis la guerre, de la main-d'œuvre étrangère*.

pays d'émigration pour leurs ressortissants à l'étranger.

Que nous accordait l'Italie en revanche ? La réciprocité de traitement pour nos nationaux émigrés au delà des Alpes. Concession facile. Au moment de la signature du traité, le contingent des travailleurs français en Italie ne dépassait pas 5.000 individus.

Malgré ces avantages la France n'accorda rien au point de vue juridictionnel. Elle garde une compétence exclusive pour l'application des clauses du traité. C'était un point délicat ; l'Italie n'accepta qu'avec regret une telle concession, mais la France demeura inflexible.

Le traité est divisé en 26 articles dont nous allons étudier les principaux.

Recrutement. — Le traité distingue l'immigration spontanée et l'immigration organisée.

L'immigration spontanée est libre, mais d'une liberté plus théorique que pratique. L'article 1 s'exprime ainsi : « Les mêmes travailleurs et leurs familles pourront pénétrer librement dans le pays de destination, sans qu'aucune autorisation spéciale soit exigée, sous réserve de dérogations temporaires prévues à l'article 4 et en conciliant l'application des lois et règlements du pays de destination avec les facilités qu'il s'engage à accorder par le paragraphe premier du présent article. »

Ces lois et règlements représentent principalement

les mesures de police et de sûreté. D'après ces dérogations les Italiens ne peuvent, malgré leur liberté d'immigration, se soustraire aux formalités prescrites par la loi française (7).

L'article 4 prévoit le cas où l'état du marché du travail ne permettrait pas la venue d'étrangers. Le Gouvernement intéressé doit le notifier par voie diplomatique au Gouvernement de l'autre pays pour qu'il puisse faire le nécessaire et avertir ses nationaux. C'est en vertu de cet article que le Gouvernement français interdit, par suite du chômage, l'immigration italienne en février 1925 et en janvier 1927 notamment.

Quant à l'immigration organisée, le traité prévoit dans son article 5 que 2 fois par an une commission doit se réunir à Paris pour éviter que le recrutement collectif puisse nuire au développement économique d'un pays ou aux travailleurs de l'autre. Elle établira le nombre et la catégorie des ouvriers à embaucher, les régions de recrutement, celles où les immigrants doivent être dirigés.

Conditions de travail. — La première question, parce que la plus importante, est celle du salaire. Le contrat d'embauchage reproduisant dans son esprit l'article 2 du contrat de travail s'exprime ainsi : « Les ouvriers faisant l'objet de la présente demande recevront à travail égal une rémunération égale à celle des ouvriers français de la même catégorie accomplissant le même

(7) V. précédemment, p. 57 et suiv.

travail dans la même exploitation, ou, à défaut d'ouvriers français remplissant ces conditions, une rémunération basée sur le taux normal et courant de la région. »

Cette clause fut admise dans l'intérêt de l'étranger, mais aussi, du moins en partie, dans celui de l'ouvrier français de même catégorie.

Avant guerre l'étranger consentait à travailler à un taux peu élevé parce que la France avait la réputation de donner de hauts salaires et que cet étranger se contentait d'un logement et d'une nourriture souvent insuffisants. L'employeur en retirait un avantage, mais cette situation était contraire aux principes les plus élémentaires de justice, puisqu'à travail égal, le salaire doit être équivalent.

L'ouvrier français lui aussi pâtissait de cette situation. L'étranger lui faisait presque toujours une concurrence victorieuse, surtout pour les travaux grossiers, exigeant peu de connaissances techniques. Il en résultait des haines, des luttes et bagarres que l'égalité de traitement devait apaiser dans une certaine mesure.

Le traité franco-italien est plus précis que le traité franco-polonais ou tchéco-slovaque. Il pose la question d'égalité de salaire, mais aussi celle du *minimum* de salaire, puisque celui-ci doit être basé sur le taux normal et courant de la région. Ainsi les autorités italiennes pourront exercer un contrôle plus strict sur les conditions de salaires offertes à leurs ressortissants,

contrôle qui s'opère comme, nous l'avons vu, par le visa obligatoire du consulat italien sur le contrat de travail.

Dans l'agriculture, la vérification des clauses du contrat se rapportant au salaire, devient difficile lorsqu'il y a paiement en nature; aussi les autorités italiennes exigent-elles que les conditions de salaire fixées à l'avance soient aussi explicites que possible.

Les salaires inférieurs que touchaient les étrangers avant la guerre, avaient incité plusieurs députés à proposer qu'on établît une taxe spéciale sur cette catégorie de travailleurs. Ce qui les obligerait à demander un salaire au moins aussi élevé que les Français.

L'article 24 du traité décide qu'aucune taxe spéciale ne pourra être imposée aux travailleurs italiens en vertu de leur travail (8).

Quant aux économies que les Italiens pourraient faire, ils peuvent les déposer dans les caisses d'épargne françaises, au même titre que les nationaux. Cette disposition ne résulte pas du traité de 1919 mais de celui de 1904 et de l'arrangement du 20 janvier 1906 (9).

Non seulement les salaires doivent être égaux entre Italiens et Français, mais encore toutes les conditions de travail. L'article 3 s'exprime ainsi : « Les travail-

(8) Cet article n'est pas en désaccord avec l'établissement des taxes sur la carte d'identité ou autres taxes générales qui sont prévues par le 2^e alinéa du même article.

(9) V. P. Piganiol, *Le traité de travail franco-italien*, p. 215.

leurs immigrés jouiront de la même protection que celle accordée aux nationaux par la législation et par les usages du pays pour ce qui a trait aux conditions de travail et d'existence. »

Malheureusement, comme Blanchard l'a écrit à juste raison : « Les travailleurs du sol, d'une manière générale, n'attirent pas sur eux, comme les ouvriers de l'industrie, la sollicitude du législateur. Les lois sociales les ignorent très souvent ou ne leur sont applicables qu'indirectement et parfois dans de très faibles limites » ⁽¹⁰⁾. L'étranger lui-même ne peut donc pas espérer une très grande protection.

Pour toutes les réclamations concernant les conditions de travail ou d'existence et les difficultés de toute nature lorsqu'elles comportent une intervention des pouvoirs publics, les travailleurs doivent les adresser directement ou par l'intermédiaire des autorités diplomatiques ou consulaires, aux autorités compétentes du pays qui ont procédé aux enquêtes nécessaires et qui, seules, ont qualité pour intervenir.

Chaque Gouvernement peut adjoindre à son ambassade un technicien spécialiste des questions d'émigration. En France, l'Italie a désigné M. Francesco Colletti.

Droit d'association et syndicats. — La question avait son importance pour les travailleurs agricoles italiens.

(10) Blanchard, *op. cit.*, p. 233.

L'association agricole, surtout l'association coopérative est très florissante en Italie; dans beaucoup de cas la nécessité l'a même rendue obligatoire (11).

La loi du 1^{er} juillet 1901 régit en France les associations. L'étranger de droit commun bénéficie d'ailleurs d'un régime peu sévère. Ils n'ont pas besoin d'autorisation pour former entre eux une association. Si les fondateurs la rendent publique, elle aura la même capacité qu'une association française (12).

Il existe cependant une différence pour la dissolution de l'association. La loi elle-même l'indique. Le Gouvernement tolère les associations entre étrangers, à condition que leur activité reste normale. Sinon le Président de la République peut, par un décret rendu en Conseil des ministres (art. 12), dissoudre toute association composée d'étrangers qui, entre autres, pourrait menacer la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat (13).

Quant au syndicat, le traité n'en parle pas. La question cependant aurait mérité une étude spéciale. Ils ont pris depuis quelques années un développement considérable et leur rôle est peut-être appelé à grandir. Dans l'agriculture, il fait des progrès, lents, très lents même.

(11) V. chap. III, p. 113, et chap. V, p. 194 et suiv.

(12) Elles peuvent ester en justice, acquérir à titre onéreux, posséder et administrer les cotisations, le local destiné à l'administration et aux réunions des membres. Mais pour Piganiol elles ne pourraient recevoir ni des dons, ni des legs immobiliers.

(13) La dissolution d'une association française au contraire ne peut être prononcée que par un jugement du tribunal civil.

D'ailleurs le syndicat ne se conçoit que comme un moyen de défense des intérêts de l'agriculture, contre les fraudes, les mauvaises dispositions législatives, et non, en général, comme un organe révolutionnaire, fauteur de grèves et de désordres (14).

Dans le Sud-Ouest il est presque inexistant, mais pourrait se développer avec facilité, en particulier sous la vigoureuse impulsion des Italiens.

Ce sont les lois de 1884 et de 1920 qui, en France, règlent le droit des étrangers en matière syndicale. L'étranger peut faire partie d'un syndicat, mais les fonctions d'administrateur et de directeur lui sont interdites. Il faut en effet être Français et jouir de ses droits civils. Donc un Italien ne pourra participer à la direction d'un syndicat, même s'il est composé en majeure partie de compatriotes.

Le traité n'a pas voulu déroger à la loi. Cependant le projet primitif portait que les Italiens pourraient faire partie du conseil d'administration d'un syndicat jusqu'à concurrence d'un tiers du nombre total des administrateurs. Aurait-ce été un bien qu'on maintînt cette clause ? Tout dépend du rôle que jouera le syndicat. S'il doit rester strictement dans ses attributions professionnelles, l'Italien pourrait, sans graves dangers, faire partie de la direction; ce serait un élément de confiance pour les compatriotes. Si, au contraire, le

(14) Il existe cependant des exemples où le syndicat agricole prit un caractère nettement révolutionnaire. Voir Souchon, *La crise de la main-d'œuvre agricole en France*, 1914.

syndicat affiche des tendances révolutionnaires, on établirait un foyer de désordre au sein de nos régions.

Retraites paysannes. — Elles sont régies en France par la loi du 31 mars 1910, modifiée dans ses détails par deux lois importantes, l'une du 27 février 1912, l'autre du 17 juillet 1913.

Les étrangers sont soumis au même régime que les salariés français, mais ils ne peuvent bénéficier des contributions patronales et des allocations de l'Etat. La retraite du salarié étranger ne sera donc formée que de ses contributions personnelles.

Les agriculteurs ne furent pas enthousiasmés par la constitution de ces retraites. Beaucoup pouvaient ne s'assurer que sur leur demande expresse : les fermiers, métayers, cultivateurs, etc., et ne le firent pas. Quoi qu'il en soit, l'étranger était mis dans une situation manifestement inférieure, car ses seuls versements ne peuvent guère lui faire obtenir une retraite convenable. L'article 7 du traité établit le régime de l'assimilation absolue sans exclusions ou réductions des droits accordés aux ressortissants du pays, réserve faite de ce qui est prévu ci-après, touchant le mode de calcul et de paiements des bonifications et allocations à la charge de l'Etat.

Chaque Etat y contribue en proportion du temps passé par l'individu dans chacun des deux pays ⁽¹⁵⁾.

Accidents du travail. — L'article 8 établit aussi l'éga-

(15) V. P. Piganiol, *op. cit.*, p. 111.

lité complète de l'Italien et du Français au sujet des accidents du travail. Ce texte a une importance considérable, car les accidents sont fréquents; de plus l'article prévoit que cette assimilation se maintiendra quel que soit le développement éventuel de la législation. Au moment de la conclusion du traité, les accidents du travail étaient régis en France par la loi du 9 avril 1898. En agriculture, l'ouvrier ne pouvait invoquer que l'article 1382 du Code civil, et de ce fait ne se trouvait pas protégé d'une façon efficace.

Depuis le traité, une loi spéciale du 15 décembre 1922 régit les accidents du travail dans l'agriculture. Les indemnités journalières payées à l'ouvrier en cas d'incapacité temporaire seraient refusées à l'étranger qui ne résiderait pas ou cesserait de résider en France. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux Italiens en vertu de l'article 8.

Acquisition de la propriété. — C'est l'article 9 du traité qui régit cette question devenue fort intéressante depuis qu'on a voulu prendre des mesures spéciales au sujet de la possession d'immeubles par des étrangers : question d'ailleurs qui intéressait les Italiens, puisque beaucoup étaient propriétaires.

Le Code civil, dans son article 3, déclare que les immeubles, même ceux possédés par des étrangers, sont régis par la loi française, ce qui semblait déjà établir une certaine assimilation.

Avec la guerre, des difficultés survinrent. Il fallut

séquestrer les biens des ressortissants de pays en guerre avec nous. Mais après l'armistice surtout la question s'aggrava. Le franc ayant perdu de sa valeur, toute une nuée de spéculateurs s'abattit sur la France. Des Espagnols, des Américains, des Anglais, etc., achetèrent des maisons, des usines, des terres, voire même des châteaux historiques à des prix dérisoires.

A la Chambre, au Sénat, à la Société d'études législatives, on s'occupa de la question. L'opinion publique elle-même s'émut. De tous côtés on ébaucha des projets de réforme de notre législation, qui devaient aboutir à certaines mesures atteignant par contre-coup les Italiens du Sud-Ouest.

Le 6 novembre 1922, la Chambre vote un projet de loi obligeant l'étranger à demander une autorisation au Gouvernement avant de conclure un achat de bien immobilier, un bail de plus de neuf années ou de prendre un bien immobilier à usufruit. L'autorisation demandée dans les deux mois est accordée par décret rendu sur le rapport du ministre de l'Intérieur. Elle peut être refusée et la décision du Gouvernement reste sans appel ni recours. L'étranger à qui l'autorisation est refusée ou retirée doit aliéner son bien.

Ce projet de loi ne fut jamais voté par le Sénat et ne le sera probablement jamais. Certains de ses membres, et non des moindres, en sont des adversaires irréductibles ⁽¹⁶⁾.

(16) V. Paon, *op. cit.*, p. 36.

Mais on n'en resta pas là. La Société d'études législatives elabora de nouveaux projets (17). En 1925 M. Petitfils, député, présenta une proposition de loi qui devait trouver un certain crédit auprès de nos parlementaires. Tout en reconnaissant l'impossibilité d'empêcher les achats d'immeubles par les étrangers, il proposait une hausse des droits d'enregistrement à l'occasion des mutations d'immeubles en faveur des étrangers. Notre change ayant baissé, il était naturel que l'étranger payât un droit plus élevé en compensation des bénéfices qu'il retirait de l'opération. Il proposait une augmentation du quadruple des droits d'enregistrement, ce qui faisait à cette époque 52 p. 100, le droit normal étant de 13 p. 100.

Cette proposition ne fut pas votée. Mais la campagne contre les achats méthodiques de propriétés continuait. Dans le Sud-Ouest elle prit une particulière inten-

(17) En 1924-1925, la Société d'études législatives prépara les 3 projets suivants dont M. Ripert disait qu'ils étaient aussi dangereux les uns que les autres. Le premier est celui de M. Lévy-Ullmann. Il émettait en quelque sorte une idée nouvelle. Le droit des étrangers à posséder des immeubles en France et le droit d'établissement et de séjour sont liés ensemble. Il serait alors possible de créer une catégorie spéciale d'étrangers : les propriétaires immobiliers. Les conditions à remplir pour pouvoir devenir propriétaire seraient celles prévues par l'article 13 du Code civil : l'admission à domicile. Mais aujourd'hui la loi du 10 août 1927 vient de le supprimer.

Les autres systèmes préconisaient aussi une limitation pure et simple des acquisitions. L'un, du regretté M. Pillet, interdisait l'acquisition d'immeubles dans certaines localités déterminées. L'autre, plus intéressant peut-être, préconisait le système d'interventions en cas d'abus.

sité⁽¹⁸⁾. Pendant la discussion de la loi de Finances de 1925 M. Missoffe⁽¹⁹⁾ proposa l'amendement suivant : « Pour les mutations d'immeubles, les étrangers seront soumis à une surtaxe de 20 p. 100; cette mesure n'intervient que dans un but fiscal. » La Chambre vota cet amendement à une grosse majorité.

Mais aussitôt les protestations s'élevèrent. Les Etats-Unis, l'Angleterre, l'Espagne, invoquèrent des conventions. Une circulaire du 14 janvier 1925 exonéra alors les ressortissants de certains pays; les droits déjà payés durent être restitués. Quelques jours plus tard, un député fait judicieusement remarquer que, seuls, les Belges et les Italiens, anciens alliés et de plus fournisseurs d'un important contingent de main-d'œuvre, n'en sont pas exonérés⁽²⁰⁾. L'amendement est alors définitivement supprimé.

Nous avons mentionné ces discussions, car elles furent suivies avec un grand intérêt par les Italiens propriétaires en Gascogne.

Quelle était la valeur juridique de cette loi du 6 novembre 1922 et de l'amendement du 4 décembre 1925 au regard de l'immigration italienne?

A notre avis, ces lois et tout autre acte juridique

(18) V. Chap. III, p. 104 et suiv.

(19) Lors de la discussion, M. Missoffe soutint son amendement et s'indigne qu'on cède aux protestations étrangères plutôt qu'à celles provenant de ressortissants des pays qui se sont violemment élevés contre les impôts rétroactifs imposés aux commerçants français.

d'ailleurs, tendant à limiter les droits des étrangers en matière d'acquisition d'immeubles étaient en complet désaccord avec l'article 9 du traité de travail de 1919 qui sous sa teneur spécifie :

« Pour tout ce qui concerne l'acquisition, la possession, la transmission de la petite propriété rurale et urbaine, les ressortissants de chacun des deux pays auront, sur le territoire de l'autre, les mêmes droits et avantages assurés aux ressortissants du pays, à l'exclusion toutefois des avantages concédés à l'occasion des faits de guerre et sous réserve des dispositions prévues dans l'intérêt de la sécurité nationale pour certaines zones où certains biens, par les lois relatives au séjour et à l'établissement des étrangers. »

Cet article prévoit bien certains cas où l'Etat peut empêcher l'acquisition d'immeubles, si l'intérêt et la sécurité de l'Etat l'exigent, par exemple, mais on ne pouvait invoquer pour nos régions, sans mauvaise volonté évidente, l'intérêt de l'Etat qui serait au contraire que tous ces émigrés devinssent petits propriétaires.

La proposition du 6 novembre 1922 qui exige une autorisation pour acquérir des biens immobiliers ramène la situation des étrangers à celle qu'ils possédaient avant la loi du 30 mai 1837. L'égalité avec l'indigène est rompue, d'une façon d'autant plus sensible que les conditions exigées sont draconiennes. Pour la même raison la proposition de loi de M. Petitfils et l'amende-

ment Missoffe étaient en désaccord avec le traité de 1919.

On peut objecter que le traité ne prévoit que l'acquisition, la possession ou la transmission de la petite propriété rurale ou urbaine et que, par conséquent, les mesures prises par le Gouvernement français étaient applicables aux moyens et aux gros propriétaires ? C'est exact, mais la loi, pour être irréprochable au point de vue juridique et même économique, aurait dû faire une discrimination et exonérer les petits propriétaires.

Sociétés de secours mutuels. — Elles sont régies par la loi du 1^{er} avril 1898. D'après l'article 3, § 3, les Français seuls peuvent participer à l'administration et à la direction de ces sociétés. Celles constituées entre étrangers n'existeront qu'en vertu d'un arrêté ministériel toujours révocable. Une société composée de Français ne peut être dissoute que si elle ne poursuit plus le but proposé.

D'après l'article 10 du traité, l'Italien membre d'une société de secours mutuels profite des mêmes avantages qu'un Français. Il peut même faire partie du conseil d'administration, sous réserve que le nombre des administrateurs étrangers ne dépassera pas la moitié moins un du nombre total des membres du conseil ⁽²¹⁾.

(21) Le projet primitif n'admettait qu'un tiers d'étrangers dans le conseil d'administration. La loi de 1898 permet aussi aux étrangers de former entre eux des sociétés de secours mutuels. Mais leur ca-

Les avantages offerts par le traité aux Italiens sont immenses. Pour les retraites par versement individuel, l'étranger, d'après l'article 27 de la loi, ne bénéficiait des subventions de l'Etat que s'il y avait un traité accordant des avantages équivalents à nos nationaux dans son pays d'origine. D'autre part, l'étranger ne pouvait bénéficier des pensions constituées sur fonds commun que s'il résidait en France. Les pensions sur fonds commun sont celles que la société sert à l'assuré sans qu'il y ait versement spécial de sa part, mais il faut être âgé de 50 ans, avoir acquitté les cotisations de sociétaire pendant quinze ans et remplir les conditions statutaires pour l'obtention de la pension (art. 23).

Cette obligation de résidence en France pour l'étranger était basée sur ce fait qu'on ne voulait pas que l'étranger pût dépenser dans son pays une rente servie par une société française.

Mais l'Italien est complètement assimilé au Français d'après l'article 10 du traité.

Assistance. — Cette question dépasse peut-être le cadre d'un traité de travail. Elle tient cependant une place importante dans celui de 1919. Les lois françaises sur l'assistance sont très dures pour l'émigré. A tel point que M. Paon pouvait écrire : « On voit com-

pacité est moindre. Elles ne peuvent devenir sociétés approuvées, ni bénéficier des avantages qu'offre l'Etat aux sociétés françaises. Par conséquent, nous ne voyons pas l'intérêt qu'auraient actuellement les Italiens à fonder des sociétés de ce genre.

bien le droit à l'hospitalisation est précaire pour certains émigrants et comment l'étranger malade non couvert par une convention d'assistance pourrait, théoriquement tout au moins, être abandonné sans secours sur la voie publique. » (21 bis).

Nous allons envisager les principaux cas d'assistance.

Assistance aux malades. — D'après la loi du 13 juillet 1893, tout Français malade privé de ressources reçoit gratuitement de la commune, du département ou de l'Etat, suivant son domicile, des secours, l'assistance médicale à domicile, ou, s'il y a impossibilité de le soigner utilement à domicile, sera admis dans un hôpital.

Pour que l'étranger pût bénéficier de cette loi, il fallait qu'une convention consacrat la réciprocité.

Actuellement, d'après l'article 12 du traité de 1919, l'Italien sera soigné dans les mêmes conditions qu'un Français. Mais les frais seront, suivant les cas, à la charge de la France ou de l'Italie.

En principe, le remboursement des frais n'est pas admis, surtout si le malade a cinq ans de résidence. Mais si cette résidence est de plus courte durée, l'Etat supporte les frais au cas de maladie aiguë, quelle qu'ait été la cause de cette maladie. Dans les autres cas, il ne supportera que les quarante-cinq premiers jours d'assistance (22). En pratique, l'Etat doit interrompre l'as-

(21 bis) Voir Paon, *L'immigration en France*, Paris, 1926.

(22) Soixante jours dans le traité franco-polonais.

sistance au bout des quarante-cinq jours parce que le pays d'origine, et en particulier l'Italie, fait des difficultés pour le remboursement⁽²³⁾.

Assistance aux vieillards, infirmes et incurables. — La loi du 14 juillet 1905 ne concerne que les Français. Mais l'article 12 du traité de 1919 assimile également les Italiens aux nationaux.

Pour les frais de remboursement, l'entretien soit à domicile, soit dans les hôpitaux, des vieillards, des infirmes, des incurables ayant au moins quinze ans de résidence continue dans le pays où ils sont admis au bénéfice de la pension d'assistance ou de séjour gratuit dans un asile de vieillesse, sont à la charge de l'Etat.

L'Italie aurait voulu établir un délai beaucoup plus court : trois ans par exemple. La France n'accepta pas, car il est naturel que l'étranger ait déjà rendu des services au pays par son travail pour qu'il puisse être assisté dans sa vieillesse.

Le délai est réduit à cinq ans, lorsque l'infirmes ou l'incurable est dans cette situation à la suite d'une maladie professionnelle.

Enseignement. — L'article 22 pose le principe de l'égalité de traitement entre les ressortissants des deux pays en ce qui concerne l'admission aux écoles publiques, et décide qu'une convention spéciale sera né-

(23) Dans ce cas, l'étranger est transporté à la frontière. Mais le rapatriement ne peut être imposé au cas d'assistance aux familles nombreuses et aux femmes en couches.

gociée « pour faciliter l'instruction primaire et l'instruction professionnelle des travailleurs immigrés et de leur famille ».

Cette convention n'a jamais été signée. Aussi plusieurs questions restent-elles pendantes.

L'école primaire est-elle obligatoire pour l'enfant italien ? En France, depuis la loi du 28 mars 1882, les enfants des deux sexes de 6 à 13 ans doivent fréquenter l'école primaire. Les uns prétendent que ces étrangers n'y sont pas soumis, cette loi n'étant pas une loi de police et de sûreté.

D'autres, au contraire, soutiennent la thèse inverse invoquant un arrangement du 15 juin 1910 sur la protection des jeunes ouvriers dans les deux pays.

L'article 4 spécifie, en effet, que toutes les dispositions de la loi du 28 mars 1882 s'appliquent aux Italiens, par conséquent l'enseignement primaire serait obligatoire. D'ailleurs, l'administration française semble faire tous ses efforts pour que l'enseignement primaire soit obligatoirement imposé aux enfants étrangers. Le protocole franco-polonais du 17 avril 1924 est formel sur ce point ⁽²⁴⁾.

Est-ce que les Italiens peuvent créer des écoles ?

La loi du 30 octobre 1886 ne s'y oppose pas en principe. Elle permet la création d'écoles exclusivement réservées aux étrangers. Elle prévoit même que des dis-

(24) Voir Pairault, *op. cit.*, p. 268.

penses de brevet pourront être accordées par le ministre de l'Instruction publique après un avis du Conseil supérieur de l'Instruction publique aux étrangers admis à jouir des droits civils en France, qui demanderaient à les diriger ou à y enseigner.

Si l'étranger ne peut obtenir la dispense des brevets, il doit demander l'équivalence de ses diplômes avec les diplômes français.

Cette latitude avait été insérée dans la loi pour que l'on pût ouvrir des écoles saisonnières dans les villes d'eaux très fréquentées par les étrangers. En pratique, il n'existe pas d'écoles entièrement étrangères, car il est difficile d'obtenir l'équivalence ou la dispense des diplômes. En outre, le postulant doit connaître parfaitement la langue française, ce qui est assez rare

CHAPITRE III

LES DIFFERENTES CATEGORIES D'AGRICULTEURS ITALIENS ET LEUR CONDITION ECONOMIQUE

Nous en arrivons maintenant à un aspect beaucoup plus économique de la question : l'installation de ces Italiens en Gascogne, leur mode d'exploitation, la situation des diverses catégories d'exploitants.

Les Italiens n'ont pas trouvé dans nos contrées une organisation économique bien différente de celle qu'ils avaient chez eux, du moins au point de vue des modes d'exploitation. Dans les collines de Lombardie, en Vénétie et au Frioul, le métayage est très en honneur. Le paysan cultive de petits domaines dont la surface varie entre 10 et 20 hectares, quelquefois même moins. La famille entière vit sur le sol qu'elle exploite de père en fils depuis de nombreuses générations. Au moment du chômage, les hommes cherchent un complément de salaires dans l'industrie ou à l'étranger. Ils affectionnent dans ces régions ce mode de culture, ne cherchant pas à devenir propriétaires. Outre que la terre est chère, le domaine, en effet, serait trop petit à la mort des parents pour être partagé utilement entre leur descendance.

Dans la vallée propre du Pô, dans toutes les régions où l'exploitation des cultures se fait sur une grande échelle, le métayage ne se conçoit plus. Il faut des capitaux importants pour l'installation, un fonds de roulement considérable pour les frais généraux, le fermage devient alors le mode d'exploitation tout indiqué. Le sol appartient en général à des gros propriétaires, qui l'afferment pour des sommes très élevées. Cependant la grande propriété est parfois divisée en parcelles peu importantes, cultivées chacune par une famille comme si elles étaient indépendantes.

L'Italien venu dans nos régions n'a donc pas été complètement dépaycé. Tous vivent, ici aussi, de la terre, mais ils la cultivent à titres divers. Les uns sont propriétaires du sol, d'autres fermiers ou maîtres-valets, la plupart métayers.

Quelle est l'importance de chacune de ces catégories? Le mouvement trop récent, les statistiques incomplètes (lorsqu'elles existent) ne permettent pas une réponse définitive. Nous avons déjà noté les obstacles auxquels on se heurte pour établir l'importance exacte du mouvement global, *a fortiori* est-il presque impossible de les cataloguer d'une façon certaine par classes d'exploitants. Il ne faut pas oublier également que la situation de beaucoup de ces étrangers a changé depuis leur installation. Tel qui était métayer au début est devenu propriétaire. Tel autre qui avait acheté fut obligé de vendre et de louer son travail, etc. Aussi ne peut-on faire qu'une estimation approximative.

D'après certaines personnalités, un quart du nombre total des Italiens serait propriétaire, un quart occuperait les terres en tant que fermiers, le restant, soit la moitié, serait des métayers ou des maîtres-valets. On trouve bien aussi quelques domestiques isolés, mais ils ne forment qu'une infime minorité, puisque l'émigration fut familiale.

Nous allons étudier, catégorie par catégorie, ces exploitants italiens.

§ 1. — Les métayers.

Ils constituent certainement le meilleur élément de cette immigration, celui qui a causé le moins de désillusions, et qui forme enfin la base de ce mouvement.

Le contrat de métayage passé entre l'employeur et la famille italienne ne diffère pas sensiblement de celui usité entre Français. Cependant il n'est pas conclu librement entre les deux parties. Il doit, au moins dans ses grandes lignes, se conformer à l'esprit du traité, sinon les autorités italiennes refuseraient leur visa. Pour faciliter les choses, le commissariat a proposé un modèle de contrat pour les métayers, comme d'ailleurs pour les maîtres-valets et les domestiques. On peut, par des clauses spéciales, déroger à certaines de ses dispositions, mais les modifications introduites ne doivent porter que sur des détails.

Ce contrat de métayage est très explicite. Il règle d'une façon précise les formalités d'entrée et de dé-

part, les salaires, le partage des bénéfices et des frais. Les diverses modalités du contrat varieront d'ailleurs suivant les contrées, mais les directives restent toujours les mêmes.

Le métayer s'engage tout d'abord à cultiver la terre, en bon père de famille, sans y commettre dégradation ni malversation, ni souffrir qu'il en soit commis. Le bailleur se réserve expressément la direction générale, notamment pour les modes de culture et l'achat ou vente des animaux. Le fermier ne peut faire aucun charroi rétribué pour autrui. Tous les travaux de culture et d'exploitation sont à ses frais. Il doit y consacrer tout son temps, ainsi que celui de son personnel.

A l'entrée du métayer, d'après le modèle officiel, il faut établir un état des biens, des bâtiments et des terres ainsi que des assolements. A son départ, le métayer est obligé de laisser le tout dans le même état.

A l'entrée également, il faut dresser un inventaire détaillé : a) du cheptel mort, c'est-à-dire des machines qui doivent être intactes à la fin du contrat. S'il y a des réparations, elles sont supportées par moitié; b) des animaux de travail et des animaux de croît. Le modèle officiel distingue nettement les deux catégories. Dans nos contrées, on ne le fait pas toujours, c'est une mauvaise habitude, car cette distinction évite des contestations regrettables à l'époque où le métayer quitte la propriété. A ce moment-là en effet, pour les animaux de croît, le métayer doit laisser un cheptel d'une

valeur équivalente à celle du début. S'il y a une plus-value, le métayer en profite jusqu'à concurrence de la moitié.

Pour les animaux de travail, il doit rendre des bêtes de même poids, de même race, de même âge, sexe et robe. S'il y a plus-value, elle se règle comme précédemment. Quelquefois le contrat stipule simplement que le métayer sera obligé de rendre des animaux de même valeur; à l'entrée du métayer on fait alors une estimation en argent. Cette façon de procéder présente des inconvénients.

Pour le propriétaire, si le bétail a augmenté sensiblement de valeur pendant la durée du métayage. A son départ, en effet, le métayer n'aura à laisser qu'un nombre moindre de bêtes, ou bien il partagera un bénéfice auquel, normalement, il n'a pas droit; l'exploitation peut aussi en souffrir si le nombre de paires de bétail ne suffit plus aux travaux.

Pour le métayer, si le prix du bétail a baissé, et qu'il soit obligé de payer à son départ la différence.

La rémunération se fait sur la base du partage, partage qui s'opère ordinairement par moitié dans nos régions.

Tous les produits récoltés, de quelque nature qu'ils soient, ainsi que les bénéfices ou pertes sur animaux de croît sont divisés en parties égales entre le propriétaire et le métayer, mais celui-ci devra rendre les récoltes revenant au propriétaire dans les locaux désignés par ce dernier.

Pour les animaux de basse-cour, les bénéfices seront partagés par moitié, quelquefois cependant ils sont abandonnés au métayer. Celui-ci fait alors une remise annuelle d'un nombre fixé d'avance de poulets, chapons et d'œufs.

Quant aux frais d'exploitation, le propriétaire en paie la moitié et, en particulier, la nourriture pour les animaux, les soins vétérinaires, l'entretien du matériel, les engrais et semences. Le propriétaire supporte seul les impôts fonciers, sauf les prestations qui sont faites par le métayer avec les animaux et le matériel du domaine. Les primes d'assurances contre l'incendie des animaux, du matériel, des récoltes, ainsi que les primes contre la grêle se partagent par moitié, clause logique et naturelle puisque les deux parties supporteront les conséquences des risques.

Pour le battage des récoltes, le bailleur rembourse au métayer la moitié des frais de machine et du charbon employé.

S'il n'a pas le droit de faire couper des arbres, le métayer peut faire le nettoyage des haies et prendre le bois qui lui est nécessaire pour son chauffage.

Ses opérations doivent être reportées sur un carnet de métayage tenu en double par le propriétaire et le métayer. Dans nos contrées les comptes se clôturent habituellement dans les premiers jours de novembre.

Avec les Italiens une question spéciale se présentait : celle des frais de voyage pour venir en France. L'Italie

avait inséré dans le contrat officiel que ces frais, ainsi que ceux des transports de bagages et de mobilier du lieu de résidence habituelle en Italie jusqu'au lieu de travail en France, étaient obligatoirement remboursés jusqu'à concurrence de la moitié par le propriétaire employeur. En fait, les métayers et les domestiques maîtres-valets sont presque tous venus de chez eux à leurs frais. Quelquefois cependant ils ont reçu des indemnités de déménagement.

Le contrat doit aussi mentionner la durée du bail. Dans nos régions on a tendance à faire un bail de 3, 6, 9 ans, renouvelable par tacite reconvention. Les agriculteurs du Sud-Ouest désirent surtout que ces baux soient assez longs avec les Italiens; le Gouvernement italien préférerait, au contraire, qu'ils fussent de courte durée.

Cependant ces Italiens ont besoin de s'acclimater. Les premières années ils tâtonnent, ne connaissant pas exactement la nature du sol, nos façons de cultiver. L'agriculture demande en effet un certain apprentissage. De plus, beaucoup de terres sont restées quelque temps sans être cultivées, certaines même ont recouvert la friche. Le sol, par endroits, s'est durci, rendant ainsi les premiers labours difficiles. Les résultats du début s'en ressentiront forcément. Ce n'est qu'à la longue que métayer et bailleur y trouveront leur compte.

Si les conditions semblent les mêmes à quelques détails près pour les métayers français et italiens, ces

derniers les ont acceptées avec une bonne foi et un esprit que l'on ne retrouve guère chez les premiers.

Avant 1914 et même depuis l'armistice jusqu'à la venue des étrangers, les métairies sans métayers étaient nombreuses. Ceux-ci avaient le choix et ils en profitaient pour abuser. Les terres bonnes et fertiles, à proximité des villes ou gros villages trouvaient seules preneurs. Le métayer, bien souvent, imposait au bailleur les conditions du contrat beaucoup plus qu'il ne les subissait, et le manque de main-d'œuvre, de leurs prétentions, en faisait presque des droits.

Les Italiens se montrèrent moins exigeants; pas assez même parfois; ils cultivèrent volontiers des terres dont personne plus ne voulait.

Ils ont accepté aussi le partage intégral par moitié de tous les produits de la propriété. Le métayer français ne le supportait qu'avec difficulté. Il avait tendance à soustraire du partage les produits secondaires de la métairie : pommes de terre, haricots, fèves, pois, etc., en se plaignant de la vie chère et du peu de rendement des cultures.

Enfin le métayer italien accepte facilement l'ingérence du patron dans la direction de la métairie, ce qui est conforme au contrat et logique puisque cette collaboration forme la base du mode d'exploitation. Le métayer français voulait être son maître. Il avait pris l'habitude de commander et n'obéissait guère aux ordres du bailleur.

Les bonnes dispositions des métayers italiens ont souvent été mises à contribution par les propriétaires français. Certains n'hésitaient pas à rendre aussi dures que possible les conditions du contrat au détriment du travailleur immigré. C'était d'autant plus facile que parfois il changeait de métairie; les autorités italiennes ne pouvaient plus aussi facilement contrôler les clauses du nouveau contrat et empêcher qu'on le lésât. Mais actuellement il n'en est plus tout à fait ainsi. L'Italien s'acclimate. Il se montre plus exigeant dans les conditions du bail et demande une situation équivalente à celle des métayers français. Certains propriétaires s'en plaignent, mais cette évolution est normale.

§ 2. — Maîtres-valets, journaliers ; fermiers.

Après les métayers, les maîtres-valets et les journaliers forment, parmi les salariés, la catégorie la plus importante. Mais elle tend à disparaître, même parmi les Français. Le paysan préfère cultiver la terre comme métayer. Il est plus maître de sa personne, possède une initiative, une liberté qui lui échappent s'il ne travaille que comme maître-valet. La rémunération fixe, perçue quoi qu'il arrive, diminue évidemment ses risques, mais ne l'incite pas à fournir de gros efforts dont il ne profitera pas.

Dans certaines contrées, les hommes sont gagés à l'année. Le contrat d'ailleurs n'a pas une durée plus

longue. Les femmes, au contraire, ainsi que les fils et les garçons, sont payés à la journée, d'après les salaires donnés aux Français de même catégorie; le propriétaire doit assurer à ces travailleurs un minimum de deux cents jours de travail par an.

La durée de la journée ne peut excéder celle fixée dans le contrat de travail. Le propriétaire devra payer chaque heure supplémentaire à un taux convenu d'avance. Les grandes fêtes et dimanches sont jours fériés.

Le salaire comprend une partie en argent, une partie en nature. Celle-ci tend à être la plus importante, car le paysan préfère payer avec des produits qu'il récolte qu'avec de l'argent. Il lui semble qu'il donne moins. Dans la région de Toulouse, d'après M. de Boyer-Montégut, on leur donne 1.000 francs par homme et par an, 13 hectolitres de blé, 5 hectolitres de vin, 200 fagots, un jardin potager, le droit d'élever un certain nombre de volailles et un porc, de 20 à 36 ares de terre pour cultiver des plantes sarclées ou une certaine surface de terrains cultivés de compte à demi avec le propriétaire, très souvent une part de profit sur le bétail de croît. Ce mode de rémunération n'est pas général. Bien souvent on distingue les maîtres-valets taxés et les domestiques ordinaires.

Les maîtres-valets taxés sont rémunérés comme précédemment parce qu'ils doivent se nourrir sur ce qu'on leur donne. Mais ce système présente des inconvé-

nients. Le domestique travaille son petit jardin, élève sa volaille et son porc, et néglige les travaux du propriétaire. Aussi beaucoup d'employeurs nourrissent-ils entièrement leurs domestiques, préférant leur donner par exemple tant de kilos de viande par an que de leur permettre d'élever un porc.

D'autre part, dans le Gers (région de l'Armagnac principalement), on paie les maîtres-valets par couples en leur donnant de 2.500 à 4.000 francs de fixe, 5 à 6 hectolitres de blé par personne, 3 à 4 hectolitres de vin, un porc et quelques autres denrées en nature.

Quant aux ouvriers séparés, leur nombre n'est guère élevé dans nos contrées. Leurs conditions d'existence ne diffèrent pas sensiblement de celles des ouvriers français. Pour le logement, les hommes et les femmes doivent avoir des chambres séparées : il est encore admis que les charretiers, bouviers et vachers peuvent coucher dans les étables.

En cas de maladie légère, le modèle officiel du commissariat prévoit que le propriétaire prendra à sa charge les soins des sept premiers jours de maladie. En cas de décès, il doit s'occuper de l'enterrement.

Les frais de voyage sont à la charge de l'employeur. Si le contrat est régulièrement observé ou s'il y a congédiement sans motif valable, l'Italien aura le droit, à son départ, de recevoir une indemnité de voyage égale à celle de l'aller. Ceci constitue une garantie précieuse pour l'immigrant qui possède ainsi la certitude

de ne pas être complètement abandonné sur le sol étranger.

Comme salaire, on leur donne en général 200 francs par mois, logé, nourri et blanchi. Les prétentions de certains Italiens poussés par des compatriotes plus avisés dépassaient largement ce taux normal. Ils demandaient jusqu'à 350 francs par mois, logés, nourris et blanchis. Ce qui évidemment était exagéré.

Pour les baux à ferme, il n'existe pas de modèles officiels. Les fermiers forment, surtout dans le Gers, une minorité. Ce genre d'exploitation peu employé dans nos régions de petites propriétés ne convient guère non plus aux Italiens; non que chez eux le fermage n'existe pas, nous avons vu le contraire, mais le fermier est un capitaliste. Dans le Sud-Ouest, l'Italien riche a préféré acheter des terres, l'Italien pauvre louer son travail comme métayer ou maître-valet. La colonie de Blanquefort est cependant un type curieux d'affermage du sol. Le prix du bail présente même la curiosité d'être variable, exemple presque unique dans nos régions.

§ 3. — Les propriétaires.

Ils forment la classe la plus intéressante de ce mouvement d'immigration, parce que plus qu'une autre elle se prête à la critique. Le propriétaire se distingue nettement en effet du métayer ou du domestique au point de vue économique et social mais surtout au point de vue politique lorsqu'il s'agit d'étrangers.

Le métayer n'est pas son maître, quoi qu'il fasse, il est un salarié soumis à certaines lois de travail qui le dominant et qu'il doit subir. Le propriétaire jouit d'une liberté presque entière. Il cultive comme il l'entend. Personne en temps normal ne peut l'obliger à exploiter s'il veut laisser en friches, le contraindre à agir dans un sens plutôt que dans un autre. Il a droit d'*usus* et d'*abusus*.

Au point de vue politique surtout, il peut devenir un danger puisqu'il possède une partie du sol national. Si les achats sont importants dans une région, les conséquences peuvent en être graves. M. le sénateur Carrère, dans une interpellation, en 1925, a bien mis ce fait en lumière : ces étrangers propriétaires vont former un état dans l'Etat.

D'autres cependant sont moins pessimistes, estimant que le sol attache au contraire l'étranger. Il en résulte des controverses sans fin. On a écrit beaucoup sur la possession du sol français par des immigrants, des exagérations surtout; ce fut le cas pour la Gascogne.

Les Italiens ont beaucoup acheté dans nos régions. Il y eût même un véritable emballement, bien compréhensible au fond car la situation était tentante pour ces émigrés.

Chez eux, surtout dans la vallée du Pô, la terre est excessivement chère. Nous avons déjà parlé de 30.000 francs pour un hectare. Avant la guerre, M. Champault écrivait dans la *Science sociale* que

l'hectare valait en moyenne 5 à 6.000 francs. Mais ces terres bien irriguées, formées d'alluvions, sont excessivement fertiles. Une famille peut vivre sur 3 à 4 hectares cultivés comme un jardin.

Il est loin d'en être de même chez nous. Quoique d'un bon rendement, la terre ne donne pas des résultats aussi satisfaisants. L'irrigation se fait avec difficulté, sauf sur les bords de la Garonne; les maigres rivières de la rive gauche sont d'un faible secours. Le sol, parfois en pentes abruptes, est pénible à cultiver. Bien souvent il faut défricher de nouveau, repréparer la terre pour une récolte médiocre. Les Italiens ne tinrent pas assez compte de ces faits. Quand ils apprirent que, dans nos régions, on trouvait des terres à moins de 1.000 francs l'hectare avec une maison d'habitation, des communs, des instruments aratoires, etc., ils ne pouvaient le croire. Des terres mêmes se vendaient à raison de 300 francs l'hectare. Ils furent enthousiasmés, mettant cette situation inespérée pour eux, uniquement sur le compte de la dépopulation. Ils s'imaginèrent avoir trouvé un nouveau Pérou, une occasion unique de faire fortune. Aussi capitalistes en quête de spéculations, travailleurs ayant réalisé quelques économies vinrent nombreux avec l'idée d'acheter, de payer même plus cher que le taux normal, espérant faire encore une bonne affaire tant la marge était grande.

Mais des « médiateurs », hommes d'affaires ou aigre-

fin, sans situation sociale, quelquefois gradués en droit, plus souvent « dottori », mais « dottori » en comptabilité et tout simplement « raggioneri » ⁽¹⁾ surent exploiter cette façon de voir au détriment des travailleurs.

En général, ils n'opéraient pas seuls. L'Italien faisait association avec un Français. Celui-ci connaissait les lieux, celui-là attirait les immigrants et leur inspirait confiance, car, en pays étranger, on éprouve toujours une sympathie instantanée pour un compatriote. Souvent même, ils allaient à la gare attendre ceux qui arrivaient, les amenaient en auto, dès leur descente du train, visiter plusieurs propriétés jusqu'à ce qu'enfin ils en trouvassent une à leur convenance. Evidemment ces domaines étaient la plupart du temps les plus mauvais, ceux dont personne ne voulait plus, soit que le sol fût naturellement peu fertile, soit que la friche ait déjà tout envahi. On leur vendait à raison de 3, 4.000 francs l'hectare ce qui, tout au plus, valait 1.000 francs. Et l'affaire leur semblait bonne, car ils se voyaient à la tête d'une propriété 5 ou 6 fois plus grande que celle qu'ils auraient pu avoir en Italie. Ils croyaient réaliser leur rêve et même au delà, d'autant plus qu'on leur offrait des facilités de paiement. Ils s'acquitteraient plus tard quand les bénéfices seraient importants. En attendant, ils empruntaient à des

(1) J. Esparbès, *Le Sud-Ouest économique*, p. 1470, n° du 16-30 novembre 1926. La colonie agricole italienne dans le Sud-Ouest.

banques qui, prenant une première hypothèque, grevaient encore le bien par le jeu des intérêts.

Telle fut la première erreur de ces propriétaires, mal conseillés, en proie à ces intermédiaires dont le rôle fut néfaste pour l'économie nationale. Mais ils furent aussi victimes d'une autre erreur. La grande majorité arriva avec un petit capital. Ils l'employaient en entier à l'achat de la terre, souvent même il ne suffisait pas. Ils commençaient donc l'exploitation sans fonds de roulement, alors qu'il doit avoir au contraire une certaine importance dans une propriété qu'il faut remonter. Ils ne tinrent pas assez compte, en effet, que souvent de grandes dépenses d'amélioration devaient être faites pour que l'exploitation fût normale : réparation de maisons, achat de cheptel vif ou mort, défrichement de terres, etc. En Italie, les terres qu'ils quittaient étaient en plein rendement, le fonds de roulement dans beaucoup de cas pouvait rester minime, surtout lorsque la main-d'œuvre est abondante et les conditions de vie inférieures. Pour continuer, il leur fallut donc emprunter de nouveau aux banques, ce qui n'améliora pas leur situation. Le crédit agricole, de son côté, ne leur fut pas d'un grand secours, par son organisation encore assez rudimentaire, du fait surtout que les caisses régionales ne voulaient pas leur prêter à long terme.

Enfin beaucoup d'Italiens vinrent avec l'idée qu'on est toujours assez fort pour diriger une exploitation

agricole et l'on vit ainsi des bouchers, des cordonniers, voire même des perruquiers acheter des propriétés. Ceux-là surtout devaient connaître plus tard de sérieux déboires et le plus souvent échouer lamentablement.

Ainsi au début les résultats furent en général mauvais, ce qui se traduisit par un sérieux mécontentement. Rares étaient ceux qui s'estimaient satisfaits, car, devant la réalité, leurs illusions tombèrent. Une ère de privations et de sacrifices commençait pour beaucoup. Certains, ceux qui n'étaient pas agriculteurs de leur métier, après quelques essais malheureux, revendirent et repartirent chez eux, à moins qu'ils ne reprissent leur métier antérieur dans les villes voisines. Les véritables agriculteurs luttèrent pour tenir. Certains revendirent leurs biens mais gardèrent la terre comme métayers.

Cette situation déplorable émut le Gouvernement italien. A deux reprises, le commissariat fit paraître une circulaire signalant le danger des achats inconsidérés. L'une, le 29 décembre 1923, adressée aux préfets des villes d'où viennent les plus forts contingents d'émigrés, l'autre, le 6 octobre 1924, essayant de mettre en garde les émigrés contre les bureaux de vente et les intermédiaires (2).

Actuellement, quoique la situation soit encore précaire, elle commence à s'améliorer sensiblement. Le

(2) V. précédemment chap. I.

rendement est meilleur; ils remboursent peu à peu leurs dettes, beaucoup même sont complètement libérés. Ils ont profité de la hausse de certains produits agricoles comme le vin, pour se remettre à flot. Quoi qu'il en soit, pour ceux qui ont encore des dettes, le privilège du vendeur est très gênant. S'il en exige le remboursement le propriétaire est obligé de revendre. En 1926, ce mouvement de reventes a été assez important : Dans le Gers, 58 propriétés furent échangées, dont 37 d'Italiens à Français. Dans les autres départements, on a constaté aussi le même phénomène, peut-être moins important, car le rendement en général y est meilleur. Ce symptôme montre, d'une façon caractéristique, la situation défectueuse de beaucoup d'entre eux.

Tous cependant n'ont pas commis les mêmes erreurs, ni supporté les mêmes déboires. Certains étaient instruits, expérimentés, connaissaient la valeur exacte des terres; leurs achats se firent au cours normal. Disposant de capitaux importants, ils purent faire des améliorations, parer aux éventualités toujours possibles en agriculture. Cultivant sur de vastes domaines, ils y introduisirent des cultures nouvelles qui pourront peut-être dans l'avenir augmenter la richesse de nos régions (3).

Mais il reste une question grave et controversée au sujet de ces propriétaires. Quelle est l'importance exacte

(3) V. chap. IV.

des surfaces cultivées par cette catégorie d'exploitants?

On a écrit, à notre avis, beaucoup d'exagérations sur ce point particulier. Les Français qui ont assisté à ce mouvement furent victimes d'un affolement excusable à certaines époques, mais que les événements ne semblent nullement avoir justifié.

Déjà, en 1924, M. Larnaude, doyen honoraire de la Faculté de droit de Paris, signalait à la Société d'études législatives que dans notre Sud-Ouest des étrangers achetaient des propriétés de 400 hectares et plus, et cet éminent professeur concluait : « Nous sommes en ce moment entourés d'étrangers, nous subissons une véritable invasion. » (4).

Au mois d'avril 1925, M. Carrère, sénateur, fit une interpellation au Sénat au moment de la discussion du budget de l'agriculture. Elle avait pour but de montrer les dangers qu'offrent les acquisitions de propriétés par l'élément étranger et plus spécialement italien. La terre française devient étrangère; même le fermage donne à l'Italien la direction d'une parcelle de notre sol. Si l'on n'y prend garde des flots se formeront. En parallèle, il mettait la situation de l'agriculture française supportant mal cette concurrence (5).

(4) *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1925, n° 1, p. 42.

(5) « Combien est tragique la situation de ces agriculteurs qui souvent pendant la guerre ont fait tout leur devoir et qui n'ont pas profité des conjonctures économiques favorables de ceux qui restaient à l'arrière et au moment où par l'augmentation des salaires, ils avaient fait des économies, la concurrence étrangère est venue détruire leurs espoirs. » *Journal officiel* du 8 avril 1925, Débats parlementaires, Sénat, p. 701.

Mais ce sont surtout les grands quotidiens de Paris ou de province qui signalèrent ce prétendu danger. D'ailleurs certains articles, résultat d'enquêtes trop hâtives, d'impressions superficielles sur un mouvement essentiellement changeant, parfois même écrits avec des idées préconçues, n'ont pas la valeur documentaire qu'on pourrait en attendre.

Les articles qui eurent certainement le plus de retentissement furent ceux que publia M. E. Helsey dans le *Journal*. Toute une série aux titres inquiétants parut en juin 1923 : « La terre française aux mains des étrangers », « Une puissante poussée italienne envahit nos plaines et méthodiquement acquiert le sol », « Les étrangers à Nérac », etc. ⁽⁶⁾, « Ils ont trouvé dans nos régions un paradis terrestre, un nouvel Eden, et c'est en foule qu'ils arrivent », « La terre ne peut pas sans de graves périls passer ainsi, par larges pans, en des mains étrangères; c'est déjà beaucoup qu'on leur cède à bail, on ne saurait consentir à la laisser annexer. »

Ces articles émanant d'un grand journaliste produisirent une profonde impression. D'autant plus que d'autres quotidiens firent écho. Le *Figaro*, quelques jours avant le 1^{er} mai 1923, consacrait deux colonnes à la coalition étrangère, demandant la restriction de leurs droits ⁽⁷⁾. Le 18 octobre suivant, A. Rendu, spécialiste des questions d'agriculture, se faisait un devoir

(6) V. *Le Journal*, 4 au 21 juin 1923.

(7) V. *Le Figaro*, du 1^{er} mai 1923. L'article parle aussi de l'influence de l'école.

de signaler dans l'*Express du Midi* que, depuis trois ans dans sa commune, la dixième vente de propriété rurale au profit des étrangers venait d'être conclue. « La raison de ce fait déplorable est la dépréciation de notre monnaie. Nous assistons à une dépossession du sol national, etc. » (8).

Nous connaissons le résultat de ces campagnes : le vote de l'amendement Missoffe et l'établissement d'une surtaxe, rapidement supprimée, d'ailleurs (9).

Cette campagne contre la possession de terres par des Italiens ne se justifie pas. Certainement, de 1924 à 1926 surtout, les achats ont été considérables et cela par fortes poussées. Il y a bien eu un véritable emballement de la part des populations italiennes, mais il n'a jamais atteint les chiffres fantastiques que certains ont donnés.

On peut lire, en effet, dans les articles de M. Helsey, qu'ils ont acquis 30 à 45 p. 100 de terres gersoises, exception faite des biens communaux. Pour les autres départements du Languedoc et de Gascogne, on ne serait pas loin de 15 à 20 p. 100 (10). Réfléchissons quelques instants pour comprendre l'erreur commise. Le Gers, par exemple, compte 628.000 hectares, 30 à 40 p. 100 représentent le tiers environ, ce qui ferait appro-

(8) N'ayant pu trouver l'article, nous le citons d'après M. de Boyer-Montégut, *op. cit.*, p. 32.

(9) V. chap. précédent, p. 76 et suiv.

(10) E. Helsey, *Le Journal*, 200.000 Italiens d'ici trois ans coloniseront notre Sud-Ouest, juin 1925.

ximativement 200.000 hectares achetés par les Italiens. Une telle situation serait inquiétante, encore faut-il ajouter à ces chiffres les surfaces travaillées par ces étrangers en tant que métayers ou domestiques.

M. Paon est le premier qui, dans son livre sur l'immigration, a fait justice de ces chiffres. Il estime à très juste raison que, dans le Gers, à peine 2,07 p. 100 des terres appartiennent à des étrangers, dans le Lot-et-Garonne, 1,5, dans le Tarn-et-Garonne, 1,01, dans la Haute-Garonne, 0,6 p. 100 seulement. Par conséquent dans le Gers, 13.000 hectares, dans le Lot-et-Garonne, 8.000 hectares, dans le Tarn-et-Garonne et la Haute-Garonne, 4.000 hectares; ceci fin 1925. Ce sont des données évidemment approximatives. Dans ces estimations, il faut encore tenir compte des superficies possédées par les Espagnols, dont le nombre n'est pas négligeable dans nos régions. Pour le Gers, par exemple, on peut dire qu'en 1925, guère plus de 10.000 hectares étaient possédés par des Italiens. D'ailleurs, les syndicats agricoles, les autorités départementales se sont insurgés contre ces assertions exagérées. M. le Préfet du Gers⁽¹¹⁾ en particulier s'occupa sérieusement de la question. Il fit faire des enquêtes précises sur le nombre, sur la situation matérielle et morale de ces émigrés. De son côté l'enregistrement s'efforça de savoir exactement les surfaces ap-

(11) Auquel nous tenons à rendre un hommage public pour l'empressement avec lequel il a bien voulu nous mettre au courant des dernières enquêtes effectuées dans le département.

partenant à des mains étrangères. Malheureusement les résultats n'ont pas été publiés, mais ils ont servi probablement de base aux estimations de M. Paon.

Des enquêtes plus récentes, il en résulte, comme nous l'avons montré, une augmentation des achats. En février 1926, dans le Gers, on trouve 17.178 hectares possédés par des étrangers, d'où augmentation de 4.000 hectares sur le chiffre de 1925. La proportion passerait ainsi à 2,74 p. 100 des terres. Dans toute l'année 1926, plus de 3.000 hectares ont été achetés par des Italiens. Pour les autres départements, nous ne possédons pas de données exactes, mais la proportion des terres achetées par les immigrants a certainement suivi la même évolution, peut-être un peu plus forte, car beaucoup préfèrent acheter dans les départements limitrophes.

Nous sommes donc loin des chiffres annoncés par les journaux, d'autant plus que, pour la grande majorité, ces achats sont réguliers. Le nombre de propriétaires possédant ces surfaces ne s'est pas écarté de la normale. Les achats de 1919 à 1925 ont été faits par 330 personnes, ce qui fait une moyenne de 30 hectares par acheteur. Ceci n'a rien d'extraordinaire pour nos régions. Les achats de très grandes propriétés constituent l'exception.

Actuellement on constate d'ailleurs un mouvement plutôt inquiétant. Si quelques émigrés achètent encore, beaucoup revendent, et leur nombre va crois-

sant. Nous avons déjà cité des chiffres. En 1926, dans le Gers par exemple, 58 propriétés ont été revendues par des Italiens, les unes à leurs compatriotes, mais 37 aussi à des Français, portant sur une superficie de 2.185 hectares. Rien ne semble donc prouver que la terre gasconne aille passer entièrement aux mains des étrangers.

Non seulement on s'est plaint des trop grandes acquisitions que faisaient les Italiens, mais on a dit aussi que ces acquisitions étaient méthodiques, qu'il s'agissait d'une dépossession puissante et durable, que ces mouvements d'achat étaient réglés par les consuls, par le commissariat pour former une véritable colonie dans le Sud-Ouest.

Un grand quotidien de Toulouse est même allé beaucoup plus loin. Il a prétendu que le Gouvernement fasciste avait l'intention de réunir dans une vaste association tous les Italiens, petits agriculteurs dans le Sud-Ouest. Une banque, la Franco-italienne, en l'espèce, financerait l'entreprise. Elle recevrait de « l'Istituto nazionale commerciale lavoranti all'estero » cinquante millions, somme qui, en définitive, d'après le journal, serait avancée par le Gouvernement. La banque ne pourrait prêter qu'à l'association, dont les membres, pour la plupart, n'ont pas acquitté intégralement le prix d'achat. La banque payerait les annuités restantes, se chargerait des frais d'exploitation et pour les sommes déjà versées les rembourserait à

l'agriculteur, sous forme d'actions. L'émigré ne serait plus ainsi propriétaire, le sol passerait à une collectivité mais, concluait le journal, « il en résultera que le Gouvernement italien étant le véritable prêteur, c'est lui qui, sous le double couvert de cette association et de cette banque, se trouvera le propriétaire final » (12).

De telles idées impérialistes de la part du Gouvernement italien nous semblent surfaîtes; en tout cas, il est difficile d'en vérifier l'exactitude. La cause de leur venue, à notre avis, paraît beaucoup plus simple. Ce mouvement d'immigration est essentiellement un mouvement économique; il ne faut pas y voir autre chose. Nous ne pouvons admettre qu'en général ceux qui ont acheté l'aient fait avec un ordre, une arrière-pensée. Certains propriétaires sont peut-être des missionnaires de leur gouvernement, mais généraliser serait une erreur.

Tout ce que l'on peut concéder, c'est que le Gouvernement italien ait voulu suivre de très près ce mouvement, car il en comprenait toutes les conséquences. Il a nettement vu, contrairement à ce que l'on a dit, que ces achats étaient une perte de capitaux pour l'Italie déjà pauvre. M. F. Colleti l'a exprimé catégoriquement dans un article paru dans le *Corriere della Serra* (13). Perte d'autant plus sensible que ce capital

(12) *La Dépêche*, Articles de Pierre et Paul, Idées et Doctrines : le Foyer français, 5 mars 1927.

(13) V. *Corriere della Serra*, 28 janvier 1925.

avait de fortes chances de ne plus repasser la frontière. Même si l'étranger revendait un jour pour repartir chez lui, récupérerait-il le prix d'achat ? Probablement que non, car les acheteurs sont rares, surtout parmi les Français. Il subirait certainement une moins-value d'autant plus forte que le mouvement de revente serait plus important.

Aussi a-t-il essayé de drainer ces capitaux en les attirant dans des associations italiennes et en favorisant l'établissement de banques. Plusieurs établissements de crédit installèrent en effet des succursales dans le Sud-Ouest, et en particulier la Banque française et italienne pour l'Amérique du Sud, la Banque commerciale italienne et la Banque franco-italienne qui fit une faillite retentissante.

Le Gouvernement italien a compris aussi l'emprise qu'à la terre sur celui qui la cultive, et l'obstacle que constituerait la possession de propriétés au retour éventuel de ces Italiens dans leur pays d'origine. Il craignit qu'un jour, si on venait leur dire de repartir chez eux, qu'ils y trouveraient du travail et du bien-être, qu'ils ne refusassent, alléguant qu'ils sont propriétaires et qu'ils ne peuvent revendre leurs terres. Peut-être a-t-il eu l'idée alors de se substituer à l'émigré, mais raisonnablement ce vaste projet ne pouvait être voué qu'à un échec.

Le commissariat ne semble d'ailleurs pas avoir encouragé les achats en Gascogne. Par des circulaires,

l'une du 29 décembre 1923 et l'autre, déjà citée, du 6 octobre 1924, il mettait en garde les Italiens contre les promesses qu'on leur faisait dans le Sud-Ouest. Il leur déconseillait d'acheter s'ils ne voulaient pas risquer le peu d'économies qu'ils ont réalisé.

D'autres articles, d'ailleurs, parus dans des journaux italiens, signalent le même danger ⁽¹⁴⁾.

Il n'y a donc pas plus à s'inquiéter du caractère de ces achats que de leur importance, la situation de l'immigrant propriétaire offre beaucoup plus d'avantages que d'inconvénients.

§ 4. — L'association coopérative: la colonie de Blanquefort.

A côté de ces formes normales d'exploitation, on retrouve ici parmi les Italiens un mode de cultures que les Français ne connaissaient pas : le travail en commun par l'association.

L'Italien affectionne ce mode d'exploitation et il l'a pratiqué en Gascogne. Il y a l'association imparfaite, celle qui n'est pas basée sur un contrat, mais uniquement sur des liens de parenté ou de sympathie qui incitent les familles à se rapprocher, à supporter ensemble les ennuis de l'exil, les déboires qui les attendent sur un sol étranger. Plusieurs familles se réu-

(14) V. *Faits sociaux et ouvriers*, n° 250. *Contre l'émigration paysanne italienne en France*.

nissaient, achetaient de préférence de grandes propriétés et se partageaient la besogne. Ces exemples sont très fréquents. Près d'Auch, 3 beaux-frères prirent en commun un grand domaine, groupant une centaine de personnes autour du même foyer. Mais ce genre d'exploitation n'éprouva souvent que des mécomptes; les terres ne produisaient pas assez pour les nourrir, la brouille venait détruire bien des fois l'entente du début; les résultats furent médiocres.

Il y a aussi l'association coopérative établie sur des bases légales organisée scientifiquement, représentée d'ailleurs par un exemple unique, mais fort intéressant : la colonie de Blanquefort, petit village gersois peu éloigné d'Auch. Elle mérite une étude spéciale, non par le nombre des Italiens qu'elle englobe, minime proportionnellement aux chiffres globaux, mais parce qu'en Italie elle a défrayé les chroniques, elle est connue de ceux que ce mouvement d'immigration intéresse, et de nombreux journaux lui ont consacré des articles élogieux.

C'est un exemple original aussi, car, en France, si la coopérative a du succès dans l'industrie, l'agriculture en reste le plus souvent à l'exploitation individuelle; chaque paysan tient à son bien, à ses machines, à son cheptel. « Que d'obstacles pratiques, s'écrie M. Gide, car chacun estime que sa terre vaut mieux que celle du voisin. Si les propriétés sont contiguës, loin d'être enclins à l'association, ils seront probablement

en guerre, car, pour tout paysan, le voisin c'est l'ennemi. » (15).

Cependant on en trouve quelques rares exemples en France. En 1917, 20.000 hectares étaient exploités par 40 coopératives. Dans le Sud-Ouest en particulier, on fit des efforts pour pallier ainsi le manque de main-d'œuvre. M. Couzinet avait organisé 7 coopératives dans la Haute-Garonne. En 1918, elles exploitaient 807 ha. 74. Dans le Gers une seule, cultivant 40 hectares. Ces sociétés éprouvèrent de grosses difficultés, le matériel qu'elles avaient appartenait à l'armée qui le supprima. Une grande partie de la main-d'œuvre venait de Tunisie, elle regagna l'Afrique. Tels furent les quelques essais timides.

En Italie, au contraire, ce mode d'exploitation jouit d'une grande faveur auprès de la masse paysanne. Les coopératives sont créées la plupart du temps par des œuvres pies ou de grands propriétaires, dans un but presque toujours philanthropique. L'agriculture italienne souffre en effet de deux grands maux : le chômage et les intermédiaires.

Le chômage, par suite de l'abondance de la main-d'œuvre, revient à chaque hiver, laissant une partie de la population dans l'inaction forcée et souvent la misère. Quant aux intermédiaires on connaît leur rôle néfaste, pressurant l'ouvrier et, comme un parasite,

(15) *Les institutions du progrès social*, p. Ch. Gide, p. 513.

cherchant à vivre à ses dépens. Malheureusement, comment l'éliminer dans un régime d'absentéisme ? Sa présence est indispensable, presque fatale, à moins que la coopérative ne le remplace au mieux des intérêts de l'agriculteur.

Ce ne sont cependant ni les intermédiaires ni le chômage qui ont déterminé les organisateurs italiens à créer dans le Sud-Ouest une coopérative de production. L'intérêt du paysan fut, malgré tout, leur guide. Ils poursuivaient un double but. Au point de vue économique, éviter à ces Italiens les ennuis de l'émigrant qui, seul avec sa famille, vient chercher sa nourriture sur le sol étranger; désorienté, il écoute le premier qui lui parle, souvent pour sa perte.

Au point de vue moral, maintenir l'émigré dans la même santé morale qui fait sa force en Italie; éviter l'introduction des idées nouvelles d'individualisme dans ces familles prolifiques et unies.

Enfin, conserver aussi forts qu'auparavant leurs sentiments religieux, car c'est une société catholique qui patronne la colonie, « l'Association catholique du diocèse de Bergame ». On a parlé à tort de l'œuvre du cardinal Ferrari. Tous les membres de la colonie sont des bergamasques, des villages environnant la ville ⁽¹⁶⁾.

(16) Nous devons ces renseignements à M. l'abbé Gramont, curé de Blanquefort; nous tenons à lui exprimer toute notre reconnaissance pour l'empressement avec lequel il voulut bien nous documenter.

Dès que parvint en Italie l'écho de la situation malheureuse de bon nombre d'exploitants, l'émigration restant toujours une nécessité pour la province, l'œuvre comprit qu'elle devait agir, suivre l'ouvrier sur la terre française et lui procurer les moyens moraux, techniques, religieux et économiques qui lui permettraient de faire face aux premières difficultés. On essaierait d'établir en Gascogne une société coopérative de production basée sur les mêmes principes que celles existant déjà en Italie. La direction en fut confiée à un ingénieur agronome, M. Milesi. Le choix ne pouvait être meilleur, car M. Milesi joint aux qualités techniques un dévouement profond à la cause de l'émigration. Il le prouva largement au cours de ces dernières années, surmontant de nombreuses difficultés.

Il fallait tout d'abord trouver un emplacement assez vaste pour loger plusieurs familles et leur permettre d'exercer leur activité. Dans nos régions de petites propriétés, la chose n'était pas facile. En novembre 1923, M. Milesi vint en France, avec une commission d'hommes d'affaires expérimentés, composée de 2 prêtres et d'un autre ingénieur agronome. Un des prêtres parlait français. Ils visitèrent tout le Sud-Ouest sans trouver quelque chose qui fût à leur convenance. On leur signala enfin le domaine du Bruka, à Blanquefort. Ils vinrent et arrêtaient leur choix sur cette propriété.

L'emplacement se prêtait d'ailleurs merveilleuse-

ment à leurs desiderata. Le domaine du Bruka appartient au marquis de Scoraille; c'est un vieux château, bâti sur une colline, dominant la vallée de l'Arrats. Un parc immense cache la demeure centenaire, qu'habite le propriétaire. Aux alentours, formant arc de cercle, on aperçoit les métairies. Elles sont au nombre de sept, facilement reconnaissables avec leurs maisons basses aux murs lavés par les pluies. Mais, au centre, deux châlets confortables flanqués de vastes bâtiments symétriques et aérés, forment avec la chapelle du château un groupe qui, de loin, ressemble à un petit village.

Cette agglomération facilita grandement l'établissement de la colonie. Un concours de circonstances avait fait édifier ces bâtiments. Le père du propriétaire actuel pratiquait déjà sur une grande échelle l'élevage des chevaux. Il avait même sélectionné plusieurs races dont on venait de loin chercher les produits. Cet élevage périclita, mais en 1910, M. de Scoraille obtint l'adjudication pour l'établissement d'un dépôt de remonte dans ses écuries. Il fit agrandir et arranger les bâtiments existants, mais un an plus tard l'armée quittait ces locaux qui restèrent inoccupés jusqu'au jour où la colonie italienne vint s'y installer.

Un mois après la première visite, la délégation revenait accompagnée du directeur de la banque Piccolo Credito de Bergame, commanditaire de la colonie.

De nouvelles difficultés surgirent à ce moment-là; la

conclusion du bail en particulier fut laborieuse. Le propriétaire dut aller en Italie discuter sur place les conditions de contrat. En février 1924, l'acte est signé. Les aménagements commencèrent aussitôt. Une équipe de 30 hommes avec 5 femmes arrivèrent les premiers pour tout installer. Ils vivaient sous le régime du salariat, car les métayers français occupaient encore les locaux. Le 11 novembre 1925 les familles entières débarquèrent, formant un total de plus de 150 personnes.

Le domaine entier a 520 hectares. La coopérative s'engagea à cultiver 400 hectares. Les 120 autres seront exploités au compte du propriétaire.

L'organisation économique et juridique de la colonie est très intéressante.

Au regard de la loi française, le mode d'exploitation est un fermage. Le directeur de la colonie qui représente les familles est fermier de M. de Scoraille. Mais le prix du fermage est variable; au lieu de payer annuellement une somme fixe en argent, le directeur verse au propriétaire une redevance établie d'après les cours de l'année des produits principalement cultivés. Ce sont en l'espèce : le blé, le vin, les fourrages et le maïs. Ainsi personne n'est lésé s'il vient à se produire une hausse ou une baisse inattendues dans la valeur de ces produits. C'est une initiative heureuse lorsque la monnaie est soumise à de très grandes variations.

Le bail est conclu pour une durée de dix-huit ans; les

gros frais engagés par la coopérative étaient évidemment le prélude d'une installation durable. L'intérêt du propriétaire l'exigeait aussi, car, lorsque le bail est court, le fermier épuise la terre, lui fait rendre le maximum, n'ayant pas à supporter ensuite les inconvénients de l'épuisement.

Enfin, pour plus de garanties, les Italiens doivent s'engager à cultiver à la manière française. Cette clause fut insérée pour éviter aux colons les désillusions qu'éprouvèrent leurs compatriotes livrés à eux-mêmes.

L'organisation intérieure de la colonie est la suivante : La société est gérée par M. Milesi et par une commission siégeant à Bergame et composée de 4 membres. Au début, il a été décidé que le mode de cultures employé par les familles serait le métayage parce qu'étant celui qui convient le mieux à nos régions, mais la commission de Bergame peut, si elle le juge utile, changer le régime d'exploitation par les familles et instituer, par exemple, le salariat pur et simple.

La colonie proprement dite se compose de 14 familles plus celle du charpéntier. Chaque métayer a versé un cautionnement qui a été déposé à la Banque Piccolo Credito de Bergame. Ce cautionnement est une garantie pour la banque et un lien entre les familles. Il varie de 10 à 20.000 francs suivant les familles, mais le total n'a guère dépassé 200.000 francs. Avec cette garantie, la banque de Bergame a prêté un million et demi, somme nécessaire pour l'installation de la colo-

nie, l'achat de bétail, du matériel agricole, des grains, des fourrages, etc. (17).

Pour l'instant, les familles sont donc métayers de la société. M. Milesi garde la direction technique du domaine. Les familles accomplissent tous les travaux. Le contrat de métayage ne diffère d'ailleurs pas de celui que nous employons dans nos régions; le partage se fait par moitié; mais de larges avantages ont été concédés aux familles; la volaille par exemple reste entièrement au métayer.

Le caractère coopératif apparaît surtout dans le partage des bénéfices. Le métayer garde une moitié, l'autre va au directeur; celui-ci doit, avec cette partie lui revenant, faire face à tous les frais généraux. Mais s'il y a un excédent, les familles se le partagent au prorata des revenus de la métairie dans l'année. Pour éviter des discussions, toutes les récoltes doivent être centralisées au siège de la colonie.

Chaque famille habite une métairie séparée et forme une unité technique distincte, avec ses instruments

(17) L'installation de ces colonies coûte en général très cher. Voici quelques chiffres qui permettront de se faire une idée :

Somme nécessaire par hectare pour une ferme irriguée de Lombardie, 4.000 liras;

Somme nécessaire par hectare pour une ferme irriguée de la vallée du Pô, 3.000 liras;

Somme nécessaire par hectare pour une ferme irriguée de la vallée de l'Else, 3.000 liras.

Mais en Italie, toute une organisation de crédit perfectionné a été instituée pour aider ces coopératives (*Revue d'études coopératives*, septembre 1925 : L'exploitation coopérative en Italie).

aratoires : faucheuses, faneuses, charrues, brabants, etc., et ses bêtes de travail et de croît propres.

Seules les grosses machines sont en commun. Il y a un tracteur pour toute la colonie. Il se déplace dans les métairies où le travail est en retard; il rend surtout de grands services pour le fauchage, coupant jusqu'à 7 hectares par jour. La coopérative possède aussi une batteuse pour dépiquer le blé; au centre de la colonie, elle est actionnée par un moteur électrique; dans les autres métairies, par le tracteur (18).

Au centre de la colonie se trouve le siège social, l'habitation de M. Milesi et celle du secrétaire. Dans les anciens locaux de remonte on a pu établir trois mé-

(18) En Italie, on distingue 3 sortes de coopératives pour l'exploitation du sol. Ce régime se rapproche de celui des coopératives à exploitation indirecte (*condizione indirecta a divisa*). La coopérative afferme le domaine, le partage en unités techniques différentes, cultivées chacune par une famille. Ce genre de coopérative est assez peu employé, il a surtout pour but de supprimer l'intermédiaire.

On distingue aussi la coopérative à exploitation indirecte par la méthode du lotissement. Les terres affermées par la coopérative sont partagées entre les coopérateurs. Mais chaque exploitation est incomplète. Les adhérents habitent au village voisin. Elles cultivent surtout des céréales.

Enfin on trouve la coopérative à exploitation directe. Le domaine est une unité technique et indivisible. La culture se fait en commun dans toute l'acception du mot. Elle a surtout pour but de supprimer le chômage. Elle essaye de procurer à tous ses membres du travail et de les mettre ainsi à l'abri de la misère en établissant un roulement parmi les travailleurs. On trouve des coopératives de ce modèle dans la fertile vallée du Pô.

(V., *Revue internationale du travail*, n° de novembre 1923, p. 876 à 888 : L'exploitation coopérative du sol en Italie. — *Revue d'études coopératives*, juillet-septembre 1923 : L'exploitation coopérative du sol en Italie, p. 398 et suiv.)

tairies. Ce sont les mieux installées, avec l'eau courante et l'électricité depuis 1926. L'électricité sert aussi à d'autres usages. Outre le dépiquage dont nous avons déjà parlé, elle actionne des scieries mécaniques et une tuilerie. Cette tuilerie emploie des ouvriers italiens sous la direction d'un Français; elle possède un matériel moderne. C'est une affaire importante; la main-d'œuvre agricole étant trop abondante, on emploie le surplus dans ces industries auxiliaires. Les autres familles, dispersées dans les anciennes métairies, vivent davantage de la vie de nos paysans gascons.

Le but de la colonie étant aussi d'isoler le plus possible ces Italiens du contact des Français que les dirigeants estiment mauvais soit au point de vue moral, soit au point de vue religieux, le directeur a voulu que l'Italien pût trouver dans la colonie de quoi satisfaire tous ses besoins.

Une coopérative épicerie a été montée; il y a une forge, un charpentier, mais tous les efforts se sont portés principalement du côté moral et religieux.

Dès les premiers temps de leur arrivée, les enfants et les jeunes filles allaient à l'aventure. Rapidement elles eussent aimé fréquenter fêtes et bals comme les jeunes filles de chez nous. Pour éviter cet écueil, on décida de faire venir des religieuses. Comme en France on n'en trouvait pas qui parlassent italien, on fit appel à des sœurs de Notre-Dame-la-Négresse d'Afrique, dont la maison-mère est à Vérone. Elles vinrent à Blanque-

fort au nombre de 4. Elles tiennent la coopérative épicèrie, s'occupent des œuvres sociales, des enfants malades, ont monté une garderie d'enfants, où elles leur donnent les premières notions de lecture et d'écriture.

Il fallait aussi trouver des distractions pour empêcher les colons d'aller les chercher aux villages voisins. Ce fut assez facile. Les vieux jouent aux cartes dans une sorte d'estaminet où ils peuvent boire, mais uniquement du vin. Les hommes et les jeunes gens ont un cercle. Les jeunes filles suivent les sœurs. Elles ont monté un petit théâtre dont toute la jeunesse fait les frais. Parfois, pour varier, on le remplace par une séance de cinéma.

Dans la cour, des jeux de quilles, de boules ou autres, tels qu'ils sont encore en honneur dans nos petits villages gascons, ont été installés; jeunes et vieux y exercent leur adresse. Spectacle assez paradoxal de voir autour d'une installation que beaucoup de villages modernes envieraient, des gens s'agiter, dont la saine mentalité fait songer à des âges antérieurs! Les exercices religieux se font dans la chapelle du château. Ils sont très suivis par ces familles profondément catholiques. Le service en est assuré par M. l'abbé Gramont, curé de l'endroit, qui leur sert de pasteur et d'interprète. Par son tact et sa connaissance de la langue italienne, il est, auprès de ces immigrés, le zélé défenseur de la cause française.

Les enfants suivent l'école laïque du village. On compte 15 Italiens pour 4 Français. Dans la colonie même, M. Gramont fait des cours de français aux adultes, et le directeur des cours d'agriculture pour l'adaptation, la modernisation et pour l'utilisation des engrais et des forces naturelles; les sœurs font des cours généraux le soir.

Les résultats économiques et moraux de cette colonie ont été excellents. Les Italiens se sont adaptés facilement parce qu'on les a bien conseillés. La production du maïs, trop forte au début, a sensiblement diminué par la suite. Ils ont fait surtout des pâturages. La vallée de l'Arrats se prête très bien aux prairies naturelles; ils les ont complétées par des prairies artificielles. Ils y mettent beaucoup d'engrais indispensables pour la venue des fourrages, car les engrais réchauffent la terre au printemps et permettent la germination des graines. Aussi possèdent-ils un magnifique troupeau. Chaque métairie a 25 à 30 têtes de bétail admirablement soignées et en état, ce qui fait un total de plus 300 têtes pour toute la colonie.

De grands efforts ont été accomplis pour les vaches laitières. En Italie, ces paysans, s'ils n'avaient pas de gros bétail, élevaient une ou deux vaches laitières. M. Milesi décida de continuer cet élevage à Blanquefort. Il alla en Charente et acheta 60 vaches, la moitié race hollandaise pour le lait, l'autre moitié race cotentine pour le beurre. Les enfants étant nombreux dans

la colonie, il fallait beaucoup de lait; l'excédent sert à élever des veaux ou à faire du beurre ou du fromage. Ces produits sont très demandés dans les petites villes voisines de Mauvezin ou de Gimont. Depuis l'arrivée de la colonie, le troupeau a plus que doublé.

Au point de vue cultures, ils obtiennent aussi d'excellents résultats. Ils ont commencé tout d'abord par défricher les terres que les métayers français ne cultivaient plus faute de main-d'œuvre ou celles qui servaient aux ébats des chevaux.

En 1923, ils ont récolté 1.300 hectolitres de blé, en 1926, 1.600 hectolitres, et de 800 à 1.000 d'avoine, avec un excellent rendement atteignant pour le blé 20 à 25 hectolitres à l'hectare. Ils cultivent d'une manière scientifique, labourant profond et employant beaucoup d'engrais, sachant surtout mieux utiliser le fumier que chez nous. On leur a appris aussi à manier les machines, à conduire le bétail; le but économique était atteint.

Il en fut de même du but moral. Les familles ont conservé leurs mœurs, les façons de vivre qu'elles avaient en Italie. Elles sont restées prolifiques. Depuis leur arrivée on compte 23 baptêmes et 6 décès. L'autorité du père ou du chef de famille est respectée. Les familles restent unies. Elles ont aussi conservé leurs sentiments religieux aussi vivaces. Les ferments de dissolution qui ont pénétré avec tant de rapidité dans nos campagnes françaises n'ont pas atteint encore ce groupement isolé.

Ces paysans sont contents; ils n'ont pas subi réellement un changement de vie. L'impression générale est plutôt optimiste. Ils s'estiment surtout favorisés lorsque, par comparaison, ils entendent parler de leurs compatriotes aux prises avec les rudes réalités de l'existence, isolés, sans conseils ni secours matériels et moraux.

Bon nombre d'Italiens auraient voulu faire partie de cette colonie. Le dimanche, ceux des environs viennent participer aux fêtes et aux jeux. Ils ont l'illusion de retrouver un peu de leur pays natal. Aussi la colonie s'est-elle déjà étendue. 5 autres métairies ont été louées aux environs, formant un tout de 150 hectares. Le propriétaire lui-même remplace ses métayers français par des Italiens. Le total général des Italiens établi à Blanquefort dépasse aujourd'hui 200 personnes.

CHAPITRE IV

LES CONSEQUENCES DE L'IMMIGRATION ITALIENNE

Quels ont été les résultats de cette immigration ? A-t-elle été un bien ou un mal pour la Gascogne ? Ces Italiens bouleversèrent-ils les conditions économiques du pays ou l'existence des indigènes ? Telles sont les questions que nous devons nous poser actuellement, mais le mouvement encore trop récent, l'installation provisoire ne permettent souvent que des impressions, des conjectures. Les résultats obtenus ne sont certainement pas définitifs; nous essayerons cependant de donner quelques précisions, nous plaçant au point de vue économique, social et même politique.

§ 1. — Conséquences économiques.

Ce sont les plus importantes, les plus immédiates aussi et qui permettent d'ores et déjà quelques développements.

L'immigration italienne a rendu à la Gascogne des services immenses. Certains ont écrit qu'elle avait sauvé nos régions d'une désertion et d'une mort certaines. Ce n'est peut-être pas exagéré. Beaucoup de terres délaissées ont été remises en état; des champs qui, faute de labours et de soins nécessaires, redevenaient stériles, portent aujourd'hui de superbes récoltes, sans

parler des cultures nouvelles, source certaine de richesse pour nos régions.

La propriété, du fait de leur venue, a repris une certaine valeur, difficile à préciser par des chiffres. Certains ont estimé, cependant, que l'hectare était passé de 300 à 800 francs. Ce ne peut être qu'une opinion. Le prix du sol dépend en outre de la qualité des terrains, de leur position, de leur éloignement des villes et des débouchés, de l'état des cultures. Il dépend aussi du pouvoir d'achat de la monnaie ⁽¹⁾. Le franc, depuis la venue des Italiens, a sensiblement baissé, entraînant une hausse dans la valeur nominale du sol indépendamment de tout autre facteur; et ce que l'on calcule aujourd'hui en francs-papier ne peut être comparé au prix en valeur-or.

Ces services immenses sont dus à l'apport que fit l'immigration italienne en main-d'œuvre et en capitaux. Mais la Gascogne souffrait surtout du manque de bras; ce fut le résultat le meilleur, celui pour lequel nous devons le plus de gratitude aux Italiens, d'être venus nous apporter le concours inestimable de leur travail.

En général cette main-d'œuvre est très appréciée et les employeurs en font de grands éloges. L'impression favorable qu'elle laisse souffre quelques exceptions

(1) On pourrait éliminer les variations de la monnaie en comparant à la moyenne générale des prix; encore faudrait-il avoir des statistiques qui pussent indiquer la valeur moyenne de l'hectare autrefois et aujourd'hui.

évidemment. Il y eut, parmi le nombre, des mauvais ouvriers, des agriculteurs qui ne firent pas l'affaire, mais ils ne forment qu'une infime minorité.

On leur attribue de grandes qualités qui ont fait le succès de l'immigration en Gascogne et qui attirèrent sur ces émigrés la sympathie et l'admiration des populations du Sud-Ouest.

Tout d'abord, ils sont très dociles et c'est peut-être là leur principal mérite; ils écoutent les conseils qu'on leur donne et les mettent en pratique. Ces Italiens ont en général gardé un profond respect de l'autorité : autorité du père de famille, autorité du maître qui les commande. Ils contrastent étrangement avec les domestiques français, qui se montraient de plus en plus exigeants, se considérant comme patrons et, qu'ils fussent bons ou mauvais, estimaient toujours leur travail irréprochable. Ce respect de l'autorité, cette docilité leur viennent en partie de leur éducation professionnelle et de l'organisation économique agricole de l'Italie. Dirigés par des professeurs d'agriculture, ils se contentaient souvent d'obéir. Habités à travailler dans de grands domaines, ils devaient se soumettre à l'autorité du fermier. Exploitant avec une coopérative, ils n'avaient aucune initiative propre, aussi supportent-ils facilement en France l'ingérence du patron dans la direction de la propriété. Mais cette qualité se perd facilement sous l'influence néfaste de certains domestiques français. Dans quelques métairies, on en a déjà eu des exemples.

L'ouvrier italien est bon travailleur, sans que la qualité de la main-d'œuvre fournie dépasse cependant celle des ouvriers français. Mais ils se caractérisent aussi par une perte de temps dans leur travail et par un manque d'endurance. Ce dernier caractère provient souvent de leur sous-alimentation; quant à la perte de temps elle est surtout imputable au fait que chez eux, ils n'avaient pas à cultiver sur des espaces aussi grands et que l'abondance de la main-d'œuvre ne les obligeait pas à fournir le maximum de l'effort.

D'ailleurs, la qualité de ces travailleurs dépend en partie de leurs régions d'origine. L'élément le meilleur serait fourni par les Emiliens et les Lombards. Les Piémontais ont eu l'avantage de ne pas se trouver dépayés dans nos régions. Beaucoup connaissent le français; leur patois se rapproche sensiblement du nôtre et de prime abord ils purent se faire comprendre. Le Bergamesque passe pour être têtue. Les Vénitiens, qui forment le contingent le plus nombreux, ont une excellente réputation de travailleurs. La main-d'œuvre la plus mauvaise viendrait du Frioul. Le Frioulan est arriéré, il se rapproche plus de la bête que de l'homme. Dans ses régions montagneuses, il cultive un petit champ enclavé dans les rochers; sol aride, qui ne lui fournit qu'un maigre morceau de pain. Il n'élève pas de bétail, ne possède que des brebis, parfois une vache; elle compose tout son cheptel. Aussi est-il arrivé dans nos régions, ne connaissant rien ou presque des

façons modernes de cultiver la terre, ne sachant pas se servir des machines, ni élever le bétail. Le régime de la propriété n'est guère plus avancé. « Grâce au contact incessant du Frioul avec l'Allemagne, le système féodal y a poussé de plus profondes racines que partout ailleurs en Italie, et c'est encore lui qui régit en grande partie la propriété foncière dans ce pays. » (2). Le Frioulan forme pour ainsi dire une catégorie à part. Il n'est pas de même race que les autres Italiens et, fait assez curieux, ne sympathise pas, à l'étranger, avec des compatriotes des autres provinces. Des Piémontais ou des Vénitiens ne veulent pas travailler dans des fermes où se trouvent des Frioulans, estimant leur main-d'œuvre d'une qualité inférieure. Pour eux, l'immigration en Gascogne fut un événement dont plus que tout autre, ils ont ressenti les effets heureux. Leur nourriture devint plus substantielle, leur logement plus confortable; ils prirent même de mauvaises habitudes.

Sont-ils foncièrement mauvais ? Non, mais il faudrait faire leur éducation, les suivre pendant deux ou trois ans dans toutes les manifestations de leur activité économique, leur donner des directives, des conseils, les initier à nos machines et à nos cultures. Les résultats deviendraient alors satisfaisants. Ceux qui ont eu la persévérance de le faire possèdent actuellement une main-d'œuvre convenable.

(2) Vivier de Saint-Martin, *Nouveau dictionnaire de géographie universelle*, 1898, Hachette.

Enfin l'Italien a une forte réputation d'économie et de sobriété. Leur économie tient parfois de l'avarice, mais, dans de nombreuses circonstances, elle les a tirés de la misère, ceci principalement pour les petits propriétaires qui avaient acheté des terres trop cher. Grâce à des privations continues, ils sont arrivés à se maintenir, certains à payer intégralement, tous à améliorer leur situation et à éviter l'échec complet. Mais cette sobriété, comme on l'a fait souvent remarquer, ne tient pas essentiellement à leur nature, mais plutôt aux circonstances. L'agriculteur italien est habitué dans son pays à se nourrir misérablement. Du pain, des pommes de terre, des légumes, du fromage et de la « pollenta » constituent ses repas habituels. La pollenta est leur plat national, mais sous le même nom on désigne des mets dont la finesse diffère. La pollenta des pauvres est faite de farine de maïs et d'eau, le tout agrémenté d'un peu de sel. Nos paysans connaissent d'ailleurs ce plat, « les armotes », que l'on prépare en petites quantités avec de la graisse d'oie ou de porc. Les riches mangent aussi de la pollenta, mais ils l'améliorent sensiblement avec du beurre ou autres succédanés.

Les Italiens, dans leur pays natal, mangent peu de viande fraîche, le dimanche seulement, et encore le morceau n'est-il pas bien grand, « une livre ou une livre et demie suffit à toute la famille, quelque nombreuse qu'elle soit ». Pendant la semaine, quelquefois

de la viande salée, du « confit » ou du jambon. Comme boisson, quoique l'Italie soit un pays exportateur de vin, beaucoup ne boivent que de l'eau ou de la « piquette », faite d'eau mise à fermenter dans du marc de raisin. Le vin est la boisson de luxe, réservée pour les dimanches ou jours de fêtes.

Au début de leur installation en Gascogne, beaucoup n'ont fait que continuer à mener ici l'existence qu'ils avaient là-bas. Ils n'en souffrirent pas puisqu'ils y étaient habitués ou du moins il faut reconnaître qu'ils souffrirent en silence. La pollenta restait leur plat de résistance et l'eau pure leur boisson ordinaire. Mais insensiblement, leur situation s'améliorant, ils se mirent à la cuisine française; ils firent la soupe comme chez nous, mangèrent plus de viande, burent du vin aux repas. L'Italien aime beaucoup le vin; s'il est trop pauvre pour en consommer tous les jours, les premières économies serviront le dimanche pour aller au cabaret. Il s'oublie même parfois jusqu'à s'enivrer, estimant probablement avec le poète que le vin dissipe la tristesse. L'Italien n'est pas cependant un ivrogne invétéré. Les boissons alcooliques ne le tentent pas outre mesure; toutefois il ne néglige pas l'armagnac, il sait en savourer tout l'arome; il en abusa même, surtout au début, ignorant ses terribles effets.

Cette amélioration de leur nourriture devenait d'ailleurs une nécessité. Les pâtes et l'eau ne soutiennent pas assez le travailleur qui doit fournir du matin jus-

qu'au soir un effort pénible et continu. Aussi les premiers temps de leur arrivée, ces Italiens étaient-ils rapidement fatigués; les enfants eux-mêmes présentaient des signes évidents de sous-alimentation.

Ce manque d'endurance constitue le premier reproche qu'on leur adresse; nous allons en signaler quelques autres, mais hâtons-nous de dire qu'ils sont facilement corrigibles et tiennent beaucoup plus à la situation économique de l'Italie qu'à leur nature proprement dite. Avec un peu d'éducation, ce qui est assez facile vu leur docilité, on peut arriver à les faire disparaître.

L'Italien ne sait pas, en général, manier les machines. Il les mène trop brusquement, les casse, ne sait pas les réparer, mettant facilement du fil de fer à la place d'un boulon. Souvent aussi il ne les connaissait pas. Chez eux, les colons se servaient de la charrue, mais beaucoup ignoraient le brabant. On peut s'en étonner, mais l'explication en est simple. Nous avons dit maintes fois qu'en Italie, surtout dans la fertile vallée du Pô, une famille entière vit sur un lopin de terre de 2 à 3 hectares. La main-d'œuvre étant très abondante et les surfaces restreintes, l'emploi intensif des machines ne se fait pas sentir. Ils sarclent à la main, ce qui évidemment donne de meilleurs résultats mais ne peut se concevoir que sur de petites surfaces. Dans les régions déshéritées de la montagne, toute machine perfectionnée est inutilisable à raison de la pau-

vreté des familles et du sol. Il faut reconnaître d'ailleurs qu'ils se mettent rapidement au courant et aujourd'hui, dans toutes les métairies, ils se servent tout aussi bien que les métayers français des machines les plus perfectionnées.

Il en était de même pour les animaux. Ils malmenaient surtout les bêtes de travail. Ils criaient beaucoup, les battaient, les faisaient marcher trop vite, aussi les bêtes se fatiguaient-elles et le rendement devenait mauvais. Manque d'habitude encore. Pour les bêtes de croît, ils savent assez bien les soigner, surtout les vaches laitières; ils les trayent convenablement, élèvent normalement un veau, mais on leur reproche le manque d'économie dans leur nourriture. D'ailleurs, l'élevage des bovins qui, en général, est très en faveur chez nos paysans, et leur donne l'occasion de trafics plus ou moins honnêtes, n'est pas encore très pratiqué par les Italiens. Ils ne semblent pas y porter un grand intérêt. Ils hésitent à engager des capitaux importants pour constituer un cheptel bovin de choix parce que, dans la plupart des cas, ils n'obtiennent pas des résultats aussi satisfaisants. Ils s'adaptent cependant et avec rapidité; à ce point de vue-là aussi leurs progrès sont sensibles. Un métayer qui, au début, avait 9 têtes de bétail nous montrait avec orgueil son étable comprenant 45 bêtes. Sur ce cheptel il avait même engagé 30.000 francs. Autre signe d'adaptation, ils vont aux foires; le maquignonnage en tenterait cer-

tains; ce n'est peut-être pas une des meilleures conséquences de leur adaptation.

Enfin les femmes ne connaissent pas l'élevage de la basse-cour. Elles n'en tirent pas un excellent parti; nos ménagères gasconnes, au contraire, avec les œufs et la volaille, se font des bénéfices assez importants; on ne sera peut-être pas étonné de ce fait si l'on réfléchit qu'en Italie les femmes portaient leurs poules aux champs dans une brouette lorsque les familles vivaient groupées dans un village.

On constate aussi en général qu'elles ne travaillent pas aux champs, à la différence des femmes françaises qui passent la plupart de leur temps aux travaux du dehors. La main-d'œuvre française, réduite au minimum, oblige les membres de la famille entière à participer à tous les travaux. Les Italiens, au contraire, étant très nombreux, la femme peut rester à la maison. D'ailleurs les travaux ménagers, cuisine et soins aux enfants, occupent largement ses journées.

Nous venons de voir les caractéristiques de cette main-d'œuvre qui, en général, se résument par des qualités; nous allons étudier maintenant ce qu'ils ont fait des terres qu'on leur a confiées, comment ils ont régénéré certaines cultures, comment ils en ont introduit de nouvelles.

On répète fréquemment que ces Italiens n'ont vraiment pas trouvé de changements en venant dans des régions où les conditions économiques et sociales sont

à peu près les mêmes que dans leur pays d'origine. Le plus souvent ce n'est qu'une apparence trompeuse. Par ce qui précède, nous avons pu déjà nous en apercevoir, il y a une différence sensible, réelle, entre la vie des paysans en Italie et en France, différence qui justifie largement leurs tâtonnements et leurs erreurs. « L'ordonnance et la distribution de la population ici dispersée sur des exploitations, là-bas rassemblée dans des centres mi-agricoles, mi-industriels. Là-bas soumis à une subordination absolue dans les conditions de leur exploitation, ici livrés à eux seuls dans l'absence d'un propriétaire ou d'un régisseur. Là-bas cultivant des terres où la densité croissante de la population facilitait l'accumulation des efforts et des réserves, ici des terres dont l'exploitant, sans moyens d'aucune sorte ou insuffisants à son effort, déplorait depuis plus d'un tiers de siècle l'affranchissement. Là-bas suivis, conseillés, conduits, souvent même avec quelque sévérité par les professeurs de chaires ambulantes, ici livrés pour tous conseils aux cancans des voisins et aux exemples de la route. » (3). Tels sont, expliqués en un raccourci puissant, les changements économiques profonds qu'a entraînés l'émigration pour l'agriculteur italien.

D'une façon générale, ils ont voulu tout d'abord cultiver comme chez eux, avec leurs méthodes, leurs semences, etc. Ils subirent quelques désillusions, n'ob-

(3) J. Esparbès, *La colonie agricole italienne dans le Sud-Ouest* (*Sud-Ouest économique*, 16-30 novembre 1926, p. 1469).

tinrent pas les résultats escomptés et insensiblement se mirent à l'unisson des paysans français. Cependant il en est resté quelque chose. Pour les plantes sarclées, les tomates, les pommes de terre, etc., ils obtiennent de meilleurs résultats que nos paysans. Leurs récoltes de maïs, en particulier, furent superbes ces dernières années, mais ils commirent une erreur. Beaucoup d'Italiensensemencèrent une partie trop importante de leur métairie en maïs, en maïs rouge principalement, très apprécié dans la vallée du Pô, et dont ils se servent pour préparer leur pollenta. Quoiqu'ils l'emploient encore pour la nourriture, l'importance des surfaces ensemencées ne se justifiait pas. D'ailleurs le maïs présente l'inconvénient d'épuiser le sol; l'année suivante on n'obtient que de faibles récoltes de blé ou d'avoine, si on ne fait pas un grand usage des engrais. Nombre d'Italiens s'en sont aperçus et ont diminué sensiblement l'importance de leur récolte.

Pour les céréales comme le blé, leur venue nous a été d'un précieux secours. Ils apportèrent avec eux des semences sélectionnées. L'Italie, sous la vigoureuse impulsion de Mussolini, pratique une politique sévère pour augmenter la production du blé. Les efforts se portent sur l'accroissement du rendement à l'hectare, principalement au moyen d'une sélection des graines dont nous avons profité indirectement. La grande majorité aussi laboure plus profond, fait un usage plus rationnel des engrais et, en particulier, du

fumier. Avec ténacité ils ont enlevé les mauvaises herbes, défriché les terres incultes et les landes. Les résultats, pour le blé en particulier, semblent se ressentir d'une façon heureuse du travail de ces étrangers.

De 1919 à 1925, d'après les statistiques publiées par le ministère de l'Agriculture, on constate un accroissement sensible de la production qui provient, en partie du moins, de la venue des Italiens (4).

	Hectares ensemencés.		Quintaux récoltés.	
	1919	1925	1919	1925
Haute-Garonne	90.000	106.000	764.100	1.364.220
Gers	72.000	93.030	534.400	839.780
Lot-et-Garonne	90.000	90.000	593.800	877.500
Tarn-et-Garonne	54.500	69.150	358.060	735.760

Pour les prairies artificielles, ils ont fait aussi de grands efforts. Ils comprirent toute l'importance que peut avoir, dans nos régions à blé, la culture des plantes fourragères, mettant en pratique cette recommandation d'un agronome distingué, M. H. Hitier, de l'Académie d'agriculture : « La grande amélioration à réaliser dans l'Aquitaine, plus encore que dans n'importe quelle autre région de France, est de donner dans les assolements une place beaucoup plus large qu'on ne le fait ici aux plantes fourragères légumineuses, aux prairies artificielles de trèfle, sainfoin, luzerne. » (5).

La prairie artificielle présente en effet de gros avan-

(4) Statistique agricole annuelle. Ministère de l'Agriculture, 1919 et 1925.

(5) H. Hitier, *L'exploitation d'un domaine rural*, p. 119.

tages. Elle permet surtout à la terre de se reposer, de redevenir féconde. Elle est *neuve*, suivant l'expression consacrée, et admirablement préparée pour recevoir le grain de blé et donner une belle récolte; le blé aux racines superficielles ne puise pas les éléments de nutrition dans les mêmes couches de terrain que les plantes fourragères aux racines pivotantes et profondes.

Enfin, qualité qui n'est peut-être pas négligeable, ces plantes étouffent par une végétation dense, les mauvaises herbes et les parasites.

Les Italiens le savent et, en général, les propriétaires ont augmenté les surfaces de prairies artificielles. C'est un exemple excellent qu'ils ont donné à nos paysans et qu'ils auraient tout intérêt à suivre; le rendement en blé n'en deviendrait que meilleur.

Certains propriétaires font la culture en grand des prairies artificielles pour l'élevage. Près de Toulouse un agriculteur italien possède 60 hectares de prairies artificielles et naturelles, irriguées par le canal de Saint-Martory dont nous reparlerons. Les prairies artificielles sont semées de trèfle de Lodi, qui exige beaucoup d'eau. On enrichit les terres à l'aide de mottes herbeuses prélevées dans les parties hautes et bossuées des prés qu'il faut aplanir, mélangées au fumier et au purin des étables. Le propriétaire obtient ainsi 5 à 8 coupes par an d'une herbe très nutritive.

Pour la conservation des foins, les Italiens, en général, n'attendent pas leur dessiccation complète pour

les rentrer. On charge le foin encore humide, on le tasse en meules. Le fourrage est alors plus souple et plus nutritif. Il convient surtout aux vaches laitières, car il a gardé toute son eau de constitution.

Quant aux cultures nouvelles, leurs essais se sont principalement portés sur la plantation du mûrier pour l'élevage du ver à soie et sur la culture du riz.

L'élevage du ver à soie ne serait pas évidemment une nouveauté dans nos régions. Il a même connu autrefois une ère de prospérité. Sur le bord des nombreuses routes du Sud-Ouest, près de Toulouse et dans les départements environnants, on retrouve des plantations de mûrier, signes certains d'un élevage. Il y a quelque vingt ans, on distinguait encore trois grands centres, Toulouse, Montauban et Lavaur. En 1894, 32.162 kilogrammes furent achetés dans nos régions, dont 16.178 kilogrammes à Montauban et 13.326 kilogrammes à Lavaur. Mais la décadence survint rapidement. En 1900, on ne vend plus que 17.076 kilogrammes, en 1910, 6.480, enfin, en 1918, la production se réduit au chiffre dérisoire de 176 kil. 300.

Cette culture pourtant rémunératrice fut abandonnée parce que les débouchés se fermèrent et parce que, en même temps, la main-d'œuvre fit défaut. Le personnel doit être nombreux pour un travail facile et peu fatigant, accompli en général par des femmes et des enfants, mais l'élevage ne rémunère plus le producteur s'il faut employer une main-d'œuvre salariée.

L'incubation des œufs se fait au printemps, lorsque poussent les feuilles de mûrier; elle se pratique en exposant les œufs à une température artificielle variant entre 15 et 25 à 30 degrés. Au bout de trois ou quatre jours il sort de chaque œuf un mince ver filiforme qui subit plusieurs transformations avant d'être apte à donner la soie. A ce moment-là on le « cabane », en disposant en forme de bureaux ou de cabanes des branches de genêts ou de bruyère; les vers y montent, choisissent leur place pour filer leur cocon. Quand celui-ci est terminé, le ver devient chrysalide, puis papillon. Pendant le temps relativement court de la transformation s'opère la fécondation et la ponte des œufs ou graines; l'ensemble des opérations dure une quarantaine de jours.

Les Italiens provenant de régions dont la culture du ver à soie fait la prospérité eurent l'idée de remettre en honneur cet élevage, y voyant une source de profits certains. En Italie, cette industrie date du ^{xviii}^e siècle.

Ils possédaient ici la main-d'œuvre nécessaire et, de plus, qualifiée; les conditions de température sont suffisantes et le mûrier pousse très bien. Aussi, dès leur arrivée, les plus actifs commencèrent-ils à se mettre en campagne. Les plantations de mûriers furent régénérées; ils firent venir des graines d'Italie, élevèrent les cocons. Mais le dévidage et les opérations ultérieures se faisaient en Italie. Ces voyages à longues distances présentaient des dangers, le cocon risquait

d'être percé par la chrysalide. D'autre part, les frais généraux étaient sensiblement augmentés.

En 1925, un effort collectif fut accompli. Le Comité national de la sériciculture, l'Office national séricicole entreprirent une propagande en faveur de cet élevage. On commanda 15.000 mûriers en Italie; un groupement spécial s'est formé dans le Sud-Ouest pour centraliser les achats et payer les producteurs. En 1926, la production de cocons peut être évaluée à 5.000 kilogrammes payés à raison de 33 francs le kilogramme, plus un franc de prime d'encouragement. Ces 5.000 kilogrammes auraient été produits par 83 familles dont les deux tiers seraient italiennes. Près de Nérac, un Italien fait un élevage assez important de vers à soie. En 1926, il possédait plus de 100.000 vers formant leurs cocons. Or 400 cocons pèsent environ un kilogramme. En 1927, la production totale semble atteindre 8 à 9.000 kilogrammes⁽⁶⁾.

Cet élevage fournirait peut-être à nos régions une nouvelle richesse. Ce serait certainement un sérieux appoint pour la France entière qui ne produit qu'un huitième environ de sa consommation totale.

Les Italiens préconisent également la culture du riz. Son rôle semble devoir cependant rester modeste, car nos régions manquent d'eau, élément absolument indispensable pour une telle culture. On commence en

(6) Nous citons ces chiffres d'après M. Esparbès dans le *Sud-Ouest économique* du 15 juin 1927; on peut les considérer comme officiels.

effet par un labour suivi d'un nivellement soigneux. Sur une terre « maigre » on sature le sol d'eau jusqu'à ce qu'il forme une boue, dans laquelle on sème les grains de riz. Ceci se passe au printemps. Dès que la plante apparaît, on donne de l'eau et on augmente la quantité au fur et à mesure de sa naissance, de façon qu'elle soit toujours à peu près noyée. En mai, on pratique le sarclage (la mondatura). Il faut enlever à la main toutes les mauvaises herbes. Ceci se fait dans un pied d'eau. Le champ doit d'ailleurs rester inondé jusqu'à la moisson, qui se fait en septembre.

Dans nos régions, quelques Italiens ont fait des essais; certaines contrées sont évidemment réfractaires à ce genre de culture, le Gers par exemple où les modestes rivières qui baignent son sol ne sauraient fournir la quantité d'eau nécessaire. En Haute-Garonne, à Martes-Tolosane, 2 Italiens ont fait des plantations de riz en utilisant les eaux du canal d'irrigation de Saint-Martory. Ce canal n'irrigue que 6.000 hectares environ, alors qu'il pourrait en arroser 40.000. Ils ont commencé en 1924 et les résultats furent excellents. D'autres propriétaires se montrent également satisfaits de leurs essais. La lumière et la chaleur suffisent, quoiqu'on ait souvent prétendu le contraire.

On adresse cependant un reproche aux Italiens dans la façon de tenir leurs propriétés. On les accuse de diminuer leur valeur en déboisant, en détruisant les arbres pour les vendre. Cette pratique serait exercée

principalement par les petits propriétaires. Devant ces plaintes réitérées, les autorités départementales s'émuurent; des enquêtes sérieuses furent faites par les services des Eaux et Forêts. Les préfectures, de leur côté, du moins dans le Gers, envoyèrent un questionnaire détaillé aux maires de toutes les communes. Tous répondirent négativement, sauf 7 dans le Gers. Dans ces communes on envoya les 14 préposés forestiers du département qui conclurent tous par la négative.

Il est certain cependant que de nombreux Italiens nouvellement propriétaires ont essayé de faire du bois, mais d'une façon parfaitement licite. Les Français, d'ailleurs, leur en donnèrent bien des fois l'exemple. Ils n'avaient pas, pour la plupart, acquitté le prix d'achat des terres qu'ils possédaient. Pour faire de l'argent, ils coupaient des arbres, car le bois se vend un bon prix. Bien souvent surtout ils ont abattu les vieux chênes centenaires, aux troncs noueux, aux branches touffues, aussi vieux que la maison qu'ils protégeaient des tempêtes. Peut-on accuser ces étrangers d'avoir sacrifié le beau à l'utile, eux pour qui ces arbres n'évoquaient aucun souvenir ? Il n'y eut pas d'ailleurs de défrichements abusifs du moins aux termes de la loi. L'article 220 du Code forestier permet en effet au propriétaire de défricher tout massif comptant moins de 10 hectares, si ce massif est isolé. Si le massif est de plus de 10 hectares, l'autorisation peut être refusée, mais pour des motifs qui ne sauraient être invoqués en l'espèce.

On serait d'ailleurs enclin à constater pour les Italiens la tendance contraire. Beaucoup de propriétaires désireraient améliorer et même accroître leurs bois, et leurs demandes aux pépinières départementales vont chaque année en augmentant.

Enfin, si l'apport en capital humain nous a été très précieux, l'apport en capital argent ne peut pas être considéré comme négligeable. C'est même une des caractéristiques curieuses de ce mouvement d'immigration. Avant guerre l'émigrant temporaire rapportait chez lui la majorité des salaires qu'il avait gagnés à l'étranger. Même celui qui partait pour de longues années faisait profiter l'Italie de sa fortune acquise. Ces importantes économies enrichissaient la nation entière. « C'est le puissant et incessant afflux des capitaux envoyés par les émigrants qui a provoqué la diffusion des meilleures conditions de vie dans le commun jadis misérable, l'assainissement d'habitations qui étaient auparavant de véritables taudis, le recul frappant de l'usure, l'augmentation des salaires et le renchérissement de la petite propriété foncière. » (7). L'importance de ces apports, de ces « rivoli d'oro » destinés à engraisser la terre des ancêtres était telle avant la guerre qu'ils amélioraient sensiblement l'actif de la balance des comptes du pays. Sur les 35 p. 100 d'ex-

(7) G. Prato, *Revue économique internationale*, Les derniers problèmes de l'émigration en Italie, cité par P. Piganiol, *op. cit.*, p. 18.

portations invisibles, 13,2 p. 100 étaient dus aux apports des émigrants. En 1920, ces afflux dépassèrent 2 milliards de lire.

L'immigration dans nos régions semble, au contraire, avoir produit un phénomène inverse. Les Italiens nous ont apporté des capitaux, même la famille la plus pauvre, car aussi misérable fût-elle, elle possédait un petit pécule, un mobilier, du linge, etc., qui représentaient une certaine valeur.

Les apports les plus considérables ont été faits évidemment par les propriétaires qui achetèrent de vastes domaines. Le total général de ces capitaux importés atteindrait 300 à 400 millions de francs pour les quatre départements. On a émis quelques exagérations disant que, dans le Gers seulement, ils auraient apporté 200 millions de francs. C'est une erreur manifeste, d'autant plus qu'à ce raisonnement ils auraient enrichi la Haute-Garonne et le Lot-et-Garonne de sommes plus importantes.

§ 2. — Conséquences sociales.

Elles ont été tout aussi heureuses que les conséquences économiques, heureuses pour l'Italien qui se plaît dans nos régions parce qu'il a été bien accueilli et qu'il s'est élevé parfois dans l'échelle sociale, heureuses pour la France, car ces familles, par leur cohésion et leur prolificité, ont été un exemple pour nous.

La Gascogne a en général très bien reçu ces Italiens.

Un étranger qui débarque pour la première fois dans un pays attire la curiosité générale, surtout dans de petits villages comme ceux du Sud-Ouest. On le surveille, une certaine défiance règne. Souvent même il naît une sourde hostilité chez l'indigène; envers l'immigré, son costume, ses mœurs différentes semblent constituer autant de causes d'éloignement.

Il n'en a rien été pour les Italiens. Leur race se rapprochait de la nôtre, la langue différait évidemment du français, mais le patois servait d'intermédiaire. Des expressions communes qui scandaliseraient les professeurs de philologie romane et les félibres, au dire de M. de Boyer-Montégut, favorisèrent les relations. Si on ne conversait pas, on se comprenait toujours.

Ils ont trouvé surtout beaucoup de sympathies parmi les agriculteurs et principalement les classes dirigeantes. Les agriculteurs français propriétaires ayant fortement besoin de main-d'œuvre les ont considérés comme des libérateurs. Leurs grandes qualités, leur amabilité naturelle n'ont fait qu'entretenir les bons rapports.

Seule une classe les a vus avec défiance et parti pris : les métayers et domestiques français qui ont senti en ces travailleurs italiens une concurrence redoutable. Aujourd'hui, leurs prétentions ont dû baisser. Ils se rendent compte qu'en devenant exigeants, leur place est compromise avec la facilité qu'on avait,

jusqu'à ces derniers temps du moins, de faire venir des Italiens; ces Français qui voient leurs plans dérangés, les considèrent comme des intrus.

Leur haine croît encore lorsque ces étrangers obtiennent de meilleurs résultats, ce qui d'ailleurs n'est pas général, mais que l'on a constaté pour la colonie de Blanquefort par exemple. Les bruits les plus saugrenus ont couru sur cette coopérative. On a dit que ces Italiens mouraient de faim, que le directeur les faisait travailler sans leur payer de salaires, qu'ils s'étaient révoltés, avaient assiégé avec des fourches et des faux le château du propriétaire; que la colonie avait fait faillite, etc.

D'une façon plus générale, on dit qu'ils ne valent rien, qu'ils ne savent pas cultiver, qu'ils ressemblent à des bêtes. Haines mesquines, émanant d'âmes incapables de s'élever au-dessus de leur intérêt personnel, et qui ne peuvent d'ailleurs atteindre la réputation de cette immigration. Ceux qui parlent ainsi ne forment, hâtons-nous de le dire, qu'une infime minorité.

Des critiques plus sérieuses nous sont parvenues d'une autre région : l'Alsace-Lorraine. Là-bas, comme en Italie, il manque de terres, ou bien elles sont très chères et le crédit agricole n'aide pas beaucoup le paysan alsacien. Au lieu de partager les terres aux Italiens, il vaudrait mieux que les Français d'Alsace-Lorraine, trop nombreux chez eux, vinssent dans nos régions cultiver les terres délaissées. On pouvait même

lire dans certains journaux locaux ces titres inquiétants : La France aux Français! ou Rien? (8).

Quoi qu'il en soit, l'entente avec les indigènes s'est faite dès le début. Il n'était pas rare de voir, dans nos petits villages, Français et Italiens faisant la fête ensemble, dansant et s'amusant de compagnie. Parfois même, dans les villes plus importantes, ces Italiens offraient des soirées aux Français, à charge de revanche. Mais actuellement, malgré l'assimilation assez grande de cette population à la nôtre, on sent que l'Italien s'isole davantage. La colonie a grandi dans le Sud-Ouest. Ces Italiens sont nombreux maintenant, suffisamment pour ne plus rechercher l'indigène. Ils organisent des fêtes entre eux, se réunissent le soir entre familles, sans souhaiter la participation du Français. Sur les places publiques, les jours de marché, ils forment un groupe compact facilement reconnaissable. Ils ne constituent certes pas d'îlots au sens propre du mot, mais ils ont une tendance à se grouper par région d'origine. Ils cherchent à travailler dans les endroits où ils savent que des compatriotes habitent, et là ils revivent des souvenirs de leur patrie.

Les mariages sont encore peu nombreux entre Français et Italiens. Quoi d'étonnant d'ailleurs à cela, puisque le mouvement est tout récent et que beau-

(8) J. Esparbès, *L'immigration dans le Sud-Ouest en 1926*, dans le journal *Le blé et le vin*, 29 mai 1927.

coup ne parlent pas encore notre langue? Parmi les mariages des Italiens, on peut estimer qu'un cinquième environ a lieu entre Italien et Française ou Français et Italienne. Ces derniers sont surtout très rares, pour ne pas dire inexistants. Les épouseurs français sont hésitants devant ces familles nombreuses, et puis les jeunes filles n'ont guère de dot, car les parents sont pauvres. Ce n'est certes pas pour elles une bonne recommandation.

Ensuite, l'émigrant italien en venant en France s'est élevé dans l'échelle sociale. Le simple travailleur devient métayer, c'était un premier pas vers l'accession à la propriété. Beaucoup, salariés chez eux, ont acheté des terres avec leurs économies; ils devenaient leurs maîtres. Ceux qui, là-bas, dirigeaient un petit lopin de terre se sont vus ici installés sur des propriétés de 20 et 30 hectares et souvent plus, avec une grande maison, des étables, tout un matériel. Certains même ont voulu viser plus haut qu'ils ne pouvaient et comme le héron de la fable, ils perdirent tout en voulant trop gagner.

Cette amélioration sensible de leur condition les a grisé. Ils écrivaient aux compatriotes restés en Italie leur situation nouvelle. Ils parlaient de leurs étables contenant 20 à 30 bêtes, de leurs domaines de plusieurs dizaines d'hectares, et les autres, là-bas, ne voulaient pas le croire tellement cela leur paraissait invraisemblable.

Au point de vue social, la Gascogne n'a pas eu à se plaindre elle non plus de la venue de ces Italiens. Ils ont présenté en général des garanties de moralité telles qu'on ne pouvait attendre mieux d'une immigration. On ne signale pas de crimes, de délits graves causés par ces populations. Ils ne sont pas, dans nos contrées, des piliers de correctionnelle comme tous les métèques des grandes villes. M. Joseph Barthélemy les a définis d'un mot exact dans une conférence faite à la Société d'économie politique de Paris, le 5 novembre 1924, en disant qu'au point de vue moralité, c'étaient des Français d'il y a trente ans. Il y a même plus longtemps que l'organisation de la famille telle qu'ils la conçoivent, ou du moins telle qu'ils la concevaient lorsqu'ils sont arrivés, a disparu de nos régions.

Les familles sont extrêmement prolifiques. La moyenne de chacune ne descend guère au-dessous de 7 à 8 membres. Certaines comptent même 15 et 16 enfants. On en cite une de 32 membres comprenant le père, la mère, 6 enfants mariés et leur descendance, et 3 oncles ou tantes célibataires. La femme italienne accepte volontiers la maternité; elle la considère comme sa vraie fin sur terre.

L'union règne en général dans ces foyers. L'autorité du père de famille s'est conservée intacte. Lui seul commande et il est obéi sans protestation. Il tranche les différends qui pourraient surgir sans que quelqu'un élève une critique. Il touche les revenus, ne donne pas

de salaires, mais pourvoit aux besoins de chacun. Le dimanche, jeunes et vieux touchent une pièce pour se distraire. Dans une famille, c'est l'aïeule qui dirige la maison, et tout le monde l'honore et l'écoute; mais cette famille était trop nombreuse pour vivre dans le même logement; il fallait se séparer, que certains allassent habiter ailleurs, mais personne ne voulait quitter le toit maternel. L'aïeule dut désigner ceux qui partiraient : l'aîné et le plus jeune des fils mariés. La décision fut admise sans réplique. Mais ceux qui vivent à l'écart souffrent de leur isolement et le dimanche, lorsque le travail ne les appelle pas aux champs, ils viennent chez l'aïeule, heureux de se retrouver en famille.

Quand le chef vient à mourir, quand l'autorité supérieure du père ou de la mère disparaît, la brouille parfois entre dans la famille; on se sépare et chacun va vivre de son côté.

Toutes les familles ne sont pas, d'ailleurs, comme celle-là. Il y en a qui ont déjà travaillé dans l'industrie et dont la mentalité a varié au contact d'éléments mauvais; il y a aussi celles dont l'éducation, la civilisation plus raffinée les rapprochent des familles françaises : c'est alors le type de famille instable, réduite, que le néo-malthusianisme a déjà gagné.

Cette forte constitution de la famille provient, en partie du moins, de leur esprit religieux très conservé. Ces familles appartiennent toutes à la religion catho-

lique. 80 p. 100 au moins sont pratiquantes; l'élément le plus indifférent serait formé de ceux qui ont des sympathies pour le fascisme, mais ils ne constituent pas une majorité. Beaucoup même gardent une haine profonde contre un régime qui les a chassés de chez eux. Ils préfèrent aussi la liberté relative dont on jouit en France.

Cette religion fortement ancrée est l'apanage de toute la nation italienne. Le prêtre jouit là-bas d'une grande considération, qu'il a perdue en général dans nos contrées. Il est aimé, respecté, écouté de ces familles de paysans. La religion pour eux est un besoin résultant de la tradition, de l'éducation; souvent aussi, elle leur sert de distraction. Le dimanche, les femmes, les enfants, même les hommes, suivent attentivement les fêtes religieuses.

Elles donnent lieu à des chants, des illuminations, des réunions nombreuses et variées qu'ils n'ont pas retrouvées chez nous. Les femmes surtout s'en plaignent; elles regardent avec pitié nos pauvres églises délaissées où quelques fidèles viennent encore suivre les offices rituels. Elles ont peine à voir que beaucoup de villages n'ont plus de desservants parce qu'il ne se fait plus de prêtres. Les hommes ressentent moins cette impression, car leur religion est plus superficielle; ils s'en désintéressent même facilement. Ils courent sur semaine aux foires et aux marchés, le dimanche au cabaret. Ils ne ressentent pas l'isolement de la femme qui garde seule le foyer.

Dès leur arrivée dans nos régions, ces étrangers demandèrent des prêtres. La question était embarrassante : ils ne connaissaient pas le français, nos prêtres n'avaient pas appris l'italien. Pendant longtemps les services religieux se firent tant bien que mal. L'archevêque d'Auch demanda alors un prêtre à Rome, pour assurer le service des étrangers. En 1926, Rome envoya un desservant dans chacun des quatre départements : Gers, Lot-et-Garonne, Tarn-et-Garonne et Haute-Garonne. Ils habitent le chef-lieu de département, mais avec un zèle inlassable, ils parcourent la campagne, visitent ces familles, les réconfortent. Dans chaque paroisse ils les réunissent à l'église, leur font un sermon, leur donnent les sacrements. Ils sont très aimés de ces populations, et constituent bien souvent un élément de modération et de bonne entente.

En dehors de ces prêtres, il y a un secrétariat d'assistance à Agen, dirigé par Mgr Torricella, prélat de Sa Sainteté. Ce secrétariat existe depuis 1924. Il ne fut, au début, qu'une filiale de l'Œuvre Bonomelli dont les bienfaits pour les émigrants ne se comptent plus. Mgr Bonomelli créa cette œuvre en 1901 pour secourir les émigrés italiens qui travaillaient en Suisse et dont une enquête, parue en 1899, dans le *Corriere della Serra*, avait mis à jour leur situation misérable. L'œuvre réussit; elle étendit son action à la France, surtout dans les régions du Rhône et de la Loire, pour éviter la traite des enfants. Le gouvernement reconnut à maintes

reprises son magnifique effort et lui distribua des récompenses. Pendant la guerre, son activité redoubla pour soulager les innombrables misères des ouvriers italiens que la déclaration de guerre faisait refluer en foule vers la mère patrie.

Depuis l'armistice, ses efforts ont repris à l'étranger, plus puissants, plus soutenus. Elle créa de nombreux bureaux à Marseille, Chambéry, Arles, etc.

Lorsque les premiers résultats de l'immigration en Gascogne furent connus, elle organisa un nouveau secrétariat à Agen, dont Mgr Torricella fut nommé directeur.

Mais, en 1926, l'œuvre dut restreindre son rayon d'action. Le Gouvernement italien venait de lui retirer la subvention annuelle de 200.000 livres. Le secrétariat d'Agen, considéré comme un des moins importants, fut supprimé, mais Mgr Torricella resta à son poste. Le secrétariat subsista autonome et indépendant. L'œuvre, personnelle, ne vit plus que des dons qu'on lui fait. Son action reste cependant efficace. L'installation modeste, faite d'un simple bureau sans tapis, ni antichambre dorée, l'autorité du prêtre et sa grande amabilité pour ses compatriotes, malgré sa dignité épiscopale, attirent le pauvre émigrant; il y vient chercher des secours pécuniaires et moraux.

Voilà d'ailleurs à quoi se résume cette armée de prêtres dont parlaient certains quotidiens. Ils nous ont rendu de grands services; et, ne serait-ce l'exalta-

tion du sentiment de patrie qu'ils maintiennent chez l'émigrant, nous n'aurions qu'à nous louer de leur venue.

Mais cet état d'esprit se maintiendra-t-il dans cette immigration? Il est fort à craindre que non. Beaucoup d'Italiens abandonnés à eux-mêmes s'adaptent aux idées avancées qui sont l'apanage du paysan gascon. Eux aussi perdent la foi, acceptent les théories individualistes. On ne constate pas encore de diminution dans la prolificité de ces familles, mais il n'est pas douteux que, dans quelques années, la natalité de ces Italiens baissera pour se mettre à l'unisson des familles françaises. Comme dans la région de Lyon où le phénomène a été constaté, ils subiront notre influence. Quand ils se plaignent d'ailleurs aux Français, ceux-ci de leur répondre : Si au lieu d'être 8 ou 10, vous n'étiez que 3, votre situation serait meilleure; et le ferment peu à peu s'introduit dans leur âme, car l'homme cède plus facilement au mal qu'au bien.

§ 3. — Conséquences politiques.

Les mouvements d'immigration soulèvent aussi des problèmes politiques qui ne sont pas les moins importants. On entend souvent répéter que ces étrangers sont un danger politique pour la France, qu'ils nuisent à notre sécurité. La question a surtout été agitée depuis la guerre, depuis que les étrangers par milliers se sont

jetés sur notre pays. Au dernier recensement de 1926, on compte 2.500.000 Italiens, Espagnols, Polonais, etc., qui travaillent en France. Actuellement on peut dire sans exagération que leur nombre atteint les 3 millions. Ils représentent donc 7 p. 100 au moins de la population totale, proportion qui commence à devenir inquiétante. Déjà, avant la guerre, P. Leroy-Beaulieu parlait de ces 300.000 étrangers « armée sans cadres ». Peut-on dire aujourd'hui qu'ils sont sans cadres lorsque le syndicat révolutionnaire les guette pour en faire sa proie?

Dans le Sud-Ouest on souleva la question dès que certains journalistes eurent publié les résultats de leurs enquêtes et annoncé que bientôt on compterait 200.000 Italiens dans le Sud-Ouest, bandes encadrées de consuls et de prêtres qui venaient à la conquête de notre Midi.

Nous avons essayé dans une certaine mesure de faire justice de ces chiffres. 50.000 Italiens environ travaillent dans le Sud-Ouest, par conséquent leur nombre ne dépasse pas 6 p. 100 de la population totale, proportion inférieure à la moyenne de la France.

Combien ces chiffres nous paraissent peu alarmants, si l'on considère les proportions des autres départements réputés pour avoir beaucoup d'étrangers. Les Alpes-Maritimes abritent 141.000 étrangers sur une population totale de 435.000, soit une proportion de 32 p. 100; les Bouches-du-Rhône, 180.000 sur 929.000,

soit 19,3 p. 100; la Moselle 114.000 sur 633.000 habitants, soit 18 p. 100. Dans le Var, la proportion est de 17,5 p. 100; dans le Nord, 12 p. 100⁽¹⁰⁾.

Fait encore plus rassurant : ces étrangers ne vivent pas en agglomérations; ils sont disséminés dans les campagnes et, par conséquent, ne pourraient pas s'entendre facilement s'ils voulaient se livrer à une action concertée. Différence encore avec les départements que nous avons signalés plus haut, départements où l'émigré vit en colonie et où l'action des syndicats révolutionnaires peut se faire plus facilement sentir.

Le communisme essaya bien de gagner à sa cause ces populations italiennes. Le 11 avril 1926, se tint à la Bourse de Toulouse une réunion où assistaient des personnalités françaises et italiennes, représentant la cause communiste. Il fut décidé que, le 27 avril suivant, aurait lieu un grand congrès de paysans en vue d'une organisation méthodique et nécessaire du prolétariat italien. Il eut lieu. On décida la création d'un syndicat dans chaque département et d'un Comité régional des travailleurs de la terre. Le but de ces syndicats serait évidemment, « au risque de rendre furieuse la réaction, de tenir haute la bannière et de défendre les droits du prolétariat italien enchaîné ». Ce but était nettement contraire à l'esprit de nos associations agri-

(10) Chiffres fournis par M. Oualid, conférence du 23 février 1927, au Musée social.

coles. Il ne plaisait guère davantage aux « laborieux paysans bergamasques ou de Vénétie, indifférents aux grandes querelles qui agitent l'Italie et penchés âprement sur la terre à qui ils demandent leur vie » (11).

Mais, d'un côté opposé, n'y a-t-il pas parmi ces immigrants des personnages à la solde de leur gouvernement pour explorer nos régions, se rendre compte de leur situation économique exacte, pour savoir si plus tard notre Gascogne ne serait pas mûre pour faire partie de la plus grande Italie ?

On craignait peut-être que l'Italie ne suivît la conduite de l'Allemagne avant la guerre. On se souvient encore de ses nombreux agents qui sillonnaient notre pays sous l'habit d'un joueur d'orgue, d'un marchand de bibelots, ou d'un riche propriétaire achetant, dans l'Est et le Nord surtout, des points stratégiques, de sorte qu'au début des hostilités ils connaissaient admirablement ces régions. On se souvient aussi de cette parole de de Moltke : « Un des moyens d'information propres à rendre les opérations de guerre plus faciles, plus certaines, c'est de profiter de la paix pour explorer, étudier le territoire des Etats avec lesquels on peut prévoir une guerre. »

Pour les Italiens du Sud-Ouest, la réponse est difficile, car un espion est parfois celui que l'on soupçonne le moins. Comme Protée, il prend toutes les

(11) *Express du Midi*, 8 mai 1926 : *La situation morale des Italiens agriculteurs dans le Sud-Ouest*, article de Rusticus.

formes. On peut cependant affirmer, sans crainte d'erreur, que la majorité des paysans, la totalité des métayers et des domestiques et presque tous les petits propriétaires forment un élément au-dessus de tout reproche à ce sujet. Certains gros propriétaires peut-être, fascistes convaincus, permettent quelques hésitations, mais leur nombre est infime et leur influence nulle.

Certains même sont allés beaucoup plus loin; ils ont vu en la colonie italienne une sérieuse menace pour la Gascogne en cas de guerre. Les Italiens de Tunisie, les plus nombreux, s'empareront de nos possessions là-bas; les Italiens du Midi, se concertant avec ceux du Sud-Ouest, envahiront tout le Midi, aidés par la flotte italienne débarquant sur les côtes de Méditerranée. Menace d'autant plus grave qu'ils se trouvent à la jonction de voies de communication importantes : la ligne Bordeaux-Cette, la ligne Toulouse-Bayonne qui remonte vers Paris. Le Gouvernement italien n'a-t-il pas revendiqué hautement Nice, la Savoie et la Corse ?

Nous ne croyons pas qu'ils seraient un grave danger. Ils ne disposent pas, tout d'abord, de forces considérables dans le Sud-Ouest. Que sont 50.000 Italiens disséminés au milieu d'un million de Français, et encore, que de femmes et d'enfants !

Que feraient-ils d'ailleurs contre des garnisons armées et prêtes ? Leurs rébellions seraient vite répri-

mées. D'ailleurs, lorsqu'on parcourt les campagnes et que l'on voit ces paysans au travail, on peut se demander si vraiment ces craintes ne sont pas puérides. Comme tout homme qui garde en soi-même un sentiment d'humanité, ces agriculteurs haïssent la guerre, mais plus que tout autre, ils ont des raisons de la craindre.

Les bruits de tension diplomatique entre les deux Gouvernements qui circulaient encore récemment, avaient jeté de l'inquiétude dans cette colonie. Dans quelle situation délicate placerait ces émigrants une déclaration de guerre entre la France et l'Italie ? La confiscation des biens, la ruine pour beaucoup, tant d'efforts dépensés en pure perte. Beaucoup, surtout ceux du Frioul, se souviennent du traitement peu amène que les Autrichiens leur firent subir pendant la guerre et ils ne désireraient pas voir se reproduire cette situation avec les Français. Comme le résumait d'ailleurs parfaitement M. L. Dampniot dans *l'Echo de Paris* au mois de mai dernier : « Comment aussi pourrait-on croire que des hommes seraient assez insensés pour appeler, sur une contrée qui contient à la fois tout ce qu'ils possèdent et leurs propres familles, un châtiement foudroyant et terrible, alors qu'il n'y aurait aucun espoir raisonnable d'arriver à un résultat définitif ? »

CHAPITRE V

L'ASSIMILATION

La meilleure solution, pour éviter ces inconvénients politiques qu'entraîne toute main-d'œuvre étrangère, serait de les assimiler, d'en faire des Français.

La fusion de ces étrangers avec les indigènes ne vaudrait-elle pas détruire l'harmonie de la race française ?

Cette question qui peut paraître puérile dans la bouche de Français est un des problèmes les plus graves que soulève le phénomène d'immigration aux Etats-Unis. Pour les Américains, il y a des indésirables au point de vue ethnique et principalement les immigrants qui nous intéressent ici : les Italiens. Ils font partie de la race méditerranéenne qui doit être impitoyablement rejetée parce que d'un rendement économique médiocre, surtout pour l'Italien du Sud, et d'une prolificité en général trop grande. Seule la race nordique — et les Etats-Unis nous font l'honneur de nous y comprendre — est digne de s'amalgamer à la nation américaine. On connaît aussi le péril noir et le péril jaune : les frontières fermées aux Japonais par un préjugé de race d'abord, mais également pour des causes économiques, de crainte d'une concurrence terrible qu'ils

ne manqueraient pas d'exercer à l'agriculture et au commerce locaux ⁽¹⁾.

§ 1. — Le problème de l'assimilation.

En France, le problème ne se pose pas avec les mêmes données. Nous ne pouvons pas nous montrer aussi exigeants parce que nous sommes pauvres en hommes et surtout en agriculteurs. D'ailleurs, existe-t-il vraiment une race française ? Avons-nous un type bien spécifique au point de vue ethnique ? L'histoire nous apprend que nous ne sommes qu'un mélange hétéroclite des divers peuples qui ont envahi notre territoire et que nous avons assimilés. « Le Français d'aujourd'hui est le produit d'un mélange ethnique très disparate et très complexe. Dans son sang coule à la fois celui de tous les peuples et de toutes les races qui ont eu à jouer ou jouent un rôle quelconque dans la civilisation humaine. Cela n'a pas empêché la France de se placer parmi les premiers peuples de la terre et de devenir une des nations les plus brillantes, les plus admirées, les plus aimées. » ⁽²⁾.

C'est en se basant sur ces mêmes principes que la Société d'économie politique de Paris, par ses représentants MM. J. Guyot et H. Liesse, proteste contre la

(1) On a même dit que si l'immigration était libre aux Etats-Unis, la Floride ne serait qu'une vaste ferme japonaise.

(2) J. Finot, *L'agonie et la mort des races*, p. 20, cité par Blanchard, *op. cit.*, p. 288.

restriction que l'on voudrait apporter à l'assimilation des étrangers.

D'ailleurs n'est-ce pas par la fusion des races que les Etats-Unis eux-mêmes, qui se montrent aujourd'hui si intransigeants, ont vu leur population croître de 100.000.000 d'individus en un siècle ?

De même la Prusse dut son développement à l'apport parfois systématique de sang étranger. On ne peut nier aussi l'influence énorme qu'exercèrent les émigrés français après la révocation de l'Edit de Nantes sur la prospérité de Berlin, où plus de 7.000 réfugiés trouvèrent asile et régénérèrent le commerce et l'industrie. On pourrait ainsi multiplier les exemples.

Quand on considère notre Gascogne on sent très bien que, plus que toute autre région, elle a besoin de gagner ces travailleurs étrangers, de les fixer sur son sol, de leur rendre la vie agréable et commode dans la mesure du possible pour qu'ils continuent à féconder notre terre et que la contrée entière renaisse à la vie économique.

D'aucuns se sont montrés sceptiques sur les succès des efforts tentés dans ce but. Jusqu'à ce jour, évidemment, le mouvement n'a pas donné de résultats concrets, car il est trop récent. La loi française exigeait, tout dernièrement encore, l'accomplissement d'un stage que la plupart des Italiens ne pouvaient avoir effectué. Ce n'est pas non plus en quelques années que ces étrangers vont oublier le souvenir encore

vivace de leur patrie pour s'attacher irrévocablement à la nôtre. Nous devons donc raisonner *a priori*, ce qui permet la discussion, sans que des chiffres puissent, d'une façon irrévocable, confirmer ou infirmer les diverses opinions.

Certains donc ne croient pas à une assimilation de ces éléments italiens. M. Esparbès écrit, dans le *Sud-Ouest Economique* . « Il est d'ailleurs bien explicable qu'un peuple lourd de traditions, parvenu au degré commun de civilisation des peuples européens, dont les caractères propres, la langue, les usages, les méthodes, la culture même très nationalisés, forment le type distinct, ne se soumette pas à une assimilation facile et qu'il n'en sente même plus le besoin » ; et plus loin : « Dans la mesure où cette colonie se maintiendra, il est bien probable qu'elle conservera une indépendance à peu près complète » (3).

M. E. Helsey, de son côté, émettait, dans *Le Journal* (4), une opinion semblable : « Une immigration aussi dense ne saurait, en effet, se diluer dans notre population et tout est fait pour en sauvegarder jalousement le caractère national. »

Quelles sont les raisons que l'on invoque pour justifier de telles allégations ? On prétend tout d'abord que l'Italien est insouciant et nonchalant. Il profite

(3) *Le Sud-Ouest Economique*, 16-30 novembre 1926, J. Esparbès, p. 1472, *La colonie agricole italienne dans le Sud-Ouest*.

(4) *Le Journal*, articles de juin 1925.

des avantages que lui procure le pays, mais ne s'y attache pas. De plus, il est, par nature, très instable; il lui en faut peu pour quitter sa situation actuelle si une autre en apparence meilleure s'offre à lui. Il abandonne celle-là avec sa famille, quitte à recommencer quelques mois après, s'il a été désillusionné, et l'on cite des exemples concrets; les domestiques et les métayers changeant facilement de départements. Voyez aussi les Italiens qui, en assez grand nombre, demandent, depuis la crise de chômage dans l'industrie, à venir du Nord dans le Sud-Ouest parce qu'on leur a promis des terres, et leur pain quotidien. Considérons enfin ceux qui sont mécontents, qui ne réussissent pas et qui ne demeurent que comme pis aller. S'ils ont quelque chose en vue ailleurs, ils repartiront. Certains ne liquident-ils pas, n'ont-ils pas revendu leurs propriétés à des Français ? L'Italien ne se fixe pas, il va où il croit avoir intérêt à aller; il ne faut donc pas compter le retenir sur notre sol.

De plus, l'Italien émigre rarement pour toujours, et, à l'appui, on invoque les mouvements migratoires italiens déjà existants. L'émigrant temporaire revient évidemment dans son village puisqu'il y a laissé sa famille et ses biens; ceux qui faisaient l'émigration continentale, qui partaient au Tyrol, en Allemagne du Sud, sur le Rhin, s'empressaient de regagner leur pays natal dès qu'un petit pécule leur faisait entrevoir une existence meilleure dans leur village. Même les émi-

grants permanents, ceux qui partaient en Amérique ou ailleurs, pour plusieurs années, aspiraient, fortune faite, à regagner la mère patrie. Actuellement, ce mouvement de rapatriement semble d'ailleurs s'accroître. Pendant les trois dernières années, pour l'émigration continentale, les chiffres en font foi :

Années.	Émigration continentale.	Rapatriement.	Différence.
1924	201.591	107.421	94.170
1925	189.737	122.180	37.557
1926	126.297	106.099	20.198

En Gascogne, il en sera de même. Ces paysans resteront huit, dix ans, plus s'il le faut, jusqu'à ce qu'ils aient amassé un petit pécule ou une fortune, puis reprendront le chemin du retour; dans les régions de vignobles la chose devient facile, si le vin continue à se vendre un assez bon prix.

La langue, elle aussi, constitue un obstacle. Les jeunes l'apprennent avec plaisir, mais les vieux éprouvent quelques difficultés, un peu de répugnance même. A leur âge, où l'on vit surtout de souvenirs, on change avec regret ses habitudes. Ils se sentiront toujours des étrangers, n'auront pour la France qu'une sympathie peu profonde. Leur influence sur leur famille restera grande par le respect qu'ils inspirent à leurs proches.

Enfin et surtout, il ne faut pas compter sur l'assimilation de ces étrangers parce que le Gouvernement italien s'y oppose nettement. Que d'efforts ne fait-il pas

pour maintenir ses ressortissants en véritable colonie ? L'activité du clergé italien, celle des patronages et des associations, celle des agents officiels dont les pouvoirs tendent à devenir de plus en plus importants n'ont pour but que d'essayer de conserver intacte la mentalité de l'émigrant.

Telle est l'opinion de ceux qui n'ont pas confiance. Certains de leurs arguments peuvent faire impression, car ils sont basés sur des faits. Nous ne saurions cependant partager ce pessimisme. Rarement au contraire, immigration s'est présentée, à notre avis du moins, dans des conditions aussi favorables pour une stabilisation sûre, prélude d'une assimilation rapide. Souvenons-nous de cette parole encourageante de List : « L'assimilation, tant sous le rapport de la langue et de la littérature que sous celui de l'administration et des lois est dans le génie de toute nationalité, et il est bon qu'il en soit ainsi. » ⁽⁵⁾. Elle l'est peut-être plus encore dans le génie de la France que dans celui de toute autre nation, par l'accueil bienveillant que nous réservons aux étrangers, même à ceux qui n'en valent pas la peine.

Les Italiens qui vinrent en Gascogne sont d'une race qui se rapproche beaucoup de la nôtre. L'Italie est, avec l'Espagne, notre « sœur latine », expression qui, parfois, devant l'attitude des Gouvernements, peut

(5) F. List, *Système national d'économie politique*, Livre IV, chapitre IV, p. 104.

sembler paradoxale, mais qui cependant n'en est pas moins vraie. Leur mentalité s'identifie avec celle de nos paysans, leurs habitudes ne diffèrent pas sensiblement. On peut dire, sans chances d'erreur, qu'au point de vue ethnique ils sont plus près des populations du Sud-Ouest que les Bretons du Finistère.

L'Italien est peut-être insouciant et nonchalant, mais cette nonchalance devient obligatoire dans un pays de chômage fréquent. D'ailleurs ce caractère s'applique davantage à l'Italien du Sud qu'à l'habitant du Nord. Or, en Gascogne, nous n'avons pas reçu comme travailleurs des joueurs de guitare.

De plus, ce sont des agriculteurs-nés. Ils aiment profondément leur métier, ne font pas partie de cette catégorie d'ouvriers d'industrie qui ont accepté le métier d'agriculteur par nécessité; le contraire serait même exact. En Italie, ils cultivaient la terre; en France, ils entendent tirer leur gagne-pain de la propriété. Ils ont conservé intacte leur âme de paysan. Entre eux et la terre existe toujours cette douce amitié qui les unit, les retient sur le sol, aussi ingrat soit-il, et parfois même en fonction de cette ingratitude.

Si certains ont des sujets de mécontentement, beaucoup ont trouvé chez nous un indiscutable bien-être. Les plus éprouvés, nous l'avons vu, étaient les propriétaires, mais ils ne forment pas une majorité, et encore beaucoup ont rétabli leur situation compromise. Les métayers et les fermiers mènent une vie

assez large, dans un milieu moins arriéré que le leur, n'ayant pas à supporter les brimades d'une bourgeoisie.

Mais surtout que pourrait proposer l'Italie à ses émigrants du Sud-Ouest? Il n'y a plus de place au pays natal. La surpopulation a engendré la misère ou un état économique très voisin. Les colonies peut-être ! Ils préfèrent certainement rester chez nous.

En se basant sur ces faits, certaines personnalités italiennes nous ont affirmé que 90 p. 100 resteraient. Ils ont fait d'ailleurs de gros sacrifices, dépensé beaucoup d'argent pour les frais d'installation : c'est un gage précieux de leur intention ferme de se fixer définitivement en Gascogne.

Si l'on n'a pas constaté de naturalisations officielles, si les demandes sont encore très faibles, même depuis la nouvelle loi, ces Italiens présentent déjà des symptômes certains d'attachement à la France. Les enfants et les jeunes gens permettent surtout de grands espoirs, eux pour qui la France est leur seule patrie, parce que tout jeunes ils ont quitté l'Italie et qu'ils n'en gardent qu'un souvenir pénible : celui des années de misère qui ont précédé leur départ.

Ce sont là des bases solides pour une politique d'assimilation. Rien ne s'oppose logiquement à ce que ces émigrés deviennent des Français, mais il faut avoir la « *volonté inébranlable* » de nous les attacher. Jamais on ne répétera assez qu'ils nous sont indispensables,

que leur retour au pays natal causerait des vides impossibles à combler. Le recrutement pour l'agriculture devient excessivement difficile quand l'industrie de son côté demande de la main-d'œuvre. Les hauts salaires, la vie en commun attirent les meilleurs éléments, l'agriculture se contentant alors des moins qualifiés et du déchet qu'on ne veut plus ailleurs. Ceux-ci sont venus de leur gré, avec un enthousiasme rare chez un émigrant : nous devons les garder.

Mais à cette volonté d'assimilation s'en opposera une autre, celle de l'Italie, cherchant à maintenir intact le culte de l' « italianité ». C'est le grand obstacle à cette assimilation, car l'acclimatation de l'émigré n'est pas l'œuvre d'un jour. Il faut que l'individu ait le temps matériel et moral de s'imprégner de notre civilisation, de nos mœurs, qu'il se soit adapté au nouveau milieu dans lequel il doit vivre. Ceci exige une période assez longue pour sa réalisation. C'est alors qu'a lieu ou que devrait avoir lieu cette lutte sourde, parfois inavouée, mais courtoise de chacune des deux nations se disputant le cœur de ces émigrants.

Quelle a été en Gascogne l'attitude des Gouvernements italien et français devant ce mouvement d'immigration ? C'est ce que nous allons étudier rapidement.

§ 2. — Attitude du Gouvernement italien.

L'Italie a toujours eu envers l'émigration une politique très nette. Mussolini, dans la préface du rapport sur l'émigration, en 1924-1925, présenté par M. de Michelis, l'a définie en termes précis : « C'est un ensemble de mesures, d'organismes, de directives, grâce auquel l'exode désordonné des masses découragées se transforme en déplacements conscients d'énergie productive qui sert d'instrument pour le développement de la nation. »

L'émigrant n'est plus un être que l'on abandonne aux pays étrangers, parce qu'on ne peut le nourrir. Il reste à l'extérieur un « citoyen », une source d'énergie productrice, un agent de propagande qui doit servir la plus grande patrie. Mais, pour accomplir son œuvre, il faut qu'il conserve ses premiers sentiments, qu'il ne s'assimile pas aux populations indigènes, qu'il garde intact le culte de l'italianité. Or le Gouvernement ne dispose que d'un moyen pour conserver cette mentalité : les suivre à l'étranger, veiller à leurs intérêts, leur prouver en toutes circonstances sa sollicitude et sa reconnaissance pour l'œuvre qu'ils accomplissent au dehors en servant la mère patrie.

Mais si l'émigrant ne peut y jouer ce rôle, l'émigration devient un mal, une calamité même pour le pays d'origine.

Cette conception de l'émigration découle d'une théo-

rie économique assez ingénieuse que l'Italie a mise sous une forme pratique, mais que d'autres économistes avaient déjà élucidée, du moins en partie. Les mercantilistes considéraient l'émigration comme une perte sèche en hommes et en capitaux pour le pays. J.-B. Say la comparait à la perte d'une armée avec armes et bagages. Roscher estimait que les émigrants emportaient avec eux un capital supérieur à la moyenne individuelle du capital dans leur pays d'origine et appauvriisaient par suite celui-ci.

La politique de l'Italie part du même point de vue, mais elle est plus complexe, plus étendue et pousse les conséquences beaucoup plus loin.

La production exige deux facteurs principaux : les matières premières et le travail fourni par l'homme. Tout pays est riche s'il possède ces deux facteurs, ou, ce qui est moins rare, l'un des deux. La France et l'Italie sont donc puissantes : l'une par ses matières premières ou ses capitaux, l'autre par sa main-d'œuvre. Mais les Italiens déplorent qu'actuellement encore nous vivions, suivant l'expression de M. Rodet, « sous la pesante tyrannie des capitaux », tyrannie à la fois économique, sociale et politique.

Fait d'autant plus déplorable que cette situation, au dire de beaucoup, est anormale. Avec juste raison peut-être, ils considèrent que la force d'un pays consiste surtout dans l'importance de sa population, dans sa richesse en activité humaine, richesse beaucoup plus

estimable, à leur sens, que la possession de biens ou de capitaux. Un peuple dont la population est clairsemée — c'est le cas de la France — est près de sa ruine, malgré sa richesse matérielle; un peuple prolifique semble, au contraire, qualifié pour conquérir les autres.

L'Italie ne veut donc plus céder aux pays capitalistes sa précieuse main-d'œuvre sans en tirer des avantages, avantages que nous avons signalés. « Les pays qui, par privilège de la nature, disposent de matières premières ont montré qu'ils savent défendre énergiquement ce privilège. Les pays d'émigration doivent savoir en faire autant. » Telles sont les propres paroles de Mussolini à la séance d'ouverture du Conseil d'émigration, en 1923, car pour donner plus de poids à sa politique, il convoqua à 2 reprises, en 1922 et 1924, les pays d'émigration pour une action concertée. (Ce Conseil d'émigration est un organe issu de la conférence de 1922.)

C'est le programme que le Gouvernement italien essaya de mettre en pratique dans le Sud-Ouest. Il faut reconnaître cependant qu'au début du mouvement les dirigeants italiens ne se montrèrent pas aussi catégoriques et qu'en 1922, lorsque la situation économique et politique de l'Italie n'était guère brillante, ils acceptèrent avec joie qu'ils vinssent en Gascogne; mais, depuis que le fascisme est maître, leurs préten-

tions ont grandi parce qu'ils se sentent plus forts et que leurs possibilités d'enrayer l' « hémorragie démographique » sont plus grandes.

Les années suivantes, l'Italie appliqua cette politique avec une persévérance et une intelligence que nous devons être les premiers à reconnaître; elle le fit d'ailleurs d'une manière assez ouverte.

M. Pétrelli, à la séance de la Société d'Economie Politique, après la conférence de M. Barthélemy, s'est écrié : « Qui pourrait faire un grief au Gouvernement italien de faire tous ses efforts afin d'empêcher que les émigrants cessent de faire partie de la grande famille nationale ? » (6).

M. F. Colletti écrit de son côté dans le *Corriere della Serra* du 14 mai 1927 : « Nous n'allons pas rester à regarder les bras croisés. Aux lois nous opposerons les lois et à la propagande qui veut nous arracher à bon compte des citoyens, nous opposerons la propagande de l'italianité. » Et plus loin, semblant s'adresser à l'amour-propre individuel de l'ouvrier italien : « Tu cèdes par le salaire qu'on te paie le travail de tes bras, et c'est très bien; mais on voudrait aussi acheter par le même salaire ton âme de citoyen : tu serais un esclave et non un homme libre si tu cédaï à ce marché. »

(6) *Colonisation en France par la main-d'œuvre étrangère*, conférence de M. Joseph-Barthélemy, député du Gers, faite le 5 août 1924, à la Société d'économie politique à Paris. V. *Economiste français*, 22 novembre 1924.

Le premier point de cette politique se caractérisa par l'extension des pouvoirs des consuls. Cette prétention n'est d'ailleurs pas nouvelle. Déjà, en 1913, lors de la discussion entre le Comité des Forges de Meurthe-et-Moselle et les autorités italiennes pour le recrutement de cette main-d'œuvre, celles-ci demandaient, outre le monopole du recrutement, que les consuls pussent visiter les chantiers ainsi que les logements autant qu'il leur plairait, et qu'ils eussent pleins pouvoirs de juridiction pour les litiges à naître concernant les actes de recrutement. Pendant la guerre, l'Italie émit les mêmes prétentions. Les consuls pourraient « visiter les établissements des employeurs et imposer leurs bons offices pour le règlement des conflits individuels ou collectifs entre patrons français et ouvriers italiens ». La France refusa d'admettre ces conditions. Donner surtout un pouvoir de juridiction à des consuls étrangers serait aliéner une partie de sa souveraineté.

Dès que l'immigration en Gascogne prit une certaine importance, les cadres consulaires furent renforcés. Avant guerre, Bordeaux était la seule ville à posséder un consulat dont l'action s'étendait à tout le Sud-Ouest. A Toulouse résidait un agent consulaire de nationalité française et qui expédiait les affaires courantes des Italiens — peu nombreux — domiciliés dans nos régions. Il fut bientôt remplacé par un Italien; de par sa nationalité, il ne pouvait plus servir convenablement

la cause italienne. Toulouse devint même, plus tard, consulat de première classe et son rayon d'action s'étendit aux départements témoins de cette immigration. Mais la tâche devenait écrasante; le Gouvernement italien résolut alors d'établir des agents consulaires dans les chefs-lieux de départements. Le premier créé fut celui d'Auch, ensuite ceux de Montauban, Agen, Bayonne, etc. En même temps, le consulat de Toulouse augmenta de classe et devint consulat général.

Le rôle des consuls et agents consulaires est immense. Ils font office, auprès de ces émigrants, de préfet, de maire et de notaire, s'occupent des naissances, des mariages, des décès, des successions, des testaments. Mais à côté de cette mission officielle, ils jouent aussi un rôle officieux, plaidant pour les ressortissants et, de manière plus générale, cherchant à venir au secours de ces émigrés dans toutes les situations où ils éprouvent des difficultés.

L'Italie aurait voulu pouvoir augmenter encore les pouvoirs de ces consuls, élargir les bases du contrat de travail. Tout récemment, à la Chambre des députés, M. Grandi a insisté sur le rôle toujours plus important que doivent jouer les consuls italiens à l'étranger. Non seulement ils doivent veiller aux intérêts de leurs compatriotes, mais encore aider à l'expansion de l'Italie actuelle dans le domaine politique et économique, et chaque mois, ils doivent faire un rapport à la Direc-

tion générale des Italiens à l'étranger, sur la situation sanitaire de leur circonscription.

Pour faciliter la tâche des consuls, le Gouvernement italien favorise la création d'associations à caractère privé dont le but est d'assister les travailleurs italiens et de lutter pour la conservation de l'« italianité ».

A Toulouse a-été créé un patronage⁽⁷⁾ qui agit en accord avec le consulat. Son rôle était surtout important lorsqu'il n'y avait pas encore d'agents consulaires dans les départements. A sa tête se trouve un homme jeune, compétent, tout dévoué à son pays. Ce patronage s'occupe de toutes les questions que soulève l'activité de l'émigrant et principalement le placement — il essaye de leur faire obtenir des salaires élevés — les formalités à accomplir dès leur arrivée en France, les litiges entre Italiens et Français.

On a essayé aussi de fonder des Associations de combattants. Elles sont très prospères en Italie. Leur puissance dépasse de beaucoup celle des associations françaises du même genre. Elles jouent là-bas un rôle économique qu'elles n'ont pas ici. Elles ressemblent à de vastes syndicats agricoles qui achètent et vendent pour les associés et surtout font du crédit aux membres nécessiteux.

Leur but, en France, serait évidemment de conserver intacts les souvenirs vécus pendant la grande guerre, mais aussi de procurer du bien-être à l'émi-

(7) Dont le siège est allées Jean-Jaurès.

grant. Ces associations s'occuperaient des pensions à liquider, des récompenses méritées et qui n'ont pas encore été décernées. Elles se proposent également un autre but : amener chaque année les enfants d'émigrés sur la Côte d'Azur prendre des bains de mer. En pratique chaque père de famille doit fournir le nom, l'âge, la taille et le poids de chacun de ses enfants. On leur donne un trousseau, et, sous la conduite de religieuses, ils passent leurs vacances agréablement. Mais ces associations, existantes déjà dans certaines villes ne se sont guère développées.

L'Italie possède encore un autre moyen de combat : opposer la loi à la loi, donner de grandes facilités de réintégration à l'Italien qui, pour une cause ou une autre, aurait perdu sa nationalité primitive. Beaucoup de personnalités italiennes critiquent la loi française, mettent en lumière les inconvénients de la naturalisation pour l'émigré : il ne formera pendant dix ans qu'un Français de deuxième zone qui ne pourra même pas devenir conseiller municipal du village qu'il rend prospère. « Il faut donc, comme l'écrivait M. Ratto, correspondant parisien de la presse italienne, préparer dans la limite du possible et du licite, en n'oubliant jamais le respect dû aux lois du pays qui les accueille, la défense de nos nationaux et de ceux de leurs fils qui désirent rester Italiens. Il est nécessaire de leur enseigner comment ils peuvent conserver leur nationalité d'après la nouvelle loi, dont il faut vulgariser les dis-

positions. C'est souvent l'ignorance de nos émigrés qui nous fait perdre des citoyens. » (8).

Les efforts que fait le Gouvernement italien pour maintenir l'émigré dans ses sentiments primitifs envers la patrie sont donc puissants et méritoires.

Peut-on lui faire un grief de suivre une telle politique? Evidemment non, en toute impartialité, quels que puissent en être les résultats pour nous. Mais nous avons le droit, de notre côté, de faire notre possible pour annihiler ses effets. Il faut opposer l'action à l'action; les moyens dont nous disposons sont d'ailleurs beaucoup plus importants que ceux de l'Italie qui, avec quelques prêtres, quelques agents officiels ou officieux ne peut établir une surveillance bien active.

§ 3. — Attitude de la France.

On répète souvent que la France n'a pas de politique d'immigration. Ce n'est peut-être plus complètement exact aujourd'hui, mais cette politique se pratique sans principes fixes, au jour le jour, suivant les circonstances économiques ou les influences politiques, parfois même avec une certaine prévention et presque toujours sans discrimination entre les différentes catégories d'immigrants.

Le but essentiel de la France est évidemment de provoquer le changement de mentalité de l'émigrant,

(8) *Corriere della Serra*, 14 avril 1927.

changement qui fait préférer à l'étranger sa nouvelle patrie à l'ancienne.

Il semblerait peut-être que le meilleur moyen de s'assimiler un étranger serait de lui faire une condition économique et morale bien inférieure à celle des nationaux. Devant cet état de choses, l'immigré demanderait la nationalité française pour profiter des mêmes avantages que l'indigène. Le fait de mettre l'émigrant sur le pied d'égalité avec le national ne l'incite pas en effet à se faire naturaliser. Le plus souvent sa situation économique et morale, celle qui l'intéresse le plus, ne s'améliorera pas sensiblement du fait qu'il est devenu Français.

Mais, dans l'état actuel de notre civilisation et surtout dans notre situation particulière, nous ne pouvons agir ainsi. Outre la question d'humanité, cette politique nous attirerait des difficultés avec l'Italie. Elle éloignerait de nos régions cette précieuse main-d'œuvre. Nous devons donc pratiquer une politique de douceur, de patience, de bonne volonté envers ces Italiens.

Il faut, comme l'a dit M. Oualid, agir sur l'individu, du dehors, en lui créant un milieu favorable à l'assimilation, et en écartant les obstacles à sa fusion, et, du dedans, en adoptant sa mentalité.

Le milieu favorable était tout trouvé. Le paysan italien ne pouvait guère espérer mieux. Le traité de travail consacrait l'égalité de traitement.

Les populations gasconnes ont accueilli à bras ouverts ces familles italiennes, nous l'avons vu. Les protestations des propriétaires ruraux au sujet des allégations de certains journaux sont un gage précieux de la sympathie qu'ils firent naître autour d'eux. Plus que tout autre, l'Italien pouvait méditer et apprécier la justesse du mot de Jefferson : « Tout homme a deux pays, le sien et puis la France. » Les familles nombreuses sont estimées, on les reconnaît méritantes.

Tout récemment une loi du 10 août 1927 vient d'adoucir les conditions requises pour obtenir la qualité de Français. Elle simplifie considérablement les formalités de la loi du 22 juin 1899. Le moyen normal d'acquérir la nationalité française pour un étranger qui n'avait auparavant aucune attache avec la France est la naturalisation, décret par lequel le Gouvernement français reconnaît que cet étranger est digne de faire partie de la grande famille nationale.

D'après l'article 6 de la nouvelle loi, il suffit d'avoir 18 ans révolus et justifier d'une résidence ininterrompue de trois ans pour pouvoir être naturalisé. Ce stage sera réduit à un an dans certains cas⁽⁹⁾. L'admission à domicile est supprimée. Autrefois la durée du stage était de dix ans.

Dans sa hâte d'augmenter le chiffre de la population, la loi décrète également que la femme mariée à un étranger qui se fait naturaliser postérieurement au

(9) V. J. officiel, 13-14 août 1927.

mariage ainsi que les enfants majeurs de cet étranger peuvent acquérir la nationalité française sans conditions de stage.

Malgré ces efforts méritoires, tous les obstacles à la fusion des Italiens n'ont pas été écartés. Le Gouvernement français a commis quelques erreurs, pris certaines mesures qui allaient nettement à l'encontre d'une assimilation rapide.

Tout d'abord, pour le recrutement. Trop d'organismes de nature et de compétence diverses s'en sont occupés. Il aurait fallu que ce fussent uniquement des professionnels, des techniciens de la région qui eussent un monopole de fait pour toutes les questions techniques de recrutement et d'organisation. Nous avons déjà analysé le rôle du Comité régional de la main-d'œuvre agricole; il n'a pas rendu cependant les services qu'on aurait pu attendre de lui s'il avait eu de plus grands pouvoirs.

A côté de lui, en effet, agissent des organismes qui accomplissaient la même tâche sans qu'il y eût aucun lien précis entre eux; souvent même ils s'ignoraient. Nous ne voulons pas diminuer en quoi que ce soit le mérite des bureaux de placement et des offices agricoles, mais il aurait mieux valu que les uns et les autres fissent partie d'un tout. Les efforts auraient certainement gagné à être coordonnés.

Quant aux organismes d'Etat, plusieurs personnalités très au courant des questions de main-d'œuvre ont porté sur eux de sévères jugements.

En 1925, M. Nogaro, rapporteur du budget du travail à la Chambre des députés, signalait le fait suivant : « Les services de main-d'œuvre pauvrement dotés, n'ayant qu'un personnel insuffisant, disposant d'indemnités dérisoires qui rendent les tournées d'enquêtes ruineuses pour des agents déjà mal rétribués, parviennent très péniblement à assurer la tâche de protection générale que leur imposent les traités. Et il arrive que les hommes le plus au courant des questions d'immigration en sont réduits à apprendre par la commune renommée que des cités étrangères sont nées dans le Nord, que des villages entiers naissent dans le Midi, que nos terres sont acquises par des sociétés étrangères au hasard, ou en tout cas dans un ordre qu'ignore l'autorité française, et que les diverses nationalités se groupent et s'installent à leur gré sur les diverses parties de notre territoire. »

M. Paon lui-même, dans son livre sur *L'immigration en France*, reconnaît l'impuissance de l'Etat dans le rôle technique. « Il y a un rôle de conseil et de guide à jouer auprès des émigrants pour leur éviter de pareils déboires, rôle qui peut difficilement être pris en charge par l'Etat. »

Connaissant exactement les besoins de la région, un organisme seul compétent aurait pu recruter de façon plus utile les émigrants les plus aptes à donner satisfaction. Les Italiens surtout y auraient gagné. C'était supprimer ces intermédiaires dont nous avons

déjà parlé et qui ont porté un tort énorme à ce mouvement. L'organisme aurait mis en garde du même coup les Italiens contre les erreurs qu'ils ont commises : erreur sur la valeur des terres, sur leur rendement, sur les méthodes de culture. Le résultat en aurait été appréciable pour l'assimilation. Car ceux qui n'ont pas réussi, ceux qui durent repartir chez eux parce qu'ils avaient été trompés, quittèrent la France la haine au cœur et dans leur village faisaient à leurs compatriotes qui désiraient partir un tableau tout à fait inexact de nos régions.

Pour le Gouvernement lui-même, c'eût été un moyen de contrôle. Malgré cela, il n'a pas vu d'un bon œil les efforts tentés par les agriculteurs de 17 départements pour former le Comité régional de Toulouse, qui eût voulu centraliser pour les départements adhérents le recrutement de ces Italiens. Il a estimé que tout ce qui touche à la main-d'œuvre est d'ordre gouvernemental et non professionnel. Cependant le Comité régional de la main-d'œuvre ne demandait qu'un monopole de fait pour toutes les questions techniques y compris l'embauchage, car la police et la surveillance des étrangers doivent évidemment rester dans les attributions de l'Etat.

La France pratiqua également une mauvaise politique lorsqu'elle établit un taux élevé pour la carte d'identité et une surtaxe pour les mutations d'immeubles en faveur des étrangers. Ces mesures furent d'ailleurs vite rapportées.

L'idée qui a présidé à leur élaboration n'était peut-être pas mauvaise en elle-même, mais le Gouvernement eut le tort certain de confondre l'étranger qui vient pour son plaisir ou qui traite quelques affaires parce que le change l'avantage, avec le travailleur qui, chassé de son pays parce qu'il n'a plus de place, vient remettre en valeur des terres abandonnées par des Français. Autant il est juste de frapper le spéculateur, autant c'est agir à l'encontre de l'intérêt général que de s'acharner sur celui qui vit de son travail et qui déjà se prive pour augmenter ses petites économies.

On a invoqué le but fiscal pour compenser la dépréciation du franc par rapport aux monnaies étrangères. Était-ce le cas de l'Italie ? La situation se présentait au contraire d'une façon toute différente : au moment des achats par les Italiens, la lire n'était pas au pair avec le franc. D'ailleurs, pourquoi vouloir empêcher ces Italiens d'acheter dans nos régions ? Le propriétaire n'est-il pas un élément de stabilité ? N'est-ce pas aussi un premier pas vers l'assimilation ? Comme l'écrivait M. de Monzie ⁽¹⁰⁾ : « On est en droit de fonder espoir pour la paix des cités sur quiconque souhaite un home en conclusion d'un labeur. »

Ces mesures, malgré leur courte application, portèrent grand tort au mouvement en Gascogne. Un gros propriétaire immigré dans le Sud-Ouest nous résumait

(10) De Monzie, *Terra clausa*, p. 84.

l'opinion de ses compatriotes : « Toutes ces mesures nous font bien comprendre, disait-il, que nous ne sommes que des étrangers. »

La France manquait donc son but, elle n'attirait pas à elle ces Italiens. Elle y a aussi perdu des capitaux. Beaucoup de propriétaires s'apprêtaient, en 1925, à acheter en Gascogne ou à faire de gros aménagements. Dès qu'ils entendirent parler des surtaxes que le Gouvernement voulait imposer, leurs intentions changèrent.

Il y a aussi la question des droits perçus au moment de la naturalisation.

Ils s'élèvent actuellement à 1.300 francs par personne. Leur importance empêche beaucoup d'émigrés et surtout les Italiens nombreux de famille, à faire leur demande de naturalisation. Il est vrai que, souvent, ils obtiennent des dégrèvements qui, parfois, vont jusqu'à l'exonération totale. En tout cas, l'étranger hésite, ne sachant pas si le dégrèvement lui sera accordé. Pourquoi ne pas faire une discrimination entre l'étranger des villes dont la mentalité est parfois suspecte et l'agriculteur italien probe et travailleur qui désire devenir Français ? Celui-ci ne devrait payer qu'une taxe modique parce qu'il fournit des bras à l'agriculture et des enfants à la nation française.

Mais le plus délicat est « d'agir en dedans », suivant l'expression de M. Oualid, d'adapter la mentalité de

l'émigrant. On n'arrache pas du cœur d'un homme, fût-il un malheureux, le sentiment de la patrie avec des sourires ou quelques amabilités. Il faut pénétrer plus au fond de son âme, et cela principalement en lui apprenant notre langue. C'est le point central de toute politique d'assimilation. Par la langue on évitera la formation d'îlots, car l'idée de vivre replié sur soi-même incite l'émigrant à chercher des compatriotes et à vivre en commun.

De grands efforts ont été déjà faits, nous devons le reconnaître, mais peut-être ne suffisent-ils pas.

Il faut d'abord agir sur l'enfant. C'est se l'attacher, en effet, que de lui apprendre à penser, à parler et à écrire dans notre langue. Revenu chez lui, l'enfant raconte le soir ce qu'il a fait pendant la journée. Il sert d'interprète. Il est, sans s'en douter, un bon avocat de la cause française. En Amérique, de nombreux auteurs ont signalé l'influence énorme qu'avait eue l'école sur l'assimilation des étrangers (11).

Les Italiens, dans le Sud-Ouest, suivent avec assez d'assiduité l'école primaire. Ils s'y montrent intelligents et travailleurs, doués d'une grande facilité pour apprendre notre langue. Beaucoup d'enfants, de 7 à 10 ans, parlent français et patois couramment.

Ils fréquentent l'école publique et les écoles privées.

(11) Musée social, 2^e conférence de M. Oualid, 18 mars 1927; M. S., mai-juin 1927.

Le rapport de l'inspecteur d'Académie signale que pour le Gers 954 élèves fréquentent, en 1926, les écoles publiques. Dans certaines communes ils sont en majorité, dans l'une ils forment même la totalité. Certains, se basant sur ces chiffres, ont écrit qu'ils avaient institué des écoles uniquement pour les colons. C'est une erreur, quoiqu'en principe la loi ne le leur défende pas. Ils l'eussent peut-être fait volontiers, car ils reprochent à l'école publique son indifférence en matière de religion, indifférence qui frise parfois l'hostilité. Mais il eût fallu établir des écoles libres gratuites; l'argent faisait défaut, difficulté qui venait s'ajouter aux obstacles établis par la loi.

Les écoles libres existantes comptent aussi parmi leurs élèves un assez grand nombre d'Italiens, dont il est impossible de préciser l'importance.

Il faut reconnaître, fait curieux à noter, que l'action du Gouvernement français ne se heurte pas sur ce terrain à une action opposée du Gouvernement italien (12).

Il est d'ailleurs préférable pour la France que l'Ita-

(12) Dans le Nord et dans l'Est seule l'Œuvre Bonomelli essaya de créer quelques cours complémentaires en Moselle et Meurthe-et-Moselle, portant sur la langue italienne, la religion ou l'économie domestique. Les émigrants polonais, au contraire, ont présenté des revendications beaucoup plus graves. Ils ont demandé des écoles polonaises avec des maîtres nationaux. Les employeurs français permirent l'établissement de moniteurs et de monitrices près des écoles privées françaises. On en compte aujourd'hui 86. Le Gouvernement français ne s'est pas opposé à leur établissement (Voir Pairault, *op. cit.*, p. 275).

lien fréquente uniquement l'école française. Il consacrera ainsi tout son temps à l'étude de notre langue et de nos mœurs. Ce sera plus utile pour lui puisqu'il est destiné, en principe, à rester dans nos régions.

Mais il faudrait aussi et surtout que les adultes, les travailleurs des champs apprissent notre langue. Ici, la question devient plus épineuse. Les ouvriers vivent dispersés à la campagne. Pendant la belle saison surtout, ils restent tard aux champs, aussi longtemps qu'un peu de clarté leur permet de travailler. Lorsqu'ils rentrent, la fatigue leur ôte le goût d'un labeur, surtout intellectuel. Il y a aussi la question des maîtres; il faut connaître l'italien, peu d'instituteurs sont capables de faire un cours en langue étrangère.

Cependant des efforts très méritoires et couronnés de succès ont été accomplis par l'association du Foyer Français, créée en 1923, sous le haut patronage de M. Painlevé (13). Le Foyer Français a compris l'importance de l'assimilation de ces étrangers pour la France, et son activité dans le Sud-Ouest s'est surtout occupée de vulgariser parmi les Italiens la connaissance du français.

Deux essais furent faits concurremment dans l'agriculture : l'un dans le département de l'Aisne, pour les Polonais, l'autre dans le Lot-et-Garonne, pour les Italiens. Le premier semble ne pas avoir réussi. Dans nos

(13) Le siège est 18, rue du Banquier, Paris.

régions, au contraire, l'œuvre prit de l'extension. La tâche cependant fut rendue pénible au début par l'action énergique qu'opposèrent les organisations fascistes et le clergé italien à la création de ces écoles. Mais, d'une part, la nécessité de connaître le français pour ces immigrés, d'autre côté les efforts de M. Rouède, inspecteur d'Académie à Agen, secondé il est vrai par quelques Italiens, surmontèrent ces difficultés.

Les premiers essais se firent en décembre 1926 (14). On créa 6 cours. D'autres directeurs d'écoles suivirent le mouvement et, en avril 1927, quatre mois plus tard, 27 cours fonctionnaient, suivis assidûment par 381 étrangers, qui auraient déjà fait de rapides progrès. Pour l'année qui commence, le Foyer Français espère ouvrir une quarantaine de cours.

Devant ce succès encourageant, l'action du Foyer Français s'étendit à la Haute-Garonne et au Tarn-et-Garonne. Dans la Haute-Garonne, M. Martin, professeur au lycée de Toulouse, s'occupa de la question et sous le haut patronage de M. Cazelles, inspecteur d'Académie, créa trois cours. Le nombre en sera certainement plus élevé cette année. On ne peut encore s'en tenir qu'à des prévisions, car les ressources financières de l'Association sont limitées et tout dépend des subventions accordées par les conseils généraux. Cepen-

(14) M. Paul Raphaël, secrétaire général de l'œuvre, a bien voulu nous communiquer ces quelques renseignements, pour lesquels nous tenons à lui adresser tous nos remerciements.

dant M. P. Raphaël estime que leur nombre oscillera entre 10 et 40.

Dans le Tarn-et-Garonne, les cours ne fonctionnent que depuis la rentrée des classes. Rien n'est encore prévu dans le Gers, mais des pourparlers ont été engagés. Le Foyer Français a soumis à la préfecture un plan d'action; d'autre part, il s'est assuré l'appui de M. Gardey, sénateur et président du conseil général. Le Gers est cependant le département qui aurait peut-être le plus besoin que de tels cours fussent institués, d'abord par le nombre important d'Italiens qui y résident, ensuite parce que ces immigrants n'ont pas les mêmes facilités de se déplacer et de s'instruire en voyageant. Il reste donc beaucoup à faire : nous avons intérêt à ce que le Gouvernement et surtout les conseils généraux favorisent une initiative aussi heureuse.

En résumé, les seuls effets vraiment efficaces et dont les résultats sont certains ont été accomplis par une association privée. On ne peut que constater la carence de l'Etat qui, excepté la dernière loi sur les naturalisations, très critiquée et très critiquable, est resté neutre, semblant se désintéresser du résultat de ce mouvement.

§ 4. — Un terrain d'entente.

N'y aurait-il pas de moyens pour empêcher cette lutte ? pour trouver un terrain d'entente qui satisfît à la fois Italiens et Français ?

La France et l'Italie, au lieu de se jalouser et souvent de se nuire, auraient avantage à s'entendre, l'une fournissant ses matières premières, l'autre prêtant sa main-d'œuvre. Plus spécialement « les deux nations et leurs ressortissants ont un intérêt commun à la prospérité agricole du Midi océanique. Une production de céréales abondante, de belles récoltes de vins, l'augmentation en nombre, en poids, en qualité d'un cheptel sélectionné, des prix de vente justes et rémunérateurs satisferont toutes les parties » (15).

M. de Boyer-Montégut a traité magistralement la question dans sa petite brochure sur l'immigration italienne. Les émigrés se plaignent de leur isolement, ils manquent de conseils et surtout de crédit. Ils regrettent leurs chaires ambulantes d'agriculture qui les enseignaient et les dirigeaient.

Ne serait-il pas possible de les contenter ? N'avons-nous pas un organisme, le syndicat agricole, ou la coopérative, qui pourrait jouer ce rôle ? Il permettrait de grouper les producteurs, de donner plus de force à leurs revendications, de rendre possibles des améliorations dans la technique des cultures que l'agriculteur isolé ne peut accomplir. Mais on se heurte aussitôt à des difficultés. Le milieu paysan n'est pas préparé à accepter de tels organismes. L'agriculteur, même celui qui possède une certaine culture, est méfiant, jaloux

(15) R. de Boyer-Montégut, *op. cit.*, p. 36.

de son voisin. Il tient à garder sa liberté, craignant toujours d'être frustré. Toute idée d'association ne lui convient guère. On pourrait cependant l'éduquer, lui faire comprendre les avantages du syndicat agricole, et comme il est intelligent, il se rendrait rapidement à de meilleures dispositions. Malheureusement, l'élite française ne semble pas, elle non plus, très convaincue. Elle reste sceptique sur les résultats que pourraient donner de telles associations. M. de Boyer-Montégut proposait avec raison le concours des grandes associations agricoles : Institut international d'agriculture de Rome, Conférence internationale de l'Agriculture, Association internationale des associations agricoles.

Mais le plus souvent on se perd dans de longues discussions théoriques. Il faudrait passer à l'action, trouver des personnes compétentes et jeunes qui voulussent prendre la tête du mouvement. Il faudrait aussi que l'Etat aidât pécuniairement les premiers efforts. Jusqu'ici, rien n'a été tenté du côté français.

Les autorités italiennes ont mieux compris l'importance de la question. Les agents consulaires, en accord entre eux, voudraient créer dans nos régions des consortiums agricoles montés sous forme de coopératives. Ils ne fonctionnent pas encore, mais un grand pas a été effectué vers leur réalisation. La faveur dont jouissent ces associations auprès des masses paysannes en Italie est un encouragement pour eux.

Ces consortiums seraient mixtes, composés de Français et d'Italiens; mais, au début surtout, ils ne grouperaient que des Italiens. Les agents consulaires ont accepté de jouer le rôle d'éducateurs auprès des Français. Ils ont fait des tournées de propagande qui, à leur sens, ont été très suivies par les populations.

Le siège social de ces consortiums serait à Auch. Leur but consisterait tout d'abord dans l'achat des machines, des engrais, des semences. Le consortium les aurait à meilleur compte, les achetant par grosses quantités et supprimant ainsi les bénéfices des intermédiaires. D'autre part, surtout pour les engrais et les semences, la qualité serait bien supérieure.

Le consortium s'occuperait également de la vente en commun des produits du sol. On centraliserait toutes les récoltes, les bénéfices augmenteraient du fait que les dirigeants vendraient dans les conditions et à l'époque les plus favorables. Quant aux denrées périssables, leur écoulement en serait facilité, le consortium disposant de moyens de transport rapides. Enfin l'association ferait des prêts aux agriculteurs pour l'achat de propriétés et de matériel, gros appoint pour l'émigré qui n'a pu profiter du crédit agricole. Le résultat le plus appréciable de ces consortiums mixtes consisterait surtout dans le fait que Italiens et Français apprendraient à se connaître, à s'estimer, à se comprendre. Les intérêts économiques communs créés par ces associations resserreraient les liens d'ami-

tié qui doivent unir ces populations. En un mot, ces groupements deviendraient un facteur puissant d'assimilation, mais à la condition expresse que nos paysans gascons acceptassent volontiers d'en faire partie. En servant leur intérêt personnel, ils serviraient la France.

CONCLUSION

L'immigration italienne en Gascogne semble aujourd'hui terminée. Nous avons étudié aussi objectivement que possible ses diverses modalités, nous attachant principalement à montrer les effets heureux d'un tel mouvement.

Ces Italiens ont comblé des vides, enrichi la Gascogne, mais ils n'ont pas résolu d'une façon définitive la question de la main-d'œuvre. Il existe encore des maisons abandonnées, des champs déserts qui attendent de nouveau les bras pour les féconder. L'Italie nous fournira-t-elle d'autres agriculteurs ? Raisonnement il ne faut pas y compter.

Le gouvernement fasciste ne laisse filtrer que parcimonieusement un faible contingent de main-d'œuvre agricole. M. Grandi a déclaré nettement à la Chambre des députés italienne, au mois de mars dernier, que l'émigration était un mal, une déperdition de forces pour l'Italie et que tous les efforts du Gouvernement devaient tendre à l'enrayer.

L'Italie cherche à accroître autant que possible sa puissance économique tant agricole qu'industrielle; elle a compris qu'il fallait donner au travailleur indigène un standard de vie suffisant pour qu'il n'allât pas à l'extérieur chercher son gagne-pain.

Cette politique s'est concrétisée dans des mesures énergiques. En agriculture ce fut la « bataille du blé ». Il fallait coûte que coûte augmenter le rendement et combler au moins en partie le déficit énorme que la production accusait chaque année, par rapport à la consommation. Livrée en grande pompe, cette bataille semble avoir intéressé les populations rurales. Les premiers résultats furent sensiblement meilleurs que les années précédentes et l'Italie y a gagné 4 à 5.000.000 de quintaux de blé par campagne.

Mais le plus gros effort a été fourni du côté de l'industrie. Malheureusement des obstacles et principalement le manque de matières premières se dressèrent pour déranger ses plans.

La question des minerais de fer et de la houille est une des plus agitées par la presse italienne. Le Gouvernement a fait procéder à des sondages en Toscane, en Sardaigne, pour y découvrir de la houille, dans la Calabre et la Basilicate pour vérifier l'importance des filons d'anthracite qui y avaient été signalés. Une commission royale de géologie a même été créée. Composée de professeurs d'Université et de travailleurs libres, elle s'occupe de l'élaboration d'une carte géologique détaillée de l'Italie. La houille naturelle sera remplacée par la houille blanche fournie par les torrents des Alpes et des Apennins.

Pour les industries de transformation, l'avenir apparaît plus brillant. La métallurgie a déjà été créée de

toutes pièces sur un sol sans minerais ni charbon. L'industrie automobile principalement a fait de gros progrès, et les marques italiennes sillonnent le monde. Les cotonnades, lainages et soieries s'exportent en proche Orient et jusqu'aux Indes. La culture nationale du ver à soie est loin de fournir la soie grège que réclame l'industrie de transformation. Quant à la soie artificielle, l'Italie est actuellement au second rang des pays producteurs, après les Etats-Unis, avec 15 millions de kilogrammes sur une production totale de 80 millions. Dans l'industrie chimique et les constructions navales, les progrès allèrent de pair.

L'Italie ne se transformera-t-elle pas comme l'Allemagne qui, de pays agricole et émigrateur, est devenue pays industriel et par suite importateur tout au moins de main-d'œuvre agricole ? C'est une évolution que de toute évidence elle cherche à accomplir.

D'autre part, le chiffre de la population ne se maintient en progression que par la baisse continue du taux de mortalité, baisse qui, d'ailleurs, atteindra son minimum très rapidement. Quant aux taux de natalité, il est en nette régression et ne dépasse guère actuellement 27 par an et pour 1.000 habitants.

L'Italie ne constitue donc pas un réservoir inépuisable de main-d'œuvre, une source d'agriculteurs qui ne tarira pas. Les contingents d'émigration de ces dernières années, d'après les chiffres officiels, décroissent d'ailleurs d'une façon sensible. Disparaîtront-ils com-

plètement ? La réponse devient difficile. En tout cas, l'Italie n'apparaît plus décidée à diriger vers la Gascogne ses émigrants.

Les colonies, peu importantes il est vrai, forment un terrain idéal où le trop-plein de la population indigène pourra exercer son activité. Des sociétés de colonisation doivent préparer les terres aux émigrés. Des avances ont été faites à la caisse d'épargne de Tripoli pour qu'elle concède un crédit agricole et foncier. Le gouverneur de la Tripolitaine et l'Institut national de crédit pour le travail italien à l'étranger ont conclu un accord, visant la création de villages de colonisation. 300.000 Italiens pourraient, dans un quart de siècle, trouver asile et travail. Enfin une active propagande, tendant à répandre l'idée coloniale dans la métropole, se poursuit en Italie.

D'aucuns se réjouissent que, dans le Sud-Ouest, on ne puisse plus compter sur la main-d'œuvre italienne. Il vaut mieux établir une tour de Babel, où étrangers de diverses nationalités voisineront sans former une véritable colonie.

Actuellement, on fait venir des Polonais et des Russes. Les Russes sont d'anciens cosaques de l'armée Wrangel que la Société des Nations protège. Ils luttèrent contre le bolchevisme, puis, vaincus, furent déportés à Bizerte, Beaucoup servirent alors dans la Légion étrangère, sans en prendre les mauvaises habitudes puisqu'ils formèrent un corps spécial. En no-

vembre 1926, leur engagement fini, il fallut leur trouver du travail. On les envoya en France. Ils se sont placés tout d'abord dans l'industrie (les usines Renault et Citroën en regorgent), mais préférèrent l'agriculture. Dans nos régions, 70 à 80 ménages furent installés; ils viennent aussi comme ouvriers séparés. On est d'ailleurs très content d'eux. Originaires de la Russie méridionale, ils connaissent le français, sont au courant de nos cultures, même de la vigne dont ils apprennent le traitement dans une école de Montpellier.

Quant aux Polonais, le plus souvent, ils n'ont pas donné satisfaction. Jusqu'à ce jour, nous ne reçûmes que des ouvriers isolés que l'industrie ne voulait pas. Devant les plaintes réitérées des agriculteurs, de nouveaux plans de recrutement furent élaborés, sans toutefois avoir reçu une application pratique. On prévoit l'installation de familles entières venant directement de Pologne, louant de grandes fermes en commun dans nos départements pour y faire tout d'abord leur apprentissage.

L'importance de ce recrutement dépasserait largement les besoins du Sud-Ouest en main-d'œuvre. Sommes-nous donc à l'orée d'un nouveau mouvement d'immigration ? Verrons-nous défiler en Gascogne toutes les races d'Europe et d'ailleurs ? Notre contrée est-elle destinée à n'être qu'une minorité de races ?

Autant de problèmes dont la solution dépend de l'avenir.

Quoi qu'il en soit, on espère beaucoup de ces étrangers, on espère même trop. L'Italien, l'Espagnol, le Russe, le Polonais, n'est plus seulement le travailleur qui, moyennant salaire, offre ses bras, il devient surtout l'élément qui, par une naturalisation rapide, doit remplacer ceux qui naissent en nombre insuffisant. La loi du 10 août 1927 dénote cette hâte pour la France de faire des Français, d'augmenter le chiffre global de notre population, même au prix d'une assimilation précaire et incomplète.

Le rôle de l'étranger prend aujourd'hui une extension inadmissible. Résoudre momentanément la question de main-d'œuvre par l'immigration est louable et mérite des encouragements. Mais compter sur l'étranger pour relever notre natalité et redonner une prospérité durable à la France, c'est en arriver, suivant l'expression de M. Nogaro, à une « solution de paresse », c'est replâtrer un édifice dont la base s'écroule, c'est enfin se mettre sous la dépendance de l'étranger, se créer un avenir incertain.

L'immigration ne peut et ne doit être qu'un remède passager à la question de dépopulation. La France ne peut attendre son salut que dans le relèvement de sa propre natalité. Une nombreuse population est une preuve de santé physique et morale, de vigueur de la race. « Le nombre est la première condition de la force des peuples. C'est en vain qu'ils se flattent d'une élite distinguée dans les différents domaines de l'éco-

nomie politique, de la politique, de la science, des lettres et des arts; s'ils sont moins nombreux que leurs voisins, tôt ou tard ils seront remplacés par eux. » Telle est la belle parole de M. Isaac, président du Congrès de la natalité, tenu à Bordeaux en 1921.

L'immigration étrangère est le résultat pacifique, inévitable aussi, d'une faible population; la guerre, la dévastation et la mort en constituent la terrible rançon.

La France ne doit pas l'oublier. Il faut relever les énergies morales, détruire l'individualisme, auteur principal de cette lamentable situation, assurer aux familles nombreuses une existence convenable et dont la misère n'aille pas croissant avec le nombre d'enfants, favoriser enfin l'agriculture pour maintenir aux champs ceux qui y naissent. Politique de longue haleine, mais qui, avec le temps, aboutirait. Si les volontés se tendaient vers ce noble but, nous pourrions envisager l'avenir avec confiance. Nos campagnes deviendraient fécondes et nos villages retrouveraient leur animation d'antan, sans que l'étranger nous prêtât son concours.

Vu : *Pour le Doyen,*
L'Assesseur,

G. FERRON.

Vu : *Le Président de la Thèse,*

A. MOUNIER.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Bordeaux, le 24 décembre 1927.

Le Recteur de l'Académie,

F. DUMAS.

Les visas exigés par les règlements ne sont donnés qu'au point de vue de l'ordre public et des bonnes mœurs (Délibération de la Faculté du 12 août 1879).

BIBLIOGRAPHIE

A. — Ouvrages généraux.

1° SUR L'AGRICULTURE ET LE MANQUE DE MAIN-D'ŒUVRE.

ATGER. — Le bilan économique et social du département du Gers. Auch, 1923.

AUGÉ-LARIBÉ (M.). — Le paysan de France après la guerre. Paris, 1923.

— La situation matérielle et morale des agriculteurs. Conférence au Comité national d'études sociales et politiques, juin 1926.

CAZIOT (P.). — En pleine crise agraire. *Journée industrielle* du 9 janvier au 23 août 1924.

COMITÉ RÉGIONAL D'ACTION ÉCONOMIQUE. — Le Lot-et-Garonne économique, 1919.

GUILLOU. — Émigration des campagnes vers les villes. Paris 1905.

HITIER (H.). — L'exploitation d'un domaine rural, 1926.

LABAT (E.). — L'âme paysanne. Paris, 1923.

MÉLINE. — Le retour à la terre. Hachette, 1905.

SOUCHON. — La crise de la main-d'œuvre agricole en France, 1914.

ZOLLA (D.). — L'agriculture moderne.

2° SUR L'IMMIGRATION EN FRANCE.

BLANCHARD. — La main-d'œuvre étrangère et l'agriculture française. Thèse Aix, 1913.

BOISSARD. — Les problèmes relatifs à l'immigration. Conférence au Comité national E. S. P., juin 1925.

- Bulletin quotidien de la Société d'études et informations économiques.* — La main-d'œuvre étrangère spécialement agricole et la rupture des contrats de travail, 28 juillet 1926.
- Bulletin de la Société d'études législatives*, années 1924 et 1925.
- CATALOGNE. — La politique de l'immigration en France depuis la guerre de 1914.
- CHAPTAL (Mgr). — L'immigration et l'avenir de la France. Conférence au Comité national d'études sociales et politiques, 16 mai 1927.
- CHASSEVENT (E.). — Appel à la main-d'œuvre étrangère pour l'agriculture française. Thèse Paris, 1919.
- ÉMIGRATION ET IMMIGRATION. — Législation et traités. B. I. T., 1922.
- GAUTHIER (E.). — Le marché du travail en France. Angers, 1923.
- MAUCO (G.). — Les étrangers dans les campagnes françaises. *Annales de géographie*, 15 mars 1926.
- OUALID (W.). — I. L'immigration ouvrière est-elle organisée en France? — II. La France deviendra-t-elle un pays de minorité? Deux conférences au Musée social en mai-juin 1927.
- PALEWSKI (P.). — L'immigration en France, depuis la guerre, de la main-d'œuvre étrangère. *Revue générale de droit international public*, janvier-février 1927.
- PAIRAULT (A.). — L'immigration organisée et l'emploi de la main-d'œuvre étrangère en France. Thèse Paris, 1926.
- PAON (M.). — L'immigration en France. Payot, Paris, 1926.
- PIGANIOL (P.). — Le traité du travail franco-italien. Thèse Toulouse, 1922.
- RODET (Y.). — L'immigration des travailleurs étrangers en France au point de vue du droit public. Thèse Paris, 1924.

B. — Ouvrages spéciaux à l'immigration italienne dans le Sud-Ouest.

- ASSOCIATION DU FOYER FRANÇAIS. — Comptes rendus des assemblées générales de 1924, 1925 et 1926.
- BARTHÉLEMY (J.). — La colonisation en France par la main-d'œuvre étrangère. Conférence à la Société d'économie politique de Paris, le 5 novembre 1924. Voir *Économiste français*, 22 novembre 1924.

BOYER-MONTÉGUT (R. DE). — L'immigration italienne dans le Sud-Ouest de la France. Paris, 1926.

COMMISSARIAT GÉNÉRAL D'ÉMIGRATION. — L'emigrazione agricola italiana in Francia, supplément au *Bulletin mensuel*, 1923.

COMPTES RENDUS des séances de l'Académie d'agriculture. Séances du 4 mai 1927 et du 9 novembre 1927. Deux notes de M. Paon.

ESPARBÈS (J.). — La colonie agricole italienne dans le Sud-Ouest. *Sud-Ouest économique*, 16-30 novembre 1926.

A consulter aussi des articles parus dans différents journaux : *l'Écho de Paris*, *le Journal*, *l'Express du Midi*, *la Dépêche*, *le Blé et le Vin*, etc., etc.

C. — Documents statistiques.

B. I. T. — Mouvements migratoires de 1920-1924. Études et documents. Chronique mensuelle des migrations.

Bulletin de la Statistique générale.

Bulletin hebdomadaire du ministère du Travail. Journal officiel.

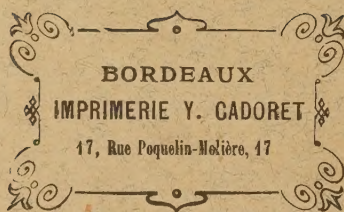
Bulletin quotidien de la Société d'études et informations économiques. — L'immigration contrôlée des travailleurs étrangers en France de 1920 à 1926, 9 décembre 1926.

Journal de la Société de statistique de Paris.

RÉSULTATS statistiques des divers recensements publiés par le ministère de l'Intérieur.

TABLE DES MATIERES

	Pages
INTRODUCTION. — <i>Le milieu économique; le manque de main-d'œuvre et les autres circonstances qui ont favorisé l'immigration italienne dans le Sud-Ouest</i>	1
CHAPITRE PREMIER. — <i>Le recrutement de la colonie. Historique; organes de recrutement; importance actuelle du mouvement</i>	32
§ 1. — Historique du mouvement.....	33
§ 2. — Organismes chargés du recrutement.....	39
§ 3. — Importance actuelle du mouvement.....	51
CHAPITRE II. — <i>L'Italien immigrant devant la loi française</i> ...	56
§ 1. — Lois de police et de sûreté.....	57
§ 2. — Le statut juridique de l'immigrant.....	65
CHAPITRE III. — <i>Les différentes catégories d'agriculteur italien et leur condition économique</i>	87
§ 1. — Les métayers.....	89
§ 2. — Maîtres-valets, journaliers; fermiers.....	95
§ 3. — Les propriétaires.....	98
§ 4. — L'association coopérative : la colonie de Blanquefort.....	113
CHAPITRE IV. — <i>Les conséquences de l'immigration italienne</i> ..	128
§ 1. — Conséquences économiques.....	128
§ 2. — Conséquences sociales.....	148
§ 3. — Conséquences politiques.....	158
CHAPITRE V. — <i>L'assimilation</i>	164
§ 1. — Le problème de l'assimilation.....	167
§ 2. — Attitude du Gouvernement italien.....	174
§ 3. — Attitude de la France.....	182
§ 4. — Un terrain d'entente.....	194
CONCLUSION.....	199
BIBLIOGRAPHIE	207



BORDEAUX

IMPRIMERIE Y. CADORET

17, Rue Poquelin-Molière, 17